

IsDB



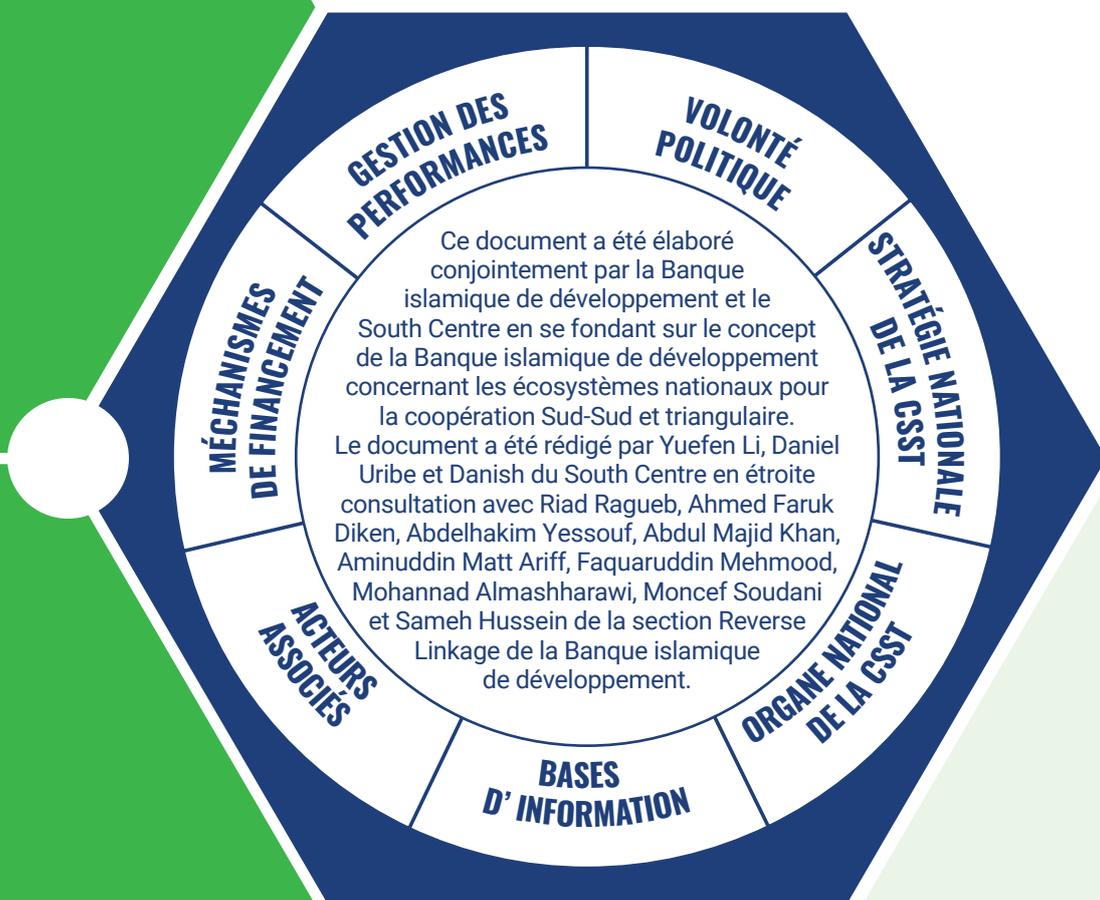
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



SOUTH
CENTRE

RENFORCEMENT DES
ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX
POUR LA COOPÉRATION
SUD-SUD ET TRIANGULAIRE
AUX FINS DE RÉALISER LE
PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE
À L'HORIZON 2030





© Banque islamique de développement

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque support que ce soit, notamment par photocopie ou enregistrement sans l'autorisation écrite du titulaire des droits d'auteur. Cette même autorisation doit être obtenue avant que toute partie de la présente publication ne soit sauvegardée sur tout support désigné à cet effet. Toute demande d'autorisation doit être adressées à idsarchives@isdb.org

La présente publication est le résultat d'une recherche menée par la Banque islamique de développement (BID) et le Centre Sud. Les résultats, interprétations et conclusions qu'elle contient reflètent les points de vue de la BID. Cette dernière et le Centre Sud ne font aucune déclaration et ne donnent aucune garantie quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité des informations y contenues, et ne posent aucune hypothèse comme fondement de la présente publication. Les droits d'auteur sont détenus par la BID. La présente publication ne doit pas être reproduite ou distribuée sans le consentement préalable de la BID. Rien dans la présente publication ne doit constituer ou être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la BID, lesquels demeurent spécifiquement réservés.

RENFORCEMENT DES ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE AUX FINS DE RÉALISER LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
ET LE SOUTH CENTRE

Nous tenons à remercier tous nos partenaires de leur appui et contribution à la présente publication :

AZERBAÏDJAN	Agence azerbaïdjanaise de développement international
BRÉSIL	Agence brésilienne de coopération
CHINE	Agence chinoise de coopération internationale pour le développement & Centre international chinois pour les échanges techniques et économiques
COMOROS	Agence Comorienne de coopération internationale
ÉGYPTE	Agence égyptienne du partenariat pour le développement
GUINÉE	Agence guinéenne pour la coopération technique
INDE	Administration du partenariat pour le développement, Ministère des Affaires étrangères, Département de politique et de promotion de l'industrie, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Systèmes de recherche et d'information pour les pays en développement
INDONÉSIE	Direction de politique étrangère et de la coopération pour le développement international, Ministère de la Planification du Développement national
MALAISIE	Société malaisienne pour le développement du commerce extérieur
MAROC	Agence marocaine de coopération internationale
NIGERIA	Direction de l'aide technique
PALESTINE	Agence palestinienne de coopération internationale
TUNISIE	Agence tunisienne de coopération technique
TURQUIE	Agence turque de coopération et de coordination
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD	

La **Banque islamique de développement (BID)** est une institution financière internationale qui compte 57 pays membres. Sa mission est de promouvoir un développement humain intégral, principalement par la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, le renforcement de la gouvernance et la prospérité des populations.

Le **South Centre** est un centre intergouvernemental de réflexion, qui regroupe cinquante-quatre pays en développement. Il mène des recherches sur des questions liées aux politiques de développement et appuie la participation des pays en développement au débat international sur la réalisation des Objectifs de développement durable. Le Centre promeut l'unité du Sud comme un seul bloc, mais veille au respect des intérêts et priorités de tout un chacun.



TABLE DES MATIÈRES

	Résumé	i
	1. Introduction	01
	2. Chemin parcouru de Bandung à BAPA+40	04
	2.1. Étapes importantes de la coopération Sud-Sud	04
	2.2. Évolution de la coopération Sud-Sud et triangulaire et sa justification économique et en termes de développement	06
	3. Mécanismes institutionnels nationaux actuels pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	10
	3.1. Volonté politique	11
	3.2. Stratégies nationales pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	12
	3.3. Stratégies nationales pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	13
	3.4. Bases d'information sur la coopération Sud-Sud	16
	3.5. Acteurs associés	18
	3.6. Mécanismes de financement	19
	3.7. Gestion de la performance	21
	4. Écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	22
	5. Recommandations pour l'action future sur les écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	26
	ANNEXE 1 – Exemples pays et Fonds Sud-Sud	28
	ANNEXE 2 – Questionnaire	45

RÉSUMÉ

Les pays en développement, communément appelés le Sud global, ont approfondi et élargi leur coopération fondée sur la solidarité, des valeurs partagées et des besoins et des intérêts communs grâce à la coopération Sud-Sud (CSS). Plusieurs événements marquants, tels que la Conférence historique de Bandung en 1955, la création du Groupe des 77 et le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (BAPA) adopté en 1978, ont donné l'impulsion nécessaire au renforcement de la coopération Sud-Sud. Parallèlement, les modalités, les acteurs et l'ampleur de la CSS ont connu une expansion rapide et impressionnante, en particulier au cours des deux dernières décennies. Les bailleurs de fonds traditionnels ont constaté la manière dont la CSS est devenue l'un des mécanismes efficaces de résolution des problèmes de développement et la soutiennent de plus en plus par le biais d'un mécanisme appelé la « Coopération triangulaire ». Ainsi, la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST)¹ est devenue un important moyen de coopération internationale pour le développement qui contribue à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cela a été réaffirmé dans le document final du 40^{ème} anniversaire du BAPA (BAPA+40) en 2019, lequel encourage les pays en développement à, entre autres, « adopter ou renforcer les politiques nationales visant à faire progresser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et à renforcer la capacité des mécanismes de coordination nationaux et infranationaux [...] ».

Les pays en développement pratiquent la CSST de différentes manières, au moyen de divers mécanismes institutionnels, approches et méthodologies au niveau national, influencés par de multiples facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, les capacités existantes aux niveaux institutionnel, organisationnel et humain. Bien que de nombreux progrès aient été réalisés depuis 1955, le rythme des améliorations des cadres institutionnels nationaux n'a pas suivi le développement rapide de la CSST. Il s'agit là d'un obstacle à la pleine réalisation du potentiel de cette coopération.

La complexité et la subtilité croissantes, ainsi que l'ampleur significative de la CSST appellent des mécanismes institutionnels améliorés et efficaces. Cela est spécifiquement reconnu dans le document final de Nairobi, qui énonce la nécessité particulière de « renforcer les capacités institutionnelles et techniques » aux fins de la CSST.

Forte de son expérience sur le terrain et de son travail analytique en matière de CSST et grâce à des discussions et à une étude approfondie, la Banque islamique de développement (BID) a identifié, avec ses pays membres, les principaux piliers d'un cadre institutionnel national, ou d'un « écosystème national », efficace pour la CSST.

Afin de contribuer à la réflexion sur l'importance des écosystèmes nationaux pour la CSST, la BID et le South

Centre se sont associés pour rédiger un document qui présente une vue d'ensemble des mécanismes institutionnels nationaux actuellement mis en place par les pays en développement pour la CSST et met en évidence l'importance d'écosystèmes nationaux solides pour un engagement et une contribution fructueuse à cette coopération.

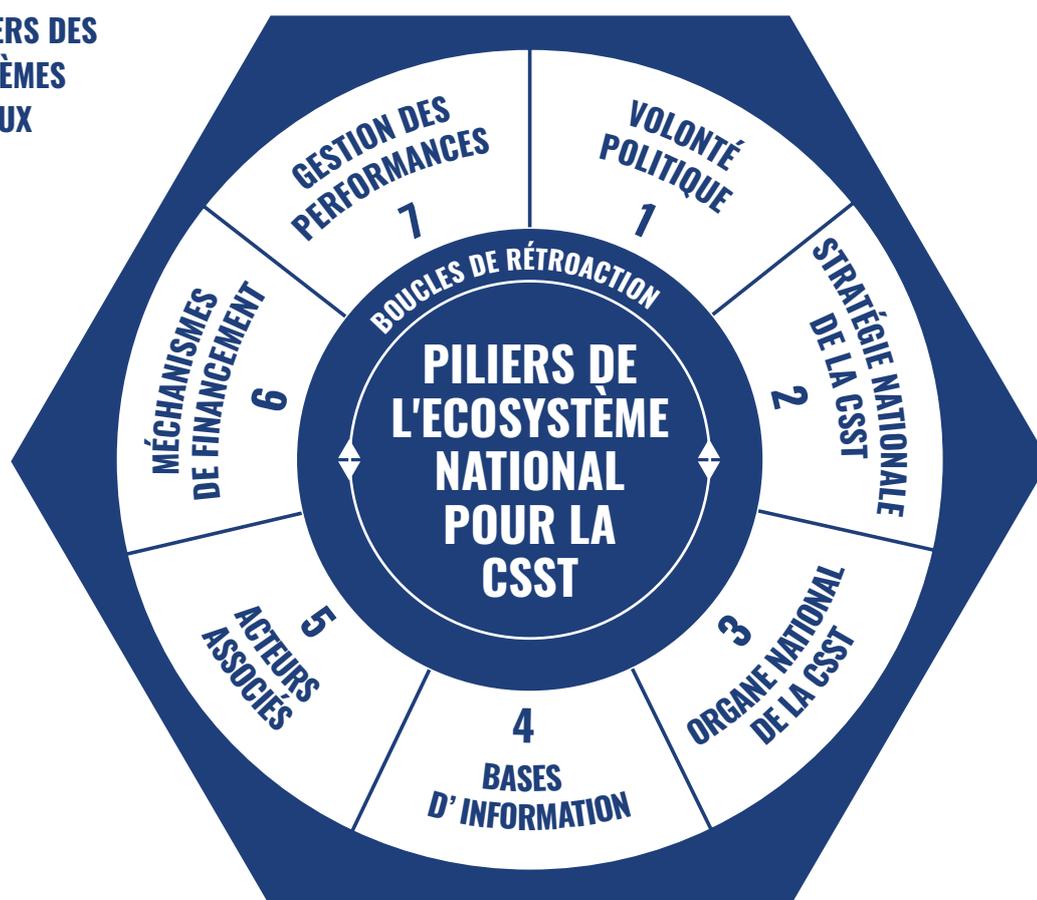
Le présent document tient compte des expériences des pays du Sud, ainsi que de celles de la BID et du South Centre en tant qu'institutions multilatérales de développement et groupes de réflexion répondant aux préoccupations de leurs pays membres respectifs en matière de développement. Le document vise à mettre l'accent sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés des expériences des pays en développement qui pourraient être utilisés pour renforcer les écosystèmes nationaux pour la CSST.

Les interactions et les liens entre les piliers des mécanismes institutionnels nationaux pour la CSST existants, recensés dans ce document, visent à renforcer les activités de cette coopération dans les pays en développement, conformément à leurs propres situations nationales, à leurs priorités économiques et sociales et à leurs stratégies nationales de développement dans leur ensemble. Ci-après, un bref résumé des piliers des écosystèmes nationaux :

- La **volonté politique** au plus haut niveau des gouvernements des pays en développement est essentielle pour inscrire la CSST dans la stratégie nationale de développement et l'intégrer dans la conscience nationale, ainsi que dans les instruments législatifs et réglementaires pertinents ;
- L'existence de **stratégies nationales** pour la CSST pourrait aider les gouvernements, en tant que fournisseurs et bénéficiaires, à identifier clairement leurs domaines prioritaires ainsi que les lacunes ou les besoins potentiels en matière de développement auxquels la CSST pourrait répondre ;
- La création d'un **organe national** pour la CSST pourrait favoriser une coordination accrue des acteurs nationaux et la coopération entre les pays en développement au moyen de mécanismes institutionnels qui orienteraient les efforts en matière de CSST au niveau national et mobiliseraient des ressources externes et internes ;
- La constitution de **bases d'informations** sur les initiatives nationales de CSST et les ressources disponibles pourrait aider les pays à tenir à jour une base de données complète pour améliorer leurs activités dans ce domaine ;
- Les **acteurs associés** à la CSST pourraient apporter les points de vue et les perspectives de diverses parties prenantes, ce qui leur permet de coordonner et d'harmoniser leurs efforts et d'accroître sensiblement la capacité des pays à s'engager dans la CSST, à la fois en tant que fournisseurs et bénéficiaires ;

¹ Aux fins d'uniformité, l'abréviation « SSTRC » est utilisée [dans la version anglaise du présent document] pour désigner la coopération Sud-Sud et triangulaire, bien que certains pays utilisent des abréviations différentes. Par exemple, l'Indonésie a toujours utilisé « SSTC » au lieu de « SSTRC ».

LES PILIERS DES ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX



- L'actualisation des **mécanismes de financement** au niveau national apporterait davantage de ressources et de contributions, y compris des contributions en nature, pour les activités liées à la CSST. Des contributions peuvent également être mobilisées aux niveaux régional et international auprès de plusieurs fonds, institutions et mécanismes financiers, intégrant la CSST dans leurs domaines d'intervention ;
- Enfin, il serait avantageux de favoriser la **gestion de la performance** de ces initiatives en tirant parti de l'expérience acquise et des enseignements tirés pour accroître l'efficacité et les avantages de la CSST au profit de toutes les parties prenantes.

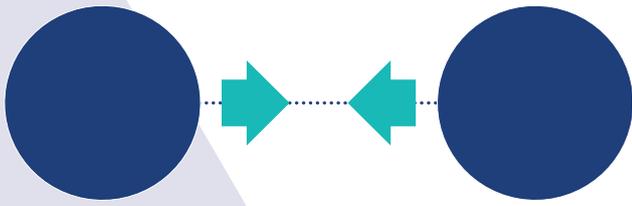
Les synergies et les complémentarités existant entre ces piliers pourraient faciliter la mise en place d'écosystèmes nationaux améliorés pour la CSST dans les pays en développement. L'éventail des différents piliers des écosystèmes nationaux permet aux pays de choisir les éléments et les configurations qui correspondent à leurs situations nationales et qui renforceraient leurs cadres institutionnels nationaux. Des liens cohérents et coordonnés entre les différents piliers des écosystèmes nationaux peuvent optimiser l'efficacité, la coordination et l'intégration de la CSST en tant que l'un des mécanismes aidant à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays en développement.

« Forte de son expérience sur le terrain et de son travail analytique en matière de CSST et grâce à des discussions et à une étude approfondie, la Banque islamique de développement (BID) a identifié, avec ses pays membres, les principaux piliers d'un cadre institutionnel national, ou d'un « écosystème national », efficace pour la CSST. »

L'établissement d'écosystèmes nationaux pour la CSST peut être considéré comme une approche ascendante et progressive qui maximiserait les avantages que les pays du Sud peuvent tirer de leur engagement dans cette coopération, en tant que bénéficiaires et fournisseurs. Le présent document formule par conséquent quelques recommandations que les pays en développement pourraient envisager lors de la conception, de la mise en œuvre ou de la restructuration de leurs propres écosystèmes nationaux pour la CSST.

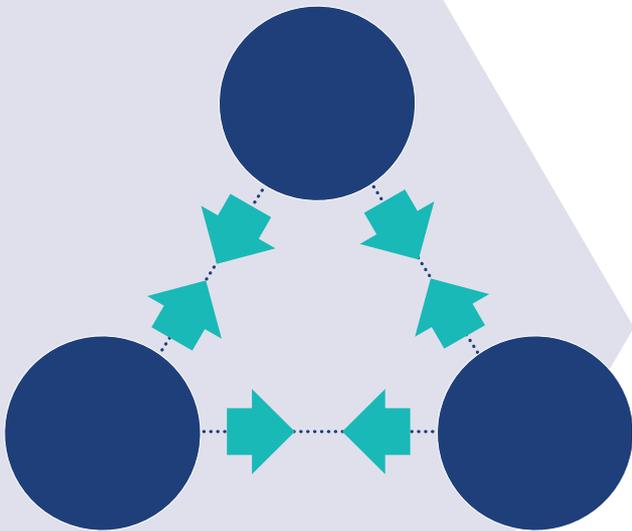
1

INTRODUCTION



LA COOPÉRATION SUD-SUD (CSS)

LA CSS A RADICALEMENT CHANGÉ LE PAYSAGE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET EST DEVENUE UN MOYEN IMPORTANT DE RELEVER LES DÉFIS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX AU NIVEAU MONDIAL.



LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE (CT)

CSS EST UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE. PARTANT DE SA LONGUE HISTOIRE, LA CSS EST AUJOURD'HUI MISE EN ŒUVRE SELON DES MODALITÉS DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES, IMPLIQUE UN ENSEMBLE D'ACTEURS ASSOCIÉS TOUJOURS PLUS NOMBREUX ET DONT LA PORTÉE ET L'AMPLEUR AUGMENTENT RAPIDEMENT, TOUT COMME LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE (CT) QUI A FAIT L'OBJET D'UNE ATTENTION ACCRUE AU COURS DES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES.

Pour les pays en développement, la coopération Sud-Sud (CSS)² est une composante essentielle de la coopération internationale. Partant de sa longue histoire, la CSS est aujourd'hui mise en œuvre selon des modalités de plus en plus diversifiées, implique un ensemble d'acteurs associés toujours plus nombreux et dont la portée et l'ampleur augmentent rapidement, tout comme la coopération triangulaire (CT)³ qui a fait l'objet d'une attention accrue au cours des deux dernières décennies. Comme le soulignent les différents documents finaux de diverses conférences internationales pertinentes et les déclarations du Groupe des 77 (G77) et la Chine, la CSS est un complément, et non un substitut, à la coopération Nord-Sud (CNS). La CSS a radicalement changé le paysage de la coopération internationale et est devenue un moyen important de relever les défis économiques, politiques, sociaux et environnementaux au niveau mondial.⁴ La CSS a renforcé le poids des pays en développement dans le processus décisionnel international,⁵ en attirant davantage l'attention sur les priorités des pays du Sud, en renforçant leur position dans la gouvernance mondiale et en augmentant leur contribution à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Fondée sur la solidarité et les besoins et intérêts communs en matière de développement, la CSS a joué un rôle essentiel, par différents canaux, notamment la coopération technique, dans la diffusion et la mise à l'échelle de solutions de développement réussies dans le Sud. Ce rôle est assuré par le partage des expériences et des enseignements tirés, ainsi que par la promotion de la connaissance et de l'expertise dans les pays en développement. La coopération technique est l'un des modes de CSS les plus dynamiques et les plus traditionnels, et a directement contribué au développement économique et social de ces pays.⁶ Au cours des dernières décennies, le développement économique des pays du Sud a permis d'accroître leur part sur les marchés mondiaux et de réduire, à des degrés divers, leur dépendance vis-à-vis des pays industrialisés du Nord. Cela a contribué à l'expansion rapide de la CSS dans d'autres domaines, notamment le

² La coopération Sud-Sud est un vaste cadre de collaboration entre les pays du Sud dans les domaines politique, économique, social, culturel, environnemental et technique. Elle est gérée par les pays en développement eux-mêmes, avec la participation active des gouvernements, des acteurs des secteurs public et privé, des universités et des organisations non gouvernementales, entre autres. (Source : "Role of South-South Cooperation and the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development: Challenges and Opportunities," Report of the Secretary-General, UN Doc A/73/383.)

³ La coopération triangulaire désigne une collaboration dans laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations, des systèmes de gestion et de technologie ainsi que d'autres formes de soutien. Voir The United Nations Office for South-South Cooperation (UNOSSC), "About South-South and Triangular Cooperation." Disponible sur <https://www.unsouthsouth.org/about/about-ssct>.

⁴ United Nations Development Programme, "Scaling-up South-South Cooperation for Sustainable Development," (December 2016). Disponible sur https://www.undp.org/content/dam/undp/library/development-impact/SS%20Research%20Publications/11960%20-%20Design%20for%20Scaling-up%20South-South%20Cooperation%20for%20Sustainable%20Development%20-%2009-3_Web.pdf.

⁵ Kevin Gray and Barry K. Gills, eds., *Rising Powers and South-South Cooperation* (Routledge, 2018).

⁶ Task Team on South-South Cooperation of the Organisation of Economic Co-operation and Development, "Unlocking the Potential of South-South Cooperation," (July 2011). Voir également Ibero-American General Secretariat, "Towards 40 Years of the Buenos Aires Plan of Action: Fresh Prospects for South-South Cooperation in Ibero-America," (2017). Voir également Hardeep Singh Puri, "Rise of the Global South and Its Impact on South-South Cooperation," *Development Outreach* (World Bank, 2010). Disponible sur <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6076>.



commerce, la finance, l'investissement, la connectivité, le développement du secteur privé et l'intégration régionale. Par ailleurs, l'expansion de cette coopération a conduit à la mise en place et au renforcement des mécanismes institutionnels multilatéraux et régionaux, nouveaux et existants, aux fins de la CSS, créant ainsi un environnement plus favorable au développement et au fonctionnement des initiatives et des institutions nationales.

Le développement économique du Sud depuis les années 1980, en particulier dans certaines économies émergentes, a donné lieu à de plus grandes complémentarités de développement économique entre les pays du Sud. Naturellement, la CSS constitue une bonne plateforme pour échanger des expériences et promouvoir des stratégies de développement innovantes, compte tenu des disparités de développement entre ces pays. Plus important encore, la coopération économique et financière entre les pays en développement sous diverses formes leur a offert des alternatives et des opportunités importantes pour promouvoir le commerce, l'investissement étranger direct, les ressources financières et le transfert de technologie, entre autres. Vu les similitudes entre ces pays en termes de stade de développement économique et leurs contextes communs, la rapport coût-efficacité de la CSS lui confère également un avantage supplémentaire.

La complexité et la subtilité croissantes, ainsi que la rapide augmentation de l'échelle de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) exigent une amélioration des mécanismes institutionnels aux niveaux national, régional et international. Néanmoins, le rythme de ces améliorations n'a pas suivi le développement rapide de la CSST dans divers domaines, ce qui constitue une contrainte ou une faiblesse empêchant d'exploiter tout son plein potentiel. Actuellement, le cadre institutionnel national de la CSST dans de nombreux pays peut être renforcé davantage. Cependant, l'élaboration et la mise en place d'un cadre institutionnel efficace et efficient au niveau international, voire régional, représenteraient une approche descendante qui ne serait pas conforme à la lettre et à l'esprit de la CSST. Il faudrait également un temps considérable et des efforts concertés pour mettre au point un cadre, obtenir un soutien politique et, enfin, parvenir à un consensus. Pour atténuer les effets négatifs d'un cadre institutionnel faible sur la dynamique de la CSST, le moyen le plus pratique et le plus envisageable est de commencer à relever le défi au niveau national et d'adopter une approche ascendante pour parvenir à une architecture mondiale efficace.

C'est ce que préconise la Banque islamique de développement (BID). Depuis sa création en 1975, la BID est étroitement engagée dans la CSST. Cela tient au fait que la BID est essentiellement une banque de développement Sud-Sud, étant détenue par 57 pays membres issus du Sud global. À ce titre, le renforcement de la coopération et la facilitation de l'échange d'expertises, de technologies et de ressources entre ses pays membres ont été les principaux objectifs de la BID depuis des décennies. Ainsi, divers programmes sont mis en place depuis plusieurs années pour accroître le commerce, les investissements et la coopération technique entre les pays membres de la BID.

« La complexité et la subtilité croissantes, ainsi que la rapide augmentation de l'échelle de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) exigent une amélioration des mécanismes institutionnels aux niveaux national, régional et international. »

Le Programme de coopération technique (PCT) de la BID est opérationnel depuis 1982 et fournit des subventions des millions de dollars pour faciliter l'échange d'expertises, de technologies et de ressources entre ces pays. Partant des enseignements tirés de décennies d'interventions dans le cadre du PCT, la BID a récemment introduit un nouveau mécanisme de coopération technique appelé Reverse Linkage. Il s'agit d'un mécanisme de coopération technique à grande échelle qui met en relation les pays membres afin qu'ils s'entraident pour renforcer leurs capacités et résoudre les problèmes de développement grâce à une approche d'égal à égal. Depuis 2014, le portefeuille de projets du Reverse Linkage s'est sensiblement étoffé et le mécanisme est désormais intégré dans les opérations ordinaires en tant qu'outil complémentaire pour soutenir le développement des pays membres par une approche de coopération solidaire.

Cette approche cadre également avec la nouvelle orientation de la BID consistant à devenir « une banque de développement et des acteurs du développement », une orientation qui vise à faire de la BID un catalyseur clé du développement au moyen d'une coopération renforcée, en sus d'être une institution de financement du développement.

Forte de son expérience, sur le terrain et analytique, liée à la CSST et grâce à des discussions et à une étude approfondies avec les pays membres, la BID a identifié les principaux piliers d'un cadre institutionnel national, ou « écosystèmes nationaux », efficace pour la CSST, ainsi que leurs interactions et leurs liens. Bien que tous les pays en développement soient impliqués à des degrés divers dans les initiatives de CSST, ce document valide les écosystèmes nationaux tels que conceptualisés par la BID en utilisant des exemples et des études de cas de certains pays en développement.⁷

⁷ Ces pays ont été choisis en fonction de plusieurs facteurs, notamment la représentation régionale, les réponses à l'enquête, les consultations avec les missions des pays à Genève et l'appartenance au réseau 3-2-C, en étroite consultation avec la BID.

« Le document n'entend donc pas proposer un modèle unique. Il cherche plutôt à présenter une vue d'ensemble des mécanismes nationaux actuels conçus par les pays en développement dans le but de dégager les enseignements et les défis de leur expérience en matière de renforcement de ces écosystèmes, ainsi que les avantages et les inconvénients des différents piliers dans des contextes nationaux différents. »

Il est important de souligner que les pays en développement présentent des situations nationales différentes et des contraintes internes et externes variées, qui à leur tour se traduisent par un éventail de conditions de développement. Aussi est-il naturel que les pays en développement s'engagent dans la CSST de diverses manières, en utilisant différentes approches et méthodologies et avec différents mécanismes institutionnels au niveau national.

Dans ce contexte, la présente recherche vise à identifier de manière empirique les éléments clés, les défis communs et les efforts que les pays en développement pourraient envisager en fonction de leurs propres besoins et priorités de développement afin de parvenir à des écosystèmes nationaux pleinement fonctionnels pour une CSST efficace. Le document n'entend donc pas proposer un modèle unique. Il cherche plutôt à présenter une vue d'ensemble des mécanismes nationaux actuels conçus par les pays en développement dans le but de dégager les enseignements et les défis de leur expérience en matière de renforcement de ces écosystèmes, ainsi que les avantages et les inconvénients des différents piliers dans des contextes nationaux différents.

Un questionnaire d'enquête élaboré par le South Centre et la BID⁸ a été envoyé aux pays choisis. Parallèlement à l'enquête, des entretiens en face à face ont été menés avec des fonctionnaires de quelques pays étudiés. Les réponses ont été analysées en profondeur et servi à valider la recherche menée aux fins du présent document. Des visites ont ensuite été effectuées dans les pays afin d'obtenir des informations plus approfondies et de première main pour compléter ou valider les premiers résultats de la recherche. En outre, une vaste recherche documentaire a été réalisée pour passer en revue la documentation accessible au public, y compris les sites web institutionnels et d'autres publications des organes publics des pays en développement. La recherche a également tenu compte

des informations tirées des mécanismes institutionnels multilatéraux et régionaux intervenant dans la CSST, en particulier certains mécanismes multilatéraux de CSS qui ont été établis par le Sud⁹ et leurs opérations. Une première ébauche a été envoyée aux institutions et organes nationaux responsables de la CSST pour commentaires et validation. Après réception des observations de ces pays, le projet a été à nouveau révisé pour tenir compte de leurs points de vue et des informations mises à jour. Lors de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) qui s'est tenue du 20 au 22 mars 2019 à Buenos Aires, en Argentine, un événement de haut niveau a été organisé conjointement par la BID, le South Centre et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) pour discuter du concept et de la composition des écosystèmes nationaux, lesquels ont été validés par les participants sans aucune réserve. Après plusieurs cycles d'examen, de validation et de réexamen aux niveaux national et international, de la formulation du concept à la finalisation du document sur les écosystèmes nationaux, les aspects techniques et la solidité politique de ces derniers ont été scrutés attentivement et approuvés.

Le présent document est divisé en cinq sections. Après l'introduction, la deuxième section revient sur le bienfondé de la CSS en tant que composante essentielle de la coopération internationale pour les pays en développement. Pour ce faire, elle passe en revue les principaux jalons posés par les pays en développement dans la promotion de la CSST, puis analyse l'évolution économique et politique de la CSST. La troisième section décrit les mécanismes institutionnels nationaux actuellement mis en place pour la CSST, notamment en mettant en lumière les bonnes pratiques de certains pays en développement. La quatrième section traite des synergies et des dynamiques qui existent entre les piliers et qui pourraient faciliter la mise en place d'écosystèmes nationaux pour la CSST. La présente analyse comprend un examen des méthodes qui pourraient soutenir les efforts des pays en développement pour catalyser les avantages de la CSST. Le document s'achève sur un certain nombre de recommandations que les pays en développement pourraient prendre en compte lors de la conception, de la mise en œuvre ou de la restructuration de leurs écosystèmes nationaux pour la CSST afin de relever les défis actuels et de saisir les opportunités qui découlent de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

⁸ Le questionnaire a été envoyé à 18 pays en développement au total et comprenait des questions relatives à tous les piliers des écosystèmes nationaux de la CSS. L'enquête est jointe à l'annexe 2 du présent document.

⁹ Il s'agit de certaines institutions multilatérales et régionales du Sud qui ont été mises en place exclusivement par des pays en développement et auxquelles les pays en développement peuvent adhérer.

CHEMIN PARCOURS DE BANDUNG À BAPA+40

2.1. ÉTAPES IMPORTANTES DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

Les pays en développement ont longtemps envisagé un modèle de coopération mutuellement bénéfique fondé sur une histoire commune et des valeurs partagées de solidarité, d'équité et de soutien mutuel. La nécessité d'une « alliance mondiale pour créer et maintenir un monde de paix et de coopération en vue du progrès social à l'échelle mondiale »¹⁰ sert de fondement à une action collective, stratégique et unie des pays en développement pour atteindre leurs objectifs de développement respectifs.

Les efforts déployés par le Sud pour élaborer « des programmes de coopération régionaux, sous-régionaux et nationaux plus spécifiques »¹¹ ont été reconnus depuis la Conférence de Bandung en 1955 et le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement en 1978, jusqu'à la réaffirmation des principes de la coopération Sud-Sud par le Groupe des 77 en septembre 2009¹² et la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud en 2009. Cette section analysera ces étapes historiques de la CSS et la façon dont les pays du Sud ont modelé celle-ci pour relever les défis mondiaux, notamment le renforcement du Sud aux niveaux multilatéral, régional et national.

La Conférence Asie-Afrique de Bandung en 1955 a été la première conférence Sud-Sud à souligner la nécessité de concevoir et de construire des mécanismes de coopération axés sur l'autonomie et la solidarité entre les pays du Sud. Elle a reconnu que la promotion et le développement de la coopération est l'un des « moyens les plus puissants d'entente entre les nations ».¹³

L'évolution majeure suivante a eu lieu en 1964 avec la création de la *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)* et du *Groupe des 77 (G77)*. La CNUCED a été créée avec le mandat clair de « maximiser les possibilités de commerce, d'investissement et de développement des pays en développement et de les aider dans leurs efforts pour s'intégrer dans l'économie mondiale sur une base équitable ».¹⁴ Dès lors, elle promeut la coopération et l'intégration économiques entre les pays en développement et soutient les initiatives de coopération commerciale Sud-Sud, y compris les moyens par lesquels celle-ci peut contribuer à optimiser les gains de développement dans ces pays.

ÉTAPES IMPORTANTES DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

1955

CONFÉRENCE ASIE-AFRIQUE DE BANDUNG

1964

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

GRUPE DES 77 (G77)

1978

PLAN D'ACTION DE BUENOS AIRES POUR LA PROMOTION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT (BAPA)

2009

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD (DANS LE DOCUMENT FINAL DE NAIROBI)

2019

DEUXIÈME CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU DES NATIONS UNIES SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD (BAPA +40)

« La Conférence Asie-Afrique de Bandung en 1955 a été la première conférence Sud-Sud à souligner la nécessité de concevoir et de construire des mécanismes de coopération axés sur l'autonomie et la solidarité entre les pays du Sud. »

¹⁰ N'Dri Therese Assie-Lumumba, "Behind and Beyond Bandung: Historical and Forward-looking Reflections on South-South Cooperation," *Bandung: Journal of the Global South* (2015), p. 1.

¹¹ South Commission, *The Challenge to the South* (Oxford University Press, 1990), p. 157.

¹² "G77 Ministerial Declaration," 2009, paras. 70–71. Disponible sur <http://www.g77.org/doc/Declaration2009.htm>.

¹³ "Final Communiqué of the Asian-African Conference of Bandung (1955)," in *Asia-Africa Speak from Bandung* (Ministry of Foreign Affairs of Indonesia, 1955).

¹⁴ United Nations, "UNCTAD in Brief," UNCTAD/EDM/Misc.17/Rev.1. Disponible sur https://unctad.org/en/Docs/edmmisc17rev1_en.pdf.

« Le G77 est la plus grande organisation intergouvernementale de pays en développement au sein des Nations Unies, et un excellent exemple de la CSS au niveau multilatéral. »

Le G77 a été créé par les signataires de la « Déclaration conjointe des soixante-dix-sept pays en développement » publiée à la fin de la première session de la CNUCED à Genève, en Suisse. Dans sa première déclaration conjointe en 1964, le G77 a réaffirmé l'unité et la solidarité du Sud en tant qu'instrument « pour élargir la portée des efforts de coopération sur la scène internationale et pour assurer des relations mutuellement bénéfiques avec le reste du monde », et a souligné la nécessité de renforcer les moyens de coopération entre les pays en développement eux-mêmes. Le G77 est la plus grande organisation intergouvernementale de pays en développement au sein des Nations Unies, et un excellent exemple de la CSS au niveau multilatéral.

Le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (BAPA) de 1978 a encouragé un ensemble d'actions aux niveaux national, régional et multilatéral pour renforcer et soutenir la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Il a donné un nouvel élan à la promotion de la CTPD en tant que « stratégie commune et consolidée entre pays en développement »¹⁵ afin de garantir que ses perspectives soient entendues et prises en compte dans l'architecture politique et économique mondiale.

Le document final du BAPA consacre les principes de base des relations internationales entre les États, notamment le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'égalité des droits.¹⁶ Il a également appelé à un ensemble d'actions aux niveaux national, régional et mondial en vue de renforcer et de soutenir la coopération entre les pays en développement, y compris le besoin de formuler un plan ou un programme de développement national qui identifie le potentiel de la coopération technique entre pays en développement sur la base des expériences et des besoins d'autres pays en développement. De même, il a encouragé la mise en place de mécanismes nationaux de promotion de la coopération technique et de renforcement des systèmes nationaux d'information pour la CTPD, afin de faciliter le recensement des ressources et des possibilités entre pays en développement.

Le Consensus de Yamoussoukro confirmé par la Déclaration ministérielle du Groupe des 77¹⁷ en 2009, a défini un ensemble de principes de la CSS pour régir et orienter les échanges entre les pays du Sud, notamment en réaffirmant que celle-ci doit être considérée comme une expression de la solidarité Sud-Sud et une stratégie d'indépendance économique et d'autonomie des pays du Sud. La Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud en 2009 (dans le document final de Nairobi), a souligné que la CSS est un partenariat entre égaux fondé sur la solidarité et qu'elle vient compléter, et non remplacer, la coopération Nord-Sud. Elle a également reconnu que la CSS prend des formes diverses et évolutives, et qu'il était nécessaire d'améliorer l'efficacité de cette coopération en matière de développement, en insistant sur le besoin de « renforcer les capacités institutionnelles et techniques, d'améliorer l'échange d'expériences et de savoir-faire entre les pays en développement, de réagir aux problèmes de développement spécifiques de certains de ces pays et d'accroître les effets de la coopération internationale »¹⁸ tout en soulignant que la CSS « offre des possibilités viables aux pays en développement dans leur recherche individuelle et collective d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable » (voir encadré 1). Par l'adoption de la résolution 71/244, l'Assemblée générale des Nations Unies est venue de la nécessité de renforcer et de dynamiser davantage la CSS en organisant une conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires en 2019.

Les contributions financières d'autres pays en développement ne sont que la simple expression de solidarité et d'une coopération découlant d'expériences communes et d'une fraternité partagée. Le document final du BAPA+40 a souligné l'importante contribution de la CSST à la mise en œuvre du Programme de 2030 et a encouragé les pays en développement à, entre autres, « adopter ou renforcer les politiques nationales visant à faire progresser la coopération Sud-Sud et triangulaire et à renforcer la capacité des mécanismes de coordination nationaux et infranationaux [...] ». Il a également reconnu la nécessité de renforcer « les capacités humaines et institutionnelles nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes nationaux de développement pour la coopération Sud-Sud et triangulaire ». À cet égard, le document final de cette conférence importante donne l'impulsion nécessaire au renforcement des capacités et des mécanismes institutionnels au niveau national pour assurer une participation effective à la CSS.

¹⁵ Ibero-American General Secretariat, "Towards 40 Years of the Buenos Aires Plan of Action: Fresh Prospects for South-South Cooperation in Ibero-America."

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Déclaration ministérielle du G77 de la 33^{ème} réunion annuelle des ministres des affaires étrangères en 2009.

¹⁸ Paragraphe 20 du document final de Nairobi.



ENCADRÉ 1 ÉLÉMENTS ESSENTIELS DU CADRE CONCEPTUEL DE LA CSS (CONSENSUS DE YAMOOUSSOUKRO SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD)

- La coopération Sud-Sud et son programme doivent être décidés par les pays du Sud ;
- La coopération Sud-Sud ne doit pas être perçue comme un substitut à la coopération Nord-Sud. L'intensification de la coopération Sud-Sud ne doit pas être une mesure visant à surmonter les difficultés dues au fait que les pays développés se soucient moins d'aider les pays en développement ;
- La coopération entre les pays du Sud ne doit pas être analysée ni évaluée selon les mêmes normes utilisées pour les relations Nord-Sud ;
- Les contributions financières d'autres pays en développement ne sont que la simple expression de solidarité et d'une coopération découlant d'expériences communes et d'une fraternité partagée.

ENCADRÉ 2 THÈMES ET SOUS-THÈMES DU BAPA+40

- a) Le thème principal de la conférence est « Rôle de la coopération Sud-Sud et mise en œuvre du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 : Défis et opportunités » ;
- b) Les thèmes subsidiaires de la Conférence sont
 - i) Avantages comparatifs et possibilités de la coopération Sud-Sud ;
 - ii) Défis et renforcement du cadre institutionnel de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ;
 - iii) Échange d'expériences, de meilleures pratiques et d'exemples de réussites ;
 - iv) Augmentation des moyens de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

2.2. ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE ET SA JUSTIFICATION ÉCONOMIQUE ET EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT

Bien qu'il n'existe pas de définition de la CSS universellement acceptée, celle-ci désigne généralement un large cadre de collaboration entre pays en développement dans divers domaines, notamment les domaines politique, économique, financier, social, culturel, environnemental et technique. La CSS se caractérise par une relation horizontale, au lieu de verticale, car les pays du Sud se considèrent comme des partenaires égaux plutôt que des donateurs et des bénéficiaires. La CSS est gérée par les pays en développement eux-mêmes, avec la participation active des gouvernements, des acteurs des secteurs public et privé, des universités et des organisations non gouvernementales, entre autres.¹⁹ Elle peut être menée à différents niveaux ; par exemple, à l'échelle bilatérale, plurilatérale, régionale, intrarégionale ou interrégionale. En résumé, la CSS englobe le partage de connaissances, de technologies et de ressources entre les pays en développement afin de s'aider mutuellement à résoudre les problèmes de développement.

Avec l'expansion rapide de la CSS, les bailleurs de fonds traditionnels, principalement ceux du Nord, sont également devenus plus enthousiastes à l'idée de participer à des projets de coopération triangulaire, qui étaient auparavant dispersés et de petite envergure avant le nouveau millénaire.²⁰ De nombreuses organisations internationales ont été mandatées pour soutenir la CSS, dont les États membres des Nations Unies ont demandé l'intégration accrue au cours des dernières années. Les Nations Unies ont une définition opérationnelle de la CSS, à savoir « une collaboration dans laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations, des systèmes de gestion et de technologie, ainsi que d'autres formes de soutien ».²¹

« Les Nations Unies ont une définition opérationnelle de la CSS, à savoir « une collaboration dans laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations, des systèmes de gestion et de technologie, ainsi que d'autres formes de soutien. »

¹⁹ « Role of South-South Cooperation and the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development »: Challenges and Opportunities, UN Doc A/73/383.

²⁰ OECD, "Dispelling the Myths of Triangular Co-operation – Evidence from the 2015 OECD Survey on Triangular Co-operation," (2016).

²¹ Disponible sur <https://www.unsouthsouth.org/about/about-sstc/>.

« La CSS est partie d'une faible base dans les années 1960 et 1970, lorsque le Sud souffrait d'une pauvreté collective et que la majorité de la population des pays en développement vivait sous le seuil de pauvreté. »

La CSS est partie d'une faible base dans les années 1960 et 1970, lorsque le Sud souffrait d'une pauvreté collective et que la majorité de la population des pays en développement vivait sous le seuil de pauvreté. En raison de la pauvreté et du sous-développement économique généralisés, la CSS était essentiellement cantonnée au développement des capacités, aux différentes formes d'échanges entre les peuples et à la coopération politique. La CSS était appelée « coopération technique entre pays en développement » (CTPD) et « coopération économique entre pays en développement » (CEPD). Elle était généralement traitée comme un « sujet non matérielle » ou un « élément supplémentaire » de l'économie du développement. Elle était mue par des perspectives et des approches politiques et historiques communes ainsi que par des besoins de développement économique de même nature. La CSS se distinguait nettement de la coopération Nord-Sud, qui était marquée par une relation verticale entre les donateurs et les bénéficiaires et sous-tendue par certaines conditions. En revanche, la CSS était caractérisée par une relation horizontale de fraternité et d'égalité fondée sur l'intérêt mutuel, des valeurs partagées et une entente. Cela explique également l'avantage comparatif de la CSS largement reconnu, à savoir son rapport coût efficacité et son plus grand impact. Pourtant, ce n'est que depuis le milieu des années 1980 que la CSS a pris les formes d'un volume de commerce Sud-Sud en forte croissance, de flux d'investissements étrangers directs (IED) et de

LA PART DU SUD DANS LE COMMERCE ET LA PRODUCTION MONDIAUX A RAPIDEMENT AUGMENTÉ À PARTIR DE 1990, JUSQU'À LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE DE 2007-2008, AU COURS DE LAQUELLE LA CROISSANCE DU COMMERCE MONDIAL EN TERMES RÉELS EST PASSÉE À PLUS DE

6 %,

LA CONTRIBUTION DU SUD ATTEIGNANT ENVIRON

50 %

DANS LES ANNÉES 2000.

mouvements vers l'intégration régionale, de transferts de technologie, de coopération financière et d'autres formes d'échanges. La part du Sud dans le commerce et la production mondiaux a rapidement augmenté à partir de 1990, jusqu'à la crise financière mondiale de 2007-2008, au cours de laquelle la croissance du commerce mondial en termes réels est passée à plus de 6 %, la contribution du Sud atteignant environ 50 % dans les années 2000.²² La décennie qui a précédé la crise financière mondiale a été marquée par une expansion économique quasi synchronisée dans le monde, en particulier dans les pays en développement qui ont navigué sur les eaux agitées du super cycle des produits de base, par la participation de certains de ces pays aux chaînes de valeur mondiales (en particulier un certain nombre de pays asiatiques) et la mondialisation en général. Il en a résulté une augmentation de la taille de la classe moyenne et de l'industrialisation dans certaines économies émergentes et un développement économique à divers rythmes pour de nombreux autres pays en développement. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les pays en développement représentent aujourd'hui 59,18 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, en termes de parité de pouvoir d'achat²³ ; cependant, lorsque ce pourcentage est mesuré par habitant, ils sont loin derrière les économies avancées. Il est certain que l'augmentation des capacités de production des pays en développement, par rapport à leur faible niveau il y a une vingtaine d'années, a conféré aux pays en développement une importance croissante dans le commerce international, les investissements et le progrès technologique.

Le développement économique du Sud a donné lieu à de nouvelles complémentarités entre les pays en développement, tant au sein des régions qu'entre elles. Certains pays du Sud sont devenus des marchés importants pour les produits de base et les produits manufacturés, ce qui s'est traduit par un accroissement des échanges dans le Sud ainsi que par une augmentation des flux d'investissement. La crise financière mondiale et le ralentissement économique qui en a découlé sur les marchés du Nord ont stimulé la tendance au renforcement des liens économiques et financiers entre les pays en développement. La dépendance économique vis-à-vis des pays industrialisés du Nord s'en est trouvée encore plus réduite.²⁴ La CSS s'est donc développée dans de nombreux domaines tels que le commerce, les investissements, les marchés financiers, l'infrastructure, la paix et la sécurité, les échanges entre les peuples, le partage d'expériences, l'élaboration de politiques publiques, le soutien aux politiques de gouvernance mondiale et la coordination.

²² UNCTAD, "Trade and Development Report 2018."

²³ Disponible sur https://www.imf.org/external/datamapper/PPPSH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEO_WORLD.

²⁴ Shikha Jha and Peter McCawley, "South-South Economic Linkages: An Overview," ADB Economics Working Paper Series No. 270 (August 2011).



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

L'alignement plus marqué de la CSS sur le développement durable a également conduit à une augmentation de la coopération transfrontalière. À mesure que le besoin de diversifier les mécanismes de soutien financier et technique aux pays en développement s'est accentué, les donateurs traditionnels du Nord et les organisations internationales de développement ont à leur tour intensifié leur soutien à la CSS. La coopération triangulaire est devenue plus importante après le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui s'est tenu à Busan, en République de Corée, en 2011. Même si le Forum de Busan était une tentative importante des donateurs traditionnels de faire converger les différents modèles et normes de la CSS émergente avec les normes et critères du modèle du Comité d'aide au développement de l'OCDE,²⁵ il s'est traduit par un accroissement de la coopération triangulaire.²⁶ Étant donné que l'ODD 17 cherche à renforcer les partenariats mondiaux pour soutenir et atteindre les objectifs ambitieux du Programme de 2030, la communauté internationale a reconnu que la CSS jouait un rôle déterminant dans la mise en œuvre des ODD.

Parallèlement à la croissance du PIB dans les pays en développement, le commerce Sud-Sud a connu une croissance exponentielle, son montant total passant de 600 milliards de dollars des États-Unis en 1995 à 4 000 milliards de dollars en 2016, soit près de 29 % du commerce mondial.²⁷ Par rapport aux échanges avec les pays du Nord, l'expansion du commerce Sud-Sud a été fulgurante. Entre 1990 et 2008, le commerce mondial a quadruplé, tandis que les échanges Sud-Sud ont été multipliés par plus de 20.²⁸ La force motrice de cette expansion rapide du commerce dans et entre les pays du Sud découlait principalement de leur propre développement économique (en particulier dans les régions d'Asie et d'Amérique latine), de la participation de certains pays à la chaîne de valeur mondiale et de la réduction des barrières commerciales. Cette tendance montre également que les marchés du Nord sont plus saturés, tandis que ceux du Sud connaissent un développement rapide. (Voir graphique 1).

Les flux d'investissements étrangers directs entre les pays en développement du Sud global ont également augmenté parallèlement à l'accroissement des liens économiques entre eux. Entre 2007 et 2017, 80 % de la valeur des projets entièrement nouveaux annoncés par les pays en développement ont été réalisés avec des pays du Sud.²⁹ Les flux des investissements étrangers directs entre les économies en développement représentaient environ la moitié du volume total mondial.³⁰ Les autres flux financiers, notamment les investissements de portefeuille, les prêts bancaires, les obligations, les crédits à l'exportation, les prêts officiels et les subventions, ont tous augmenté.

PARALLÈLEMENT À LA CROISSANCE DU PIB DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LE COMMERCE SUD-SUD A CONNU UNE CROISSANCE EXPONENTIELLE, SON MONTANT TOTAL PASSANT DE

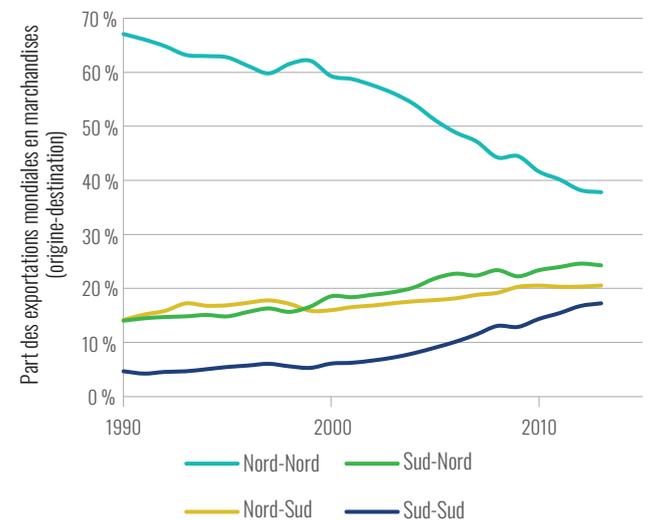
600 MILLIARDS USD

DES ÉTATS-UNIS EN 1995

4 000 MILLIARDS USD

EN 2016, SOIT PRÈS DE 29 % DU COMMERCE MONDIAL.

FIGURE 1 EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS



Source : Rapport du FMI, Examen du rôle du commerce dans les travaux du Fonds, février 2015.

ENTRE 1990 ET 2008, LE COMMERCE MONDIAL A QUADRUPLÉ, TANDIS QUE LES ÉCHANGES SUD-SUD ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR

PLUS DE 20

²⁵ Catherine Blampied, "Where Next for Development Effectiveness? Building a Renewed Consensus," Overseas Development Institute, (October 2016). Disponible sur <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/events-documents/10936.pdf>.

²⁶ Ibid.

²⁷ UNCTAD, "Forging a Path Beyond Borders: The Global South," (2018). Disponible sur https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/osg2018d1_en.pdf.

²⁸ Angel Gurría, "Economy: Does the Developing World Hold the Key to Building a Stronger Global Economy?," OECD, (June 25, 2010). Disponible sur <http://www.oecd.org/about/secretary-general/economydoesthedevelopingworldholdthekeytobuildingastronger globaleconomy.htm>.

²⁹ UNCTAD, "Forging a Path Beyond Borders: The Global South."

³⁰ Ibid.

Les modalités et l'ampleur de la coopération financière Sud-Sud se sont aussi renforcées. Dans le but de s'entraider en cas de problèmes de balance des paiements et de pénurie de liquidités provoqués par des chocs externes ou d'autres raisons, un certain nombre d'accords de swap Sud-Sud plurilatéraux et bilatéraux, tels que l'initiative de Chiang Mai et le Dispositif de réserves pour imprévus des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ont été mis en place et leur taille a également augmenté. De même, les banques nationales de développement, telles que la Banque nationale de développement du Brésil, la Banque chinoise de développement et l'Export and Import Bank of China, ont fait de la CSS un domaine majeur de leur mandat.

Le phénomène le plus remarquable de la CSS au cours des dernières années a été l'émergence d'une vague de nouveaux fonds, de nouvelles banques et d'autres dispositifs financiers dirigés par le Sud afin de répondre à des initiatives internationales telles que le Programme 2030 et l'Accord de Paris. En outre, les banques s'évertuent à relever les défis urgents et considérables qui se posent dans les pays en développement en matière de financement des infrastructures, de renforcement des capacités et de développement économique en général. Par exemple, la Chine a lancé un fonds de CSS de 2 milliards de dollars pour aider les pays en développement à mettre en œuvre le Programme 2030. Le nouveau Fonds de partenariat pour le développement Inde-ONU soutient les projets de développement durable pilotés par le Sud dans l'ensemble du monde en développement. Le soutien financier du Sud aux activités opérationnelles du système de développement des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales est en augmentation, atteignant 3,06 milliards de dollars en 2016, soit une hausse de 10 % par rapport à 2015. La priorité est également accordée à l'aide aux pays les moins avancés et aux pays les plus pauvres. Par exemple, la Chine et l'Inde ont renforcé leur soutien économique et financier au continent africain.³¹

LE SOUTIEN FINANCIER DU SUD AUX ACTIVITÉS
OPÉRATIONNELLES DU SYSTÈME DE
DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES ET D'AUTRES
INSTITUTIONS MULTILATÉRALES EST
EN AUGMENTATION, ATTEIGNANT

3,06 MILLIARDS USD

EN 2016, SOIT UNE HAUSSE DE 10 % PAR
RAPPORT À 2015.

« Il importe de rappeler que de nombreux pays en développement ne sont pas encore pleinement industrialisés et n'ont pas diversifié leur économie. »

En outre, de nombreux pays en développement en situation de crise ont reçu une aide humanitaire Sud-Sud de la part de pays partenaires du monde en développement.

Certains pays en développement se sont engagés dans un important processus de rattrapage économique et sont devenus des pays à revenu intermédiaire, tandis que d'autres se sont développés à un rythme plus lent. Le partage des expériences et des enseignements tirés de leurs propres processus de développement, sous forme d'assistance technique, est devenu d'autant plus précieux que l'échange de vues et d'expertise constitue un canal important de collaboration entre les pays du Sud pour trouver des solutions de développement efficaces. En effet, la méthode adoptée par des pays du Sud pour relever les défis au développement peut être facilement adaptée aux conditions économiques et sociales d'autres pays en développement, en raison de la similitude de leurs contextes économiques et sociaux. De plus, la confiance mutuelle règne entre pays en développement, rendant la CSS attrayante en général. Par exemple, l'échange de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique s'est renforcé avec la signature de l'Accord de Paris de 2015. Les activités non financières comme les échanges culturels, qui constituent un élément important de la CSS, se sont également rapidement multipliés. Par conséquent, le partage des expériences et des bonnes pratiques dans le domaine du développement et d'autres types d'échanges entre les peuples ont toujours été perçus comme des facteurs importants de la CSS.

Cependant, il importe de rappeler que de nombreux pays en développement ne sont pas encore pleinement industrialisés et n'ont pas diversifié leur économie. De plus, leurs systèmes financiers ne sont pas suffisamment perfectionnés. Dans, ces pays se trouvent encore à la périphérie du système économique mondial. En outre, la CSS est très déséquilibrée et inégale sur le plan géographique, car une grande partie de cette coopération provient du continent asiatique. Néanmoins, la CSS est largement reconnue comme un moyen de promouvoir le progrès économique et de faire davantage entendre la voix du Sud dans la gouvernance mondiale.

³¹ Yuefen Li, "Assessment of South-South Cooperation and the Global Narrative on the Eve of BAPA+40," South Centre Research Paper No. 88, (November 2018).

MÉCANISMES INSTITUTIONNELS NATIONAUX ACTUELS POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

L'évolution de la portée de la CSST, passant d'activités d'assistance technique à court terme uniquement à d'autres domaines, tels que le commerce, l'investissement, l'infrastructure et la connectivité,³² est un facteur important à prendre en compte lors de l'analyse des besoins en matière de conception et de mise en œuvre de politiques et de stratégies de développement dans les pays en développement. Par ailleurs, cela met en évidence la nécessité d'examiner les mécanismes institutionnels, d'élaborer des politiques et de renforcer les capacités aux fins de la CSST. Ces mécanismes nationaux ne sont pas élaborés dans le vide; ils sont plutôt fondés sur des expériences et des priorités communes aux pays en développement et constituent un élément clé pour la promotion de la CSST dans des conditions d'égalité, de progrès social, d'avantages mutuels et de respect de la souveraineté.

La scène multilatérale actuelle a vu se multiplier un certain nombre d'instruments politiques offrant un cadre pour le développement économique durable futur. Ces instruments comprennent l'Accord de Paris de 2015 dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015, le Cadre de Sendai 2015 pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces accords internationaux ont permis d'établir un pacte de développement complet et ambitieux qui exige un degré significatif de coopération internationale renforcée, tant au niveau Nord-Sud que Sud-Sud. En particulier, la CSS a été intégré à l'objectif 17 des ODD en tant que moyen d'améliorer la coopération en matière d'accès à la science, à la technologie et à l'innovation aux fins du partage de connaissances et pour promouvoir le renforcement des capacités de mise en œuvre des ODD (voir encadré 3).

Les différentes situations nationales ainsi que la diversité et la multiplicité des activités, des acteurs, des modalités et des approches de la CSST sont des facteurs importants qui expliquent les différences entre les mécanismes institutionnels nationaux des pays en développement. Avec l'augmentation rapide du nombre d'acteurs, les initiatives liées à la CSST sont parallèlement en croissance. Des possibilités de renforcer la coopération internationale sont offertes dans différents domaines et par un nombre croissant de partenaires. La section suivante donne des exemples de mécanismes institutionnels spécifiques qui existent actuellement dans les pays en développement choisis (voir l'annexe 1 pour des exemples précis).

ENCADRÉ 3 LA COOPÉRATION SUD-SUD DANS LE PROGRAMME 2030

TECHNOLOGIE

17.6 Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités convenues d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau de l'Organisation des Nations Unies et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies.

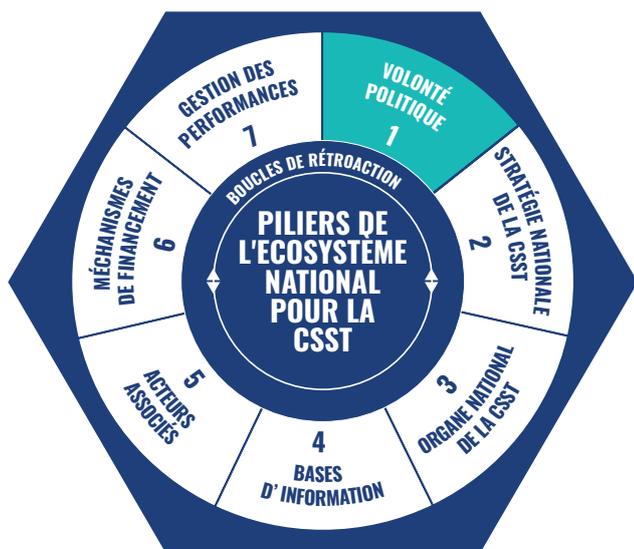
17.7 Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire.

« Des possibilités de renforcer la coopération internationale sont offertes dans différents domaines et par un nombre croissant de partenaires. »

³² Nations Unies, "Situation de la coopération Sud-Sud", Rapport du Secrétaire général, A/72/297, (7 août 2017).



3.1. VOLONTÉ POLITIQUE

Les pays en développement ont reconnu que la CSST a contribué à la réalisation du développement économique et social, tant pour leurs propres populations que pour les populations du Sud dans leur ensemble, et à la réalisation des ODD. Toutefois, l'engagement et la volonté politiques des plus hautes autorités nationales sont indispensables pour qu'un pays s'investisse pleinement dans cette coopération et constituent en outre la base de toutes les activités entreprises par le gouvernement pour concrétiser ces engagements.

Au niveau national, les pays en développement se sont évertués à promouvoir la volonté politique en matière de CSST par des déclarations politiques, qui ont ensuite été traduites en actions, politiques et cadres juridiques gouvernementaux, ainsi qu'en initiatives de CSST spécifiques. Néanmoins, la coordination et la communication de ces politiques ont été confrontées à un certain nombre de problèmes lors de la phase de mise en œuvre. En particulier, les pays en développement font face à des obstacles en raison du faible niveau de connaissance et de sensibilisation à la manière dont les initiatives de CSST peuvent promouvoir et contribuer à la réalisation des objectifs et des intérêts nationaux de développement.

« Les pays en développement font face à des obstacles en raison du faible niveau de connaissance et de sensibilisation à la manière dont les initiatives de CSST peuvent promouvoir et contribuer à la réalisation des objectifs et des intérêts nationaux de développement. »

Par conséquent, des discussions élargies visant à intégrer les priorités de la CSST dans les programmes de développement et les objectifs stratégiques nationaux pourraient guider le travail des institutions publiques et des agences privées, tout en servant de catalyseur pour l'engagement programmatique et politique de tous les acteurs dans les initiatives de CSST.

L'expérience et les efforts déployés par le **Maroc** dans la création d'un environnement favorable à la CSST sont une bonne illustration du rôle clé de la volonté politique dans l'engagement d'un pays envers cette coopération. Pour le Maroc, la CSST est un « vecteur de l'émergence durable de l'Afrique »³³ et même la Constitution marocaine reconnaît dans son préambule le renforcement de cette coopération comme un objectif prioritaire. L'engagement du Maroc dans la CSST a été renforcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui a clairement fait de cette coopération le principal pilier de la politique étrangère marocaine.

Un autre exemple de volonté politique est celui de l'**Indonésie** qui dispose d'un cadre juridique et politique pour la CSST bien établi, consacré par de nombreux décrets, règlements et lois adoptés par le Gouvernement indonésien au fil des ans. La CSS est également énoncée dans le programme des 9 priorités du président, connu aussi sous le nom de « Nawa Cita », comme l'une des priorités de l'orientation stratégique du gouvernement.³⁴ En outre, l'Indonésie intègre la CSS dans son Plan national de développement à moyen terme 2015-2019, qui prévoit que l'Indonésie doit utiliser cette coopération comme moyen de renforcer la coopération au développement.³⁵

De même, l'**Azerbaïdjan** est un exemple intéressant de la contribution de la volonté politique au renforcement des plans nationaux de développement en vue d'intégrer les principes de la CSST en tant qu'aspect essentiel de la politique étrangère d'un État. Le document « *Azerbaijan 2020: A Look into the Future* », adopté en 2012, représente le principal concept de développement de l'Azerbaïdjan axé sur la diversification économique et le développement fondés sur une intégration plus poussée et une coopération plus étroite au niveau régional et international.³⁶ L'Azerbaïdjan considère la réalisation d'une coopération politique et économique plus étroite avec « les pays d'Asie du Sud, d'Amérique latine et d'Afrique, où l'Agence azerbaïdjanaise de développement international

³³ Hamza Guessous, "AMCI: Morocco Makes South-South Cooperation a Vehicle for Sustainable Emergence of Africa," Morocco World News, December 5, 2018. Available from <https://www.morocccoworldnews.com/2018/12/259558/amci-morocco-south-south-africa/>.

³⁴ Vision du président actuel dans la Nawa Cita, Neuf programmes de changement pour l'Indonésie. Disponible sur <https://kominfo.go.id/content/detail/5484/nawacita-9-program-perubahan-untuk-indonesia/0/infografis>.

³⁵ Document du Plan de développement à moyen terme de l'Indonésie. Disponibles sur <https://www.bappenas.go.id/id/data-dan-informasi-utama/dokumen-perencanaan-dan-pelaksanaan/dokumen-rencana-pembangunan-nasional/rpjp-2005-2025/rpjm-2015-2019/>.

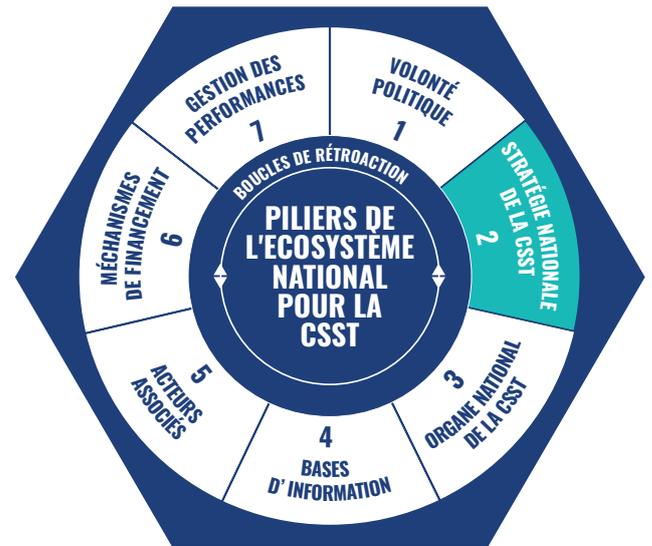
³⁶ Government of Azerbaijan, "Azerbaijan 2020: A Look into the Future," p. 7. Disponible sur https://president.az/files/future_en.pdf.



« Le développement d'écosystèmes nationaux pour la CSST exige une volonté politique et un soutien national pour entreprendre et mettre en œuvre des partenariats de développement solides et durables. »

du ministère des Affaires étrangères met également en œuvre des projets humanitaires »³⁷ comme l'un des fondements de ce concept de développement, qui permet de renforcer l'influence de ces pays au niveau mondial pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux.³⁸

Le développement d'écosystèmes nationaux pour la CSST exige une volonté politique et un soutien national pour entreprendre et mettre en œuvre des partenariats de développement solides et durables.³⁹ Le soutien politique au niveau national encadre les actions en matière de développement de chaque acteur et peut orienter le cadre institutionnel et juridique nécessaire à la réalisation des programmes de coopération et contribuer à créer un sentiment d'appropriation de ces partenariats. Comme le montrent les exemples ci-dessus, le leadership politique joue un rôle essentiel pour la dissémination des valeurs et des principes de la CSST dans les plans de développement nationaux, puisque les chefs d'État ou de gouvernement ont souvent la charge de semer les graines des initiatives de ce type de coopération et de maintenir leur élan. Étant donné les différentes modalités et les divers mécanismes des initiatives de CSST existant aux niveaux national, régional et multilatéral, l'engagement politique et l'implication des dirigeants des pays en développement sont nécessaires pour garantir que les dispositions juridiques, institutionnelles et politiques favorisent et orientent pleinement la bonne mise en œuvre des activités de CSST au niveau national.



3.2. STRATÉGIES NATIONALES POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

Depuis l'adoption du BAPA en 1978, la CSS a progressivement évolué vers un processus multidimensionnel visant à intégrer ses priorités au cadre des stratégies nationales de développement dans un nombre croissant de pays en développement. Dans son rapport⁴⁰ sur la CSST dans la région Asie-Pacifique, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP-ONU) a indiqué que seul un certain nombre de pays ont élaboré des stratégies de coopération internationale couvrant la CSST et que peu d'entre eux ont intégré des politiques ou des réglementations autonomes exclusivement consacrées à celle-ci. Alors que plusieurs pays en développement disposent d'organes spécialisés dans la coopération internationale, y compris la CSST, peu d'entre eux ont introduit des politiques ou des mesures réglementaires explicitement guidées par les priorités de cette coopération. Toutefois, dans de nombreux cas, il est possible de déceler l'inclusion des priorités de la CSST dans les stratégies nationales en examinant la politique intérieure et les cadres législatifs des pays en développement.

L'Argentine, par exemple, a élaboré des stratégies pour la CSST dans le cadre de sa politique étrangère d'intégration et de développement régionaux, qui reconnaît le principe d'horizontalité et de non-ingérence. L'Argentine a également

³⁷ Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan, "Azerbaijan 2020: Turning Strength into Sustainability," Foreign Affairs (January–February 2015). Disponible sur <http://www.mfa.gov.az/files/file/foreignaffairs.pdf>.

³⁸ Ibid.

³⁹ Mariella Di Ciommo, "Approaches to Measuring and Monitoring South-South Cooperation," Discussion Paper (Development Initiatives, 2017). Disponible sur <http://devinit.org/wp-content/uploads/2017/02/Approaches-to-measuring-and-monitoring-South%E2%80%93South-cooperation.pdf>.

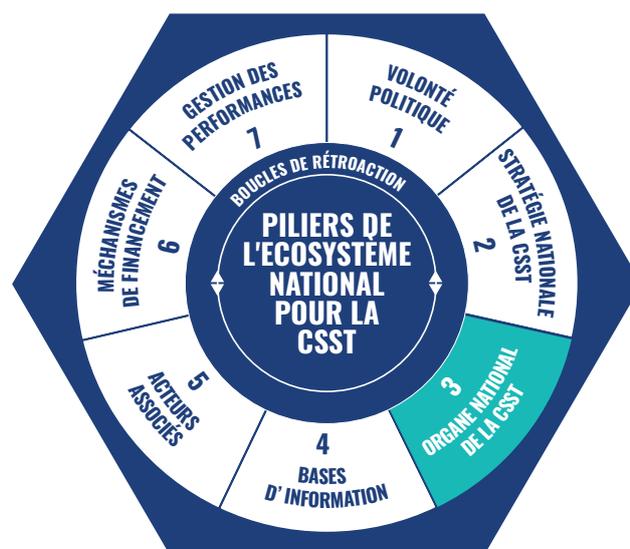
⁴⁰ United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, "South-South Cooperation in Asia and the Pacific: A Brief Overview," (2018). Disponible sur https://www.unescap.org/sites/default/files/SSC_Paper_v04_20180621_FINAL_formatted.pdf.

adopté les lignes directrices relatives à la CSST pour 2013-2015, lesquelles prévoient de multiplier les contacts en Afrique, en Asie et dans la région des Caraïbes dans le but de promouvoir des programmes de coopération bilatérale et d'augmenter le nombre de missions et d'équipes interdisciplinaires d'experts pour créer des partenariats et des projets de développement spécifiques.⁴¹

La **Palestine** a mis en place un cadre de coopération internationale pour le développement. L'Agence palestinienne de coopération internationale (PICA) coordonne et organise le processus de développement palestinien qui comprend la mise en œuvre de programmes de coopération conformément aux principes de la CSS et au Programme 2030.⁴² Selon le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), « tous les domaines d'activité de la PICA visent à contribuer au Programme de développement mondial ; chaque domaine s'engageant à réaliser un ou plusieurs ODD ».⁴³

En ce qui concerne la **Turquie**, l'Agence turque pour la coopération internationale et le développement (TİKA) a été créée en 1992 en tant qu'organisation d'aide technique relevant du ministère des Affaires étrangères pour répondre aux besoins d'aide immédiats des pays eurasiens. La TİKA s'est vu confier la responsabilité de coordonner et de mettre en œuvre la politique de coopération au développement de la Turquie en accord avec les acteurs nationaux et internationaux et de produire les statistiques connexes.⁴⁴ Ainsi, la Turquie a mis l'accent sur les besoins et les priorités de ses pays partenaires et a intégré un modèle de communication basé sur l'interaction et l'apprentissage. Elle dispose également de documents stratégiques complets pour améliorer son efficacité et son efficacité dans le domaine du développement international. Par exemple, la section 1.25 du Plan de développement quinquennal 2014-2018 de la République de Turquie, le Programme d'infrastructure de coopération internationale pour le développement, le Plan présidentiel quadriennal (en instance) et le Plan stratégique TİKA 2019-2023 (en instance) sont les documents stratégiques que la Turquie utilise pour développer les activités de CSST.⁴⁵

La stratégie nationale de CSST doit être fondée sur les principes de la CSS, en particulier le respect de la souveraineté nationale, l'appropriation et l'indépendance nationales, l'égalité, la non-conditionnalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'intérêt mutuel. Le respect de ces principes lors de l'élaboration des stratégies nationales de CSST garantirait que les efforts nationaux à ce titre soient formulés comme étant l'expression d'une solidarité Sud-Sud fondée sur l'égalité et la coopération entre tous les pays. En outre, cette stratégie doit être alignée sur les priorités nationales de développement.



3.3. ORGANE NATIONAL POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

La mise en place d'une structure institutionnelle est essentielle au bon fonctionnement des écosystèmes nationaux pour la CSST. En témoigne le rapport 2017 du Secrétaire général des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui indique que « l'élan grandissant en faveur de la coopération Sud-Sud doit être soutenu par l'institutionnalisation renforcée des efforts de collaboration ».⁴⁶

La création d'un organe national chargé de la CSST peut contribuer à faciliter la coopération et la collaboration entre les pays en développement, car pouvant simplifier les contacts administratifs, éducatifs et autres avec les partenaires de la CSST en particulier et contribuer à la création d'un environnement propice à la collaboration entre eux de manière plus générale. Un tel organe spécialisé serait idéal pour apporter une orientation et une coordination politiques aux acteurs nationaux et aux parties prenantes de la CSST. En outre, l'identification des tendances et des modèles, ainsi que la collecte et la diffusion des données afférentes, relèvent souvent de la compétence d'un tel organe national.

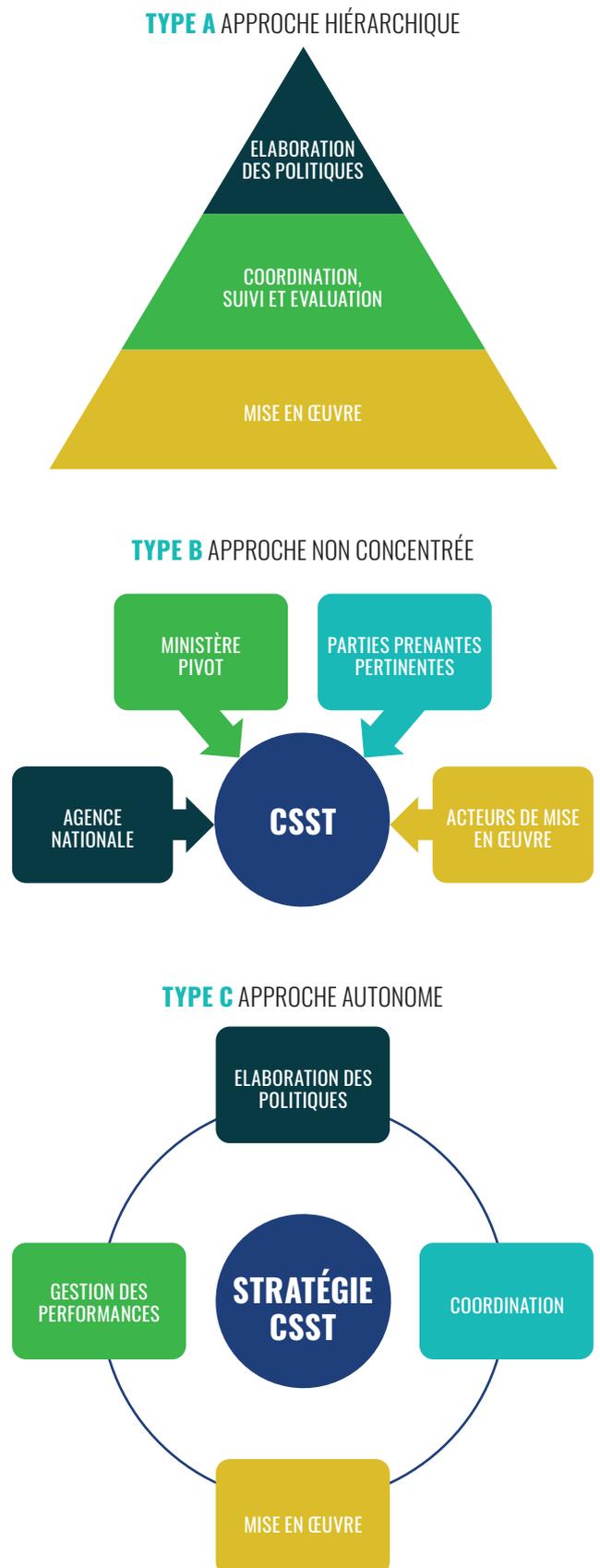
Le rôle confié à l'organe national pourrait également inclure la promotion des initiatives. En effet, tous les pays en développement ont des expériences uniques dans leur parcours de développement, qui peuvent être partagées sur la base de leur histoire commune avec d'autres pays en développement et contribuer positivement aux efforts de développement global. L'organe national peut être le vecteur d'intégration de ces échanges, permettant à tous les pays en développement (en particulier les pays les moins avancés) de maximiser les avantages de la CSST.



« Indépendamment de la manière dont les cadres institutionnels sont conçus, les pays en développement auraient avantage à disposer d'un cadre institutionnel complet pour les initiatives de CSST en rapport avec leurs stratégies nationales, notamment pour la coopération régionale et sous-régionale. »

Actuellement, les pays en développement ont des approches divergentes quant à la création d'un organe national pour la CSST (Voir graphique 2). Certains États ont opté pour une approche hiérarchique du renforcement des institutions en désignant un ministère spécifique comme direction de la CSST, tandis que d'autres États ont élaboré une approche moins centralisée qui intègre tous les acteurs associés aux processus décisionnels sous la direction d'un département ou d'une agence qui peut ou non dépendre d'un ministère nodal. D'autres encore ont choisi de créer des agences autonomes pour le développement des activités de CSST. Ces diverses expériences montrent comment les institutions, organes ou agences spécialisés en CSST peuvent soutenir les efforts des pays en développement en intégrant leurs activités de coopération et en les alignant sur leurs priorités nationales de développement et les besoins de développement des pays partenaires. Indépendamment de la manière dont les cadres institutionnels sont conçus, les pays en développement auraient avantage à disposer d'un cadre institutionnel complet pour les initiatives de CSST en rapport avec leurs stratégies nationales, notamment pour la coopération régionale et sous-régionale.

FIGURE 2 DIFFÉRENTS TYPES DE CADRES INSTITUTIONNELS NATIONAUX



⁴¹ Santiago Dematine and Julieta Rodríguez, "Argentina Cooperates: National Public Administration Capacities to Know and Share." Disponible sur <http://cooperacionarg.gob.ar/userfiles/catalogo-eng.pdf>.
⁴² Cristina Giner, "South-South in Action: Solidarity through Cooperation and Development." South-South and Triangular Cooperation in Action Series (United Nations Office for South-South Cooperation and Palestinian International Cooperation Agency, 2018). Available from <https://drive.google.com/file/d/1D3qYBP3n7RbQFyig58UD6APXrD8fYgW/view>.
⁴³ Ibid.
⁴⁴ Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries, IsDB, TIKA, and UNOSSC, Mapping Turkey's Resource Centers (2016).
⁴⁵ Based on feedback received from the Turkish International Cooperation and Development Agency on an earlier draft of this paper.
⁴⁶ United Nations, "State of South-South Cooperation," Report of the Secretary-General, A/72/297, (August 7, 2017).

En **Égypte**, l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement (EAPD) est un exemple concret d'organe national. Créée en 2014, elle est affiliée au ministère des Affaires étrangères. Elle est régie par un Conseil d'administration présidé par le ministre des Affaires étrangères et qui comprend le vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires africaines, ainsi qu'un certain nombre de ministres délégués. L'EAPD est dirigée par un secrétaire général, nommé par le ministre des Affaires étrangères. Ses principales activités sont l'organisation de programmes de renforcement des capacités, la fourniture d'aide humanitaire, l'envoi d'experts et le soutien à l'intégration économique entre l'Égypte et les pays africains. Les activités de l'EAPD sont axées sur l'établissement de partenariats aux niveaux national, régional et international afin de soutenir rapidement et efficacement les efforts des pays en développement pour la réalisation des ODD et exploiter l'immense potentiel de coopération entre eux.

L'**Inde** est un exemple probant, puisque son Administration des partenariats de développement (DPA) a été créée en janvier 2012 au sein du ministère des Affaires étrangères. L'objectif de la DPA est d'assurer une mise en œuvre rapide et efficace des initiatives de l'Inde en matière de CSS, en étroite coordination avec d'autres ministères et départements. Composée de trois sections dotées de domaines d'intervention spécifiques, la DPA est chargée d'intégrer l'exécution des projets de CSS aux étapes de conception, de lancement, d'exécution et d'achèvement, ce qui permet une mise en œuvre efficace des projets en étroite coopération avec les pays partenaires et avec leur appui.

L'**Indonésie** a mis en place une institution unique en son genre, à savoir l'Équipe nationale de coordination (NCT) de la coopération Sud-Sud et triangulaire, qui est l'organe clé chargé de coordonner les activités de CSST. De 2010 à 2016, la NCT était dirigée par le ministère de la Planification du développement national (Bappenas). À partir de 2017, la direction est passée au ministère des Affaires étrangères. La NCT est une équipe/agence multi-ministérielle composée de quatre ministères : le ministère de la Planification du développement national/Bappenas, le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Finances et le secrétariat d'État. Le cadre institutionnel de la NCT est présenté dans le règlement 2010 du ministère de la Planification du développement national/Bappenas, selon lequel la NCT a trois niveaux d'autorité consistant en une équipe de pilotage, une équipe de mise en œuvre et des groupes de travail⁴⁷ qui sont appuyés par un secrétariat. Depuis sa création, la NCT est chargée d'élaborer des systèmes et des procédures opérationnelles standard pour la formulation de programmes, le traitement des demandes des partenaires du Sud et l'identification des

pays prioritaires et des secteurs clés devant s'engager avec les partenaires du Sud.⁴⁸

En **Tunisie**, l'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT) a été créée en 1972 en tant qu'institution gouvernementale chargée de mettre en œuvre la politique nationale de coopération technique en réponse aux besoins des pays en développement dans les domaines du développement humain et économique durable. Depuis sa création, l'ATCT a toujours œuvré pour créer des partenariats gagnant-gagnant avec différents pays (en particulier les pays arabes et africains), ainsi qu'avec des organisations régionales et internationales, allant dans le sens de la CSST. Ses principales activités consistent à faciliter le transfert des solutions de développement et des meilleures pratiques tunisiennes aux pays partenaires par la mise en œuvre de projets et de programmes en coordination avec d'autres ministères, des institutions publiques et privées et des centres de ressources techniques tunisiens.

Pour la **Chine**, après des années de concertations entre les décideurs politiques et le monde universitaire, l'Agence chinoise de coopération internationale au développement (CIDCA) a été créée en 2018 pour « formuler des orientations stratégiques, des plans et des politiques pour l'aide extérieure, coordonner et offrir des conseils sur les principales questions relatives à l'aide extérieure, diligenter les réformes du pays dans les domaines impliquant l'aide extérieure, identifier les principaux programmes, superviser et évaluer leur mise en œuvre ».⁴⁹ La CIDCA relève directement du Conseil d'État. Le rôle de coordination et de planification stratégique, qui était auparavant dévolu au ministère des Affaires étrangères et au ministère du Commerce, est désormais confié à la CIDCA.

Au **Maroc**, l'Agencemarocaine de coopération internationale (AMCI) a été créée en 1986⁵⁰ pour promouvoir les activités de CSS, en particulier l'offre de cette coopération. L'AMCI est dirigée par un directeur général et travaille en étroite collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. L'AMCI fournit une assistance à diverses institutions gouvernementales, financières, éducatives et privées marocaines et entretient des partenariats étroits avec elles pour mener à bien les activités de CSST. L'AMCI dispose également d'un vaste réseau de partenaires aux niveaux international, régional et bilatéral ; d'où sa capacité accrue à promouvoir la CSST en assurant l'interface, la coordination et la facilitation avec des institutions ayant une expertise dans différents domaines pour la mise en œuvre de divers projets. Même si l'expertise et les capacités techniques spécialisées existent dans divers ministères et autres entités gouvernementales, l'AMCI reste un partenaire dans la mise en œuvre de projets d'assistance technique, surtout avec une expertise dans

⁴⁷ Basé sur les commentaires reçus de la direction de la Politique étrangère et de la Coopération au développement international de l'Indonésie sur une version antérieure de ce document.

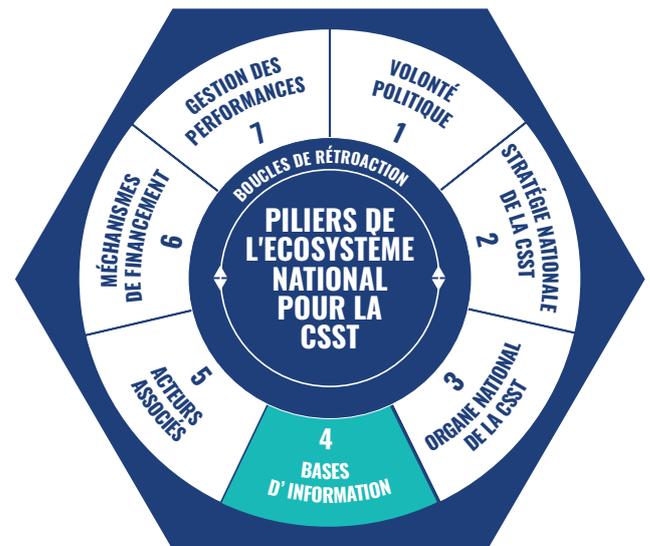
⁴⁸ United Nations Development Programme Indonesia, "Brief on South-South and Triangular Cooperation in Indonesia". Disponible sur <http://www.id.undp.org/content/dam/indonesia/2015/brief/SSC-briefUNDPformat.pdf>.

⁴⁹ China International Development Cooperation Agency, "About Us". Disponible sur http://en.cidca.gov.cn/2018-08/01/c_259525.htm.

⁵⁰ Consulter le site web de l'AMCI à l'adresse <http://www.amci.ma/>



« Les échanges et la coordination entre les acteurs associés, tels que les entités publiques nationales, les administrations locales, les universités, la société civile et le secteur privé, peuvent être renforcés lorsqu'un pays dispose d'un organe national qui sert de coordonnateur de la CSST. »



les demandes de projets, la mobilisation de ressources et la facilitation des questions de visa et autres, du ressort des affaires étrangères.

Les exemples cités ci-dessus montrent que les échanges et la coordination entre les acteurs associés, tels que les entités publiques nationales, les administrations locales, les universités, la société civile et le secteur privé, peuvent être renforcés lorsqu'un pays dispose d'un organe national qui sert de coordonnateur de la CSST. Ce qui pourrait, à son tour, promouvoir une plus large coopération entre les parties prenantes dans des domaines et secteurs correspondants dans les pays partenaires, permettant une CSST plus opportune et mieux axée sur la demande dans des domaines d'intérêt commun.

Un organe national pourrait donc être essentiel pour renforcer le cadre institutionnel de la CSST, en rapport direct avec les stratégies de renforcement des capacités, le cadre normatif, l'application et la mise en œuvre des activités. Toutefois, la mise en place de tels cadres institutionnels nationaux n'est pas simple et plusieurs grands pays fournisseurs de CSS à cet égard n'en sont qu'à leurs débuts.⁵¹

3.4. BASES D'INFORMATION SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

Les pays en développement ont reconnu la nécessité de maximiser les potentialités et les complémentarités du Sud pour faire face aux crises mondiales de manière dynamique.⁵² Un rapport⁵³ de la CESAP-ONU indique que les informations fournies par les pays en développement sont souvent limitées quant à l'existence de cadres politiques ou réglementaires pour sous-tendre les activités de CSST. L'élaboration de telles stratégies de communication et d'information pourrait permettre de renforcer l'impact bénéfique de la CSST pour la réalisation des priorités nationales de développement dans le cadre des ODD.

Le **Brésil** constitue une étude de cas probante, au regard de son expérience en matière d'élaboration du système national d'accompagnement de projets, qui permet un suivi de l'état d'avancement de chaque projet par rapport aux résultats escomptés de sa matrice logique.⁵⁴ L'expérience brésilienne, bien qu'avancée en termes comparables, se heurte encore à certains défis et obstacles dus à la fragmentation de ses opérations, en particulier au fait que les activités de CSST sont entreprises par différents acteurs, ce qui compromet la collecte de données.⁵⁵ L'Agence de coopération brésilienne a été félicitée pour son site web facilement accessible, qui publie des informations sur tous ses projets, et même les postes de dépense des ressources financières ou en nature.

⁵¹ Yuefen Li, "Assessment of South-South Cooperation and the Global Narrative on the Eve of BAPA+40," South Centre Research Paper 88 (November 2018), p. 21. Disponible sur https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2018/11/RP88_Assessment-of-South-South-Cooperation-and-the-Global-Narrative-on-the-Eve-of-BAPA40_EN-2.pdf.

⁵² Groupe des 77, "Le Consensus de Yamoussoukro sur la coopération Sud-Sud", douzième session du Comité intergouvernemental de suivi et de coordination de la coopération économique entre pays en développement, (2008), paragraphe 5.

⁵³ UNESCAP, "South-South Cooperation in Asia and the Pacific," (2018).

⁵⁴ Agence brésilienne de coopération, "Módulo Técnico do SIGAP : RPE," (2017). Disponible sur http://www.abc.gov.br/sigap/downloads/Manual_RPE_v2.0.pdf.

⁵⁵ André de Mello e Souza, Paulo Esteves, Manaira Assunção, Karin Adams, Melissa Pomeroy, and Leonardo Paz, "Monitoring and Evaluation Mechanisms for South-South and Triangular Development Cooperation: Lessons from Brazil for the 2030 Agenda" (United Nations Development Programme, 2016). Disponible sur [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/development-impact/SS%20Research%20Publications/11875%20-%20Monitoring%20and%20Evaluation%20mechanisms%20for%20South%20-%202006_Web%20Version\(2\).pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/development-impact/SS%20Research%20Publications/11875%20-%20Monitoring%20and%20Evaluation%20mechanisms%20for%20South%20-%202006_Web%20Version(2).pdf).

Le **Nigeria** a également créé un système à nul autre pareil pour ses activités de CSS, qui met en relation des professionnels nigériens formés pour intervenir en tant que bénévoles au service d'autres pays en développement, en particulier dans les régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le Nigerian Technical Aid Corps (TAC) a été créé en 1987 pour partager le savoir-faire et l'expertise du Nigeria et pour fournir une assistance sur la base des besoins évalués et perçus des pays partenaires. Le TAC a pour but de « promouvoir la coopération et la compréhension, ainsi que de faciliter des contacts productifs entre les jeunes ». ⁵⁶ Le TAC compile et puise dans la vaste liste de professionnels nigériens pour fournir des volontaires. Depuis sa création, des milliers de volontaires nigériens ont servi dans des pays des régions ACP, et de nouveaux partenariats avec des pays comme le Brésil et le Vietnam sont à l'étude. ⁵⁷

En **Chine**, la CIDCA, créée récemment, a pour mandat clair de collecter des informations et d'évaluer la mise en œuvre des projets de CSS. En novembre 2018, la CIDCA a publié ⁵⁸ Le document « Management Measures for Foreign Assistance » qui contient des politiques détaillées sur le financement, la mise en œuvre et le suivi des projets d'aide extérieure, y compris la collecte de données. Actuellement, le document est ouvert pour commentaires en attendant son adoption formelle. ⁵⁹ En outre, la Chine a créé d'importantes plateformes qui pourraient conduire à l'adoption de politiques et d'initiatives relatives à la CSS. Les modalités qu'elle adoptera à cet égard seraient d'un grand intérêt pour les pays qui souhaitent établir leurs propres bases d'information, afin d'obtenir des informations en temps utile et d'assurer une meilleure coordination.

Pour la **Tunisie**, la désignation de professionnels pour travailler à l'étranger est l'une des principales activités de l'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT). Ce processus comprend quatre étapes qui suivent la préparation des candidats compétents disponibles dans chaque domaine de spécialisation et qui sont éligibles à la coopération technique. L'ATCT dénombre 26 264 candidats tunisiens disponibles dans 18 domaines de travail. ⁶⁰ Ces professionnels sont principalement issus de l'administration tunisienne, des universités et des entreprises publiques et privées. L'ATCT tient également un fichier connexe, qui est une base de données consultable permettant une sélection par catégories telles que l'expertise, la qualification et l'expérience. ⁶¹ Enfin, l'ATCT tient une liste de sociétés-conseil qui peuvent être recherchées selon leur secteur d'activité et un forum pour les professionnels tunisiens, où ils peuvent consulter les opportunités dans d'autres pays. ⁶²

« L'élaboration de stratégies de communication pour disséminer les efforts déployés par tous les acteurs aux niveaux national, régional et international pourrait améliorer l'accès à l'information sur les initiatives de CSST. »

La création de ces bases d'informations pourrait également prendre en compte les avantages des nouvelles technologies de communication qui permettent une communication régulière entre les partenaires du projet et la diffusion de l'information aux communautés locales. Ces synergies contribueront à leur tour à une meilleure absorption des connaissances et à une adoption plus facile des nouvelles pratiques par tous les acteurs associés. Plus important encore, les décideurs politiques seront outillés pour prendre des décisions en connaissance de cause.

De même, l'élaboration de stratégies de communication pour disséminer les efforts déployés par tous les acteurs aux niveaux national, régional et international pourrait améliorer l'accès à l'information sur les initiatives de CSST. La conception de plateformes de communication pour la promotion et la visibilité des efforts en matière de CSST pourraient également contribuer à favoriser les partenariats entre les pays du Sud. L'appui et le renforcement des stratégies de communication permettraient en outre le partage des connaissances entre les pays partenaires et contribueraient aux efforts d'élaboration d'initiatives politiques au niveau national, tout en tenant compte de l'expertise locale et autochtone dans la mise en œuvre d'initiatives de CSST soucieuses des conditions et des besoins des communautés locales.

⁵⁶ Article 2 of the Nigerian Technical Aid Corps Act, October 1, 1987. Disponible sur <http://lawnigeria.com/LawsoftheFederation/NIGERIAN-TECHNICAL-AID-CORPS-ACT.html>.

⁵⁷ Site web de la direction du TAC. Disponible sur <http://www.dtac.gov.ng/DTAC/dtac/aboutDTAC>

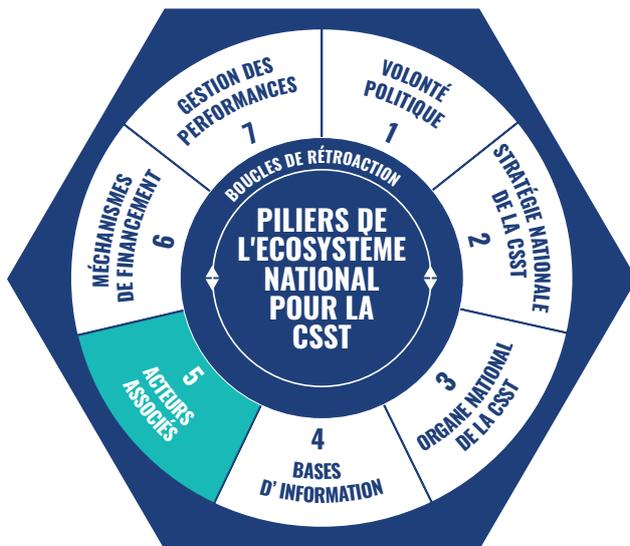
⁵⁸ Foreign Aid Management Measures (Draft for Comment). Disponible sur http://www.cidca.gov.cn/2018-11/13/c_129992970.htm.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ ATCT, "Répartition des candidats par domaine d'activité." Disponible sur https://www.atct.tn/sites/default/files/repartition_des_candidats_au_31032019.pdf.

⁶¹ ATCT, "Recherche de candidats." Disponible sur https://www.atct.tn/en/chiffre_cle.

⁶² Page web de l'ATCT sur <https://www.atct.tn/en>.



« Il peut s'agir de décideurs politiques gouvernementaux, d'agences nationales d'exécution et de coordination, de communautés locales, d'organisations de la société civile, du secteur privé, d'universitaires et d'autres parties prenantes des pays en développement. »

3.5. ACTEURS ASSOCIÉS

Une multitude d'acteurs se retrouvent pour entreprendre des initiatives de CSST, de la conceptualisation et conception à leur mise en œuvre et suivi. Il peut s'agir de décideurs politiques gouvernementaux, d'agences nationales d'exécution et de coordination, de communautés locales, d'organisations de la société civile, du secteur privé, d'universitaires et d'autres parties prenantes des pays en développement. En s'associant, ces acteurs peuvent coordonner et harmoniser leurs efforts et augmenter considérablement la capacité des pays à s'engager dans la CSST, à la fois en tant que fournisseurs et bénéficiaires.

Pour ses programmes d'aide à la santé, **Cuba** fait appel à une multitude d'acteurs associés. Cuba conclut généralement un accord bilatéral avec ses partenaires, aux termes desquels « conviennent du nombre de médecins cubains à déployer et le nombre de bourses médicales à offrir ». Les médecins cubains travaillent généralement sur la base de contrats de deux ans ; le pays d'accueil leur fournit le logement, la nourriture, le lieu de travail et leur paie une allocation mensuelle, tandis que le gouvernement cubain maintient leur salaire régulier. S'inspirant de ce modèle, des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont grandement bénéficié de la collaboration cubaine au cours des décennies.

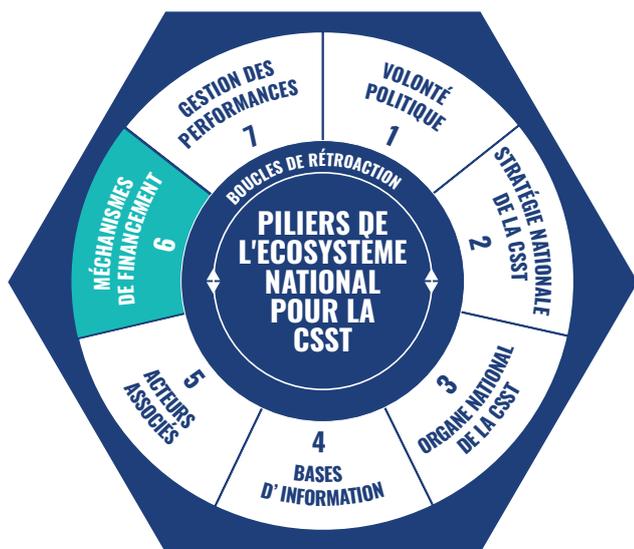
POUR SES PROGRAMMES D'AIDE À LA SANTÉ, CUBA FAIT APPEL À UNE MULTITUDE D'ACTEURS ASSOCIÉS. CUBA CONCLUT GÉNÉRALEMENT UN ACCORD BILATÉRAL AVEC SES PARTENAIRES, AUX TERMES DESQUELS « CONVIENNENT DU NOMBRE DE MÉDECINS CUBAINS À DÉPLOYER ET LE NOMBRE DE BOURSES MÉDICALES À OFFRIR. »

L'AZERBAÏDJAN A LANCÉ LE PROCESSUS DE BAKOU EN

2008,

QUI COMMENCE AVEC LA DÉCLARATION DE BAKOU QUI RECONNAÎT LA NÉCESSITÉ DE « **PROMOUVOIR UN PROCESSUS SOUTENU DE DIALOGUE INTERCULTUREL, ESSENTIEL À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, EN VUE DE PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS, LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT.** »

L'Azerbaïdjan a lancé le Processus de Bakou en 2008, qui commence avec la Déclaration de Bakou qui reconnaît la nécessité de « promouvoir un processus soutenu de dialogue interculturel, essentiel à la coopération internationale, en vue de promouvoir les droits humains, la démocratie et l'État de droit ». Le Processus de Bakou est composé d'un Forum mondial sur le dialogue interculturel et du Forum humanitaire de Bakou qui se tiennent tous les deux ans dans la capitale de l'Azerbaïdjan. Ces deux événements rassemblent divers acteurs des scènes locale, nationale, régionale et internationale ainsi que d'anciens chefs d'État, des lauréats du prix Nobel et d'autres éminences publiques, afin de discuter des problèmes du développement et de la paix durables dans le monde, et de tisser un réseau pour une coopération et des partenariats renforcés.



3.6. MÉCANISMES DE FINANCEMENT

En appui aux initiatives de CSST, les pays en développement doivent mobiliser les ressources nationales existantes tout en recherchant de nouvelles ressources et des contributions en nature aux niveaux régional et multilatéral. La participation des institutions financières peut contribuer à mobiliser des ressources pour les activités de CSS, mais elle nécessitera l'établissement d'une relation coordonnée, transparente et mutuellement bénéfique entre tous les acteurs associés.

Par exemple, le financement des activités de la CSST en **Indonésie** provient de plusieurs sources, notamment :

1. Budget de l'État ;
2. Fonds de partenariat triangulaire et partenaires internationaux de développement ;
3. Partage des coûts avec les pays bénéficiaires ;
4. Partenariat avec le secteur privé ;
5. Fonds d'affectation spéciale (par exemple, le Mécanisme Sud-Sud de l'IBM, le Fonds d'affectation spéciale Perez Guerrero)⁶³.

Les données de 2015 montrent que les programmes étaient principalement couverts par le budget de l'État indonésien (63 %), tandis qu'un budget composite des partenaires de développement et un budget de l'État couvrait 20 %, et que le reste (17 %) provenait des partenaires de développement.⁶⁴ Le rapport annuel sur la coopération Sud-Sud et triangulaire de l'Indonésie à partir de 2016 indique également que, « Dans l'ensemble, le financement de la mise en œuvre des programmes de CSST de l'Indonésie reste dominé par le budget de l'État voté par les ministères et les agences de l'État. Le gouvernement espère qu'à l'avenir, le financement de la CSST en Indonésie ne dépendra pas entièrement du budget de l'État et qu'il pourra être renforcé en maximisant les fonds provenant de tierces parties... »⁶⁵

Selon un rapport de l'UNOSSC, les mécanismes de financement de la Palestine pour la CSS consistent en trois ressources financières principales : (i) un budget annuel issu du budget gouvernemental national ; (ii) des subventions, un financement participatif sous forme de dons et des partenariats ; et (iii) des revenus générés par des projets régis par des accords.⁶⁶ De même, il a été reconnu que la diaspora palestinienne a le potentiel de promouvoir des réseaux de partenariat mondial de fonctionnaires, d'acteurs non étatiques, du secteur privé et du monde universitaire, mais aussi de renforcer les capacités locales et de mobiliser des contributions financières additionnelles.⁶⁷ Les efforts déployés par la Palestine pour la CSST, en dépit des ressources limitées, « attestent clairement de l'esprit intrinsèque de la coopération Sud-Sud »,⁶⁸ qui est encore renforcée par le fait que la PICA a apporté son aide à l'Équateur, au Rwanda, au Sri Lanka et au Pakistan pour régler divers problèmes de développement.⁶⁹

Cuba fait également des contributions en nature pour la CSS, principalement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des sports.⁷⁰ Les médecins et les professionnels de la santé cubains ont été les premiers à fournir une aide d'urgence à de nombreux pays en développement victimes de catastrophes naturelles. Comme le notent De Vos et consorts, les initiatives cubaines de CSS dans le domaine de la santé ont « un programme intégré de santé (Programa Integral de Salud, PIS) pour l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique ». Ce programme de coopération est gratuit pour le pays bénéficiaire et porte sur les services de santé de première ligne. En fonction des besoins locaux, les soins de santé primaires intégrés peuvent être complétés par une assistance technique visant à améliorer la performance des services hospitaliers locaux, par des programmes de formation des ressources humaines locales ou par des programmes sur les médicaments essentiels. Leur travail est renforcé par celui de spécialistes et d'académiciens, en fonction des besoins locaux ».⁷¹

⁶³ "Annual Report of Indonesia's South-South and Triangular Cooperation," (2015), p. 3.

⁶⁴ Ibid., p. 31.

⁶⁵ "Annual Report of Indonesia's South-South and Triangular Cooperation," (2016), p. 15.

⁶⁶ Giner, "South-South in Action: Solidarity through Cooperation and Development."

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Professor Sachin Chaturvedi, "South-South Cooperation: Theoretical Perspectives and Empirical Realities," November 8, 2018. Disponible sur <https://www.ssc-globalthinkers.org/node/160>.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ UNOSSC & Naciones Unidas en Cuba, "South-South in Action, From Cuba to the World," (2018). Disponible sur <https://www.unsouthsouth.org/2018/05/10/south-south-in-action-from-cuba-to-the-world-launched-by-unossc-and-the-un-system/>.

⁷¹ Pol De Vos, Wim De Ceukelaire, Mariano Bonet et Patrick Van der Stuyft, "Cuba's International Cooperation in Health: An Overview", DOI: 10.2190/HS.37.4.k.



EN 2015, LA CHINE A ANNONCÉ QU'ELLE CRÉERAIT UN FONDS DE COOPÉRATION CLIMATIQUE SUD-SUD, DOTÉ DE

3,1 MILLIARDS USD

DES ÉTATS-UNIS, AFIN D'AIDER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET À PRENDRE DES MESURES D'ATTÉNUATION.

En 2015, la **Chine** a annoncé qu'elle créerait un fonds de coopération climatique Sud-Sud, doté de 3,1 milliards de dollars des États-Unis, afin d'aider les pays en développement à faire face au changement climatique et à prendre des mesures d'atténuation. En outre, elle s'est engagée à créer un fonds d'assistance Sud-Sud de 2 milliards de dollars des États-Unis pour faciliter la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par les pays en développement et pour la réalisation des Objectifs de développement durable. Enfin, selon le livre blanc sur l'aide extérieure,⁷² les subventions que la Chine a accordées aux pays en développement représentent 36,2 % de son volume d'aide total. Les prêts sans intérêt représentent 8,1 % de son volume d'aide extérieure, et les prêts concessionnels représentent 55,7 % de son volume d'aide total au cours de la même période. La CSS de la Chine comprend également les annulations de dettes et l'aide humanitaire. Le budget de la CSS est géré par le ministère des Finances. Des prêts concessionnels sont accordés par l'Export-Import Bank of China. Les initiatives de la Chine en matière de CSS sont concentrées sur les continents africain et asiatique.

Les contributions peuvent également provenir de différentes sources, surtout aux niveaux régional et multilatéral. Au niveau régional, l'on assiste à une prolifération de fonds régionaux, de banques de développement et d'accords

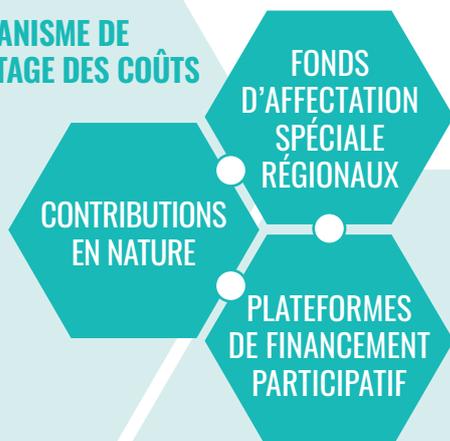
financiers qui pourraient servir à financer des initiatives de coopération Sud-Sud. Des institutions et des fonds régionaux ayant des membres du Sud ont été érigés dans le but de soutenir les activités de la CSS.

Plusieurs fonds, institutions et accords financiers au niveau multilatéral intègrent également la CSS dans leurs domaines d'intervention. Les institutions financières multilatérales nouvellement créées et dirigées par le Sud élargissent rapidement leur champ d'activités et ont déjà dépassé celles existantes en termes de réserves de capital.⁷³ Les pays en développement peuvent tirer parti de cette situation pour financer leurs initiatives de CSST.

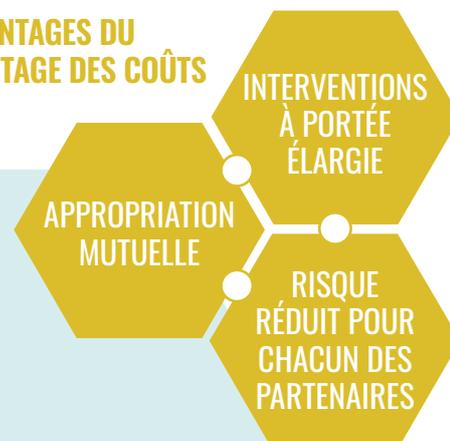
À titre d'exemple, **le Fonds d'affectation spéciale Perez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud** a été créé en 1983 pour soutenir les activités de coopération économique et technique entre pays en développement qui revêtent une importance cruciale pour les pays en développement membres du G77, afin de parvenir à l'autonomie nationale ou collective, selon les priorités fixées par ces derniers. Un autre mécanisme de financement disponible pour les pays en développement est **le Mécanisme de réduction de la pauvreté et de la faim en Inde, au Brésil et en Afrique du Sud**, qui a été créé sous forme d'accord entre ces trois pays.

La grande souplesse dont disposent les pays pour déterminer la meilleure façon de concrétiser leurs contributions nationales à la CSST leur permet d'adapter précisément les ressources qu'ils allouent aux différentes modalités des activités de CSST dont ils font partie. En outre, de telles contributions enverraient également un signal fort aux autres pays en développement et aux partenaires de la coopération triangulaire, indiquant que le pays considère la CSST comme une partie intégrante de son programme de développement et qu'il est disposé à l'utiliser pour atteindre ses objectifs nationaux de développement de manière globale et durable. Les contributions sont donc essentielles à la réalisation des initiatives de CSST dans les pays en développement.

MÉCANISME DE PARTAGE DES COÛTS

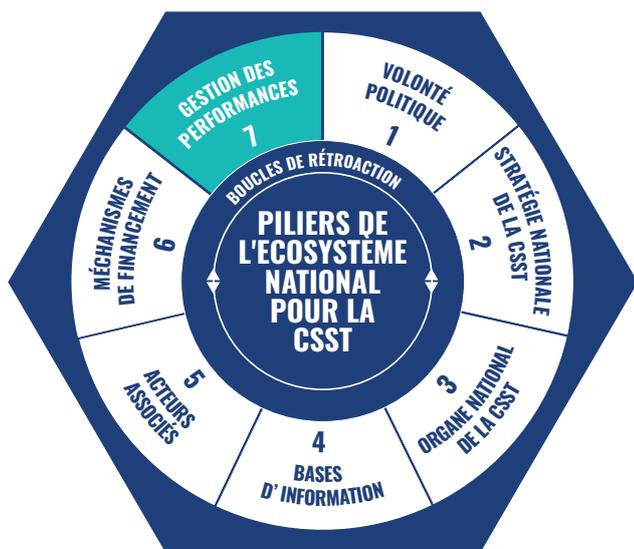


AVANTAGES DU PARTAGE DES COÛTS



⁷² The State Council of China, "White Paper on China's Foreign Aid," (2014). Disponible sur http://english.gov.cn/archive/white_paper/2014/08/23/content_281474982986592.htm.

⁷³ Disponible sur <https://developmentfinance.un.org/south-south-and-triangular-cooperation>.



3.7. GESTION DE LA PERFORMANCE

Dans son dernier rapport sur la coopération Sud-Sud, le Secrétaire général de l'ONU estime que « si de nombreuses entités des Nations Unies ont du mal à suivre et à évaluer leur soutien aux initiatives Sud-Sud, d'autres en revanche ont conçu des méthodologies pour évaluer la performance et mesurer l'impact de leurs diverses interventions ». Elles sont toutefois « fondées sur leur vision commune et sur des approches complémentaires pour la réalisation des Objectifs de développement durable ». Les pays en développement ont également été confrontés à des défis similaires pour mesurer la contribution globale de la CSST à la réalisation de leurs objectifs de développement.

Compte tenu des différentes situations nationales et des priorités de développement des pays en développement, il est nécessaire d'envisager des moyens nouveaux et innovants pour la gestion de la performance au niveau national. De nombreux pays ont produit une expertise considérable dans ce domaine, basée sur des projets, et continuent à renforcer leurs pratiques nationales en fonction des priorités qu'ils ont eux-mêmes définies.

« Un certain nombre de pays ont entrepris de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de gestion de la performance pour la CSST en classant par catégorie les contributions financières ou en nature, tels que les apports, les produits et les résultats de certains projets. »

L'Inde dispose de son propre processus de suivi interne structuré pour la gestion de la performance. Il comprend des études conjointes par le ministère des Affaires extérieures et les acteurs associés, notamment les missions de l'Inde dans les pays partenaires, pour traiter les questions urgentes. Ces missions effectuent aussi de telles études chaque mois pour les projets importants, des agents nodaux étant nommés à plusieurs niveaux. Ces études peuvent également comprendre des consultations avec les pays partenaires. Par exemple, le Bangladesh a récemment envoyé une délégation multi-ministérielle en Inde pour examiner les projets de CSS au Bangladesh, et des échanges ont lieu régulièrement. Cette procédure s'applique à tous les pays, à savoir des études structurées et des examens de projets réguliers, conformément aux exigences des pays partenaires. Les consultants de ces projets tirent donc des enseignements de ces expériences, et ils servent pour d'autres projets. Ainsi, il existe des références à la fois transversales et horizontales qui forment un système pour l'amélioration continue des initiatives de CSS de l'Inde.

L'expérience du Brésil a permis de reconnaître la complexité à relever des défis dans le cadre de stratégies plus larges encadrant les projets et les opérations de CSST. Le Brésil a élaboré une stratégie d'approche et de diffusion pour « la formulation, l'évaluation, la mise en œuvre et le suivi de la coopération technique brésilienne Sud-Sud ». ⁷⁴ Cet objectif est atteint par la coordination conjointe des projets et des initiatives grâce à l'implication directe de tous les partenaires dans la phase de planification des opérations, puis le suivi et l'évaluation des résultats, ⁷⁵ ce qui permet d'identifier les difficultés auxquelles le projet est confronté à chaque étape. Outre les traditionnels rapports de suivi, études de projets et missions, le Brésil a également mis en place le Comité directeur du projet (CDP), qui est l'un des principaux mécanismes de gestion et de coordination des partenariats de la CSS. Le CDP a généralement un coordonnateur pour chaque pays partenaire afin d'échanger sur la performance et les actions à entreprendre pour la coordination du projet, la mise en œuvre technique, l'exécution financière et administrative. ⁷⁶

Un certain nombre de pays ont entrepris de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de gestion de la performance pour la CSST en classant par catégorie les contributions financières ou en nature, tels que les apports, les produits et les résultats de certains projets. ⁷⁷ Les pays en développement pourraient élaborer des systèmes nationaux pour évaluer l'impact des programmes de CSST tout en gardant à l'esprit les principes spécifiques et les caractéristiques uniques de la CSST ainsi que leurs différentes situations nationales et priorités de développement.

⁷⁴ Brazilian Cooperation Agency, "Manual of South-South Technical Cooperation Management," First Edition, (2017), p. 62.

⁷⁵ Ibid., p. 16.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Di Ciommo, "Approaches to Measuring and Monitoring South-South Cooperation."

ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

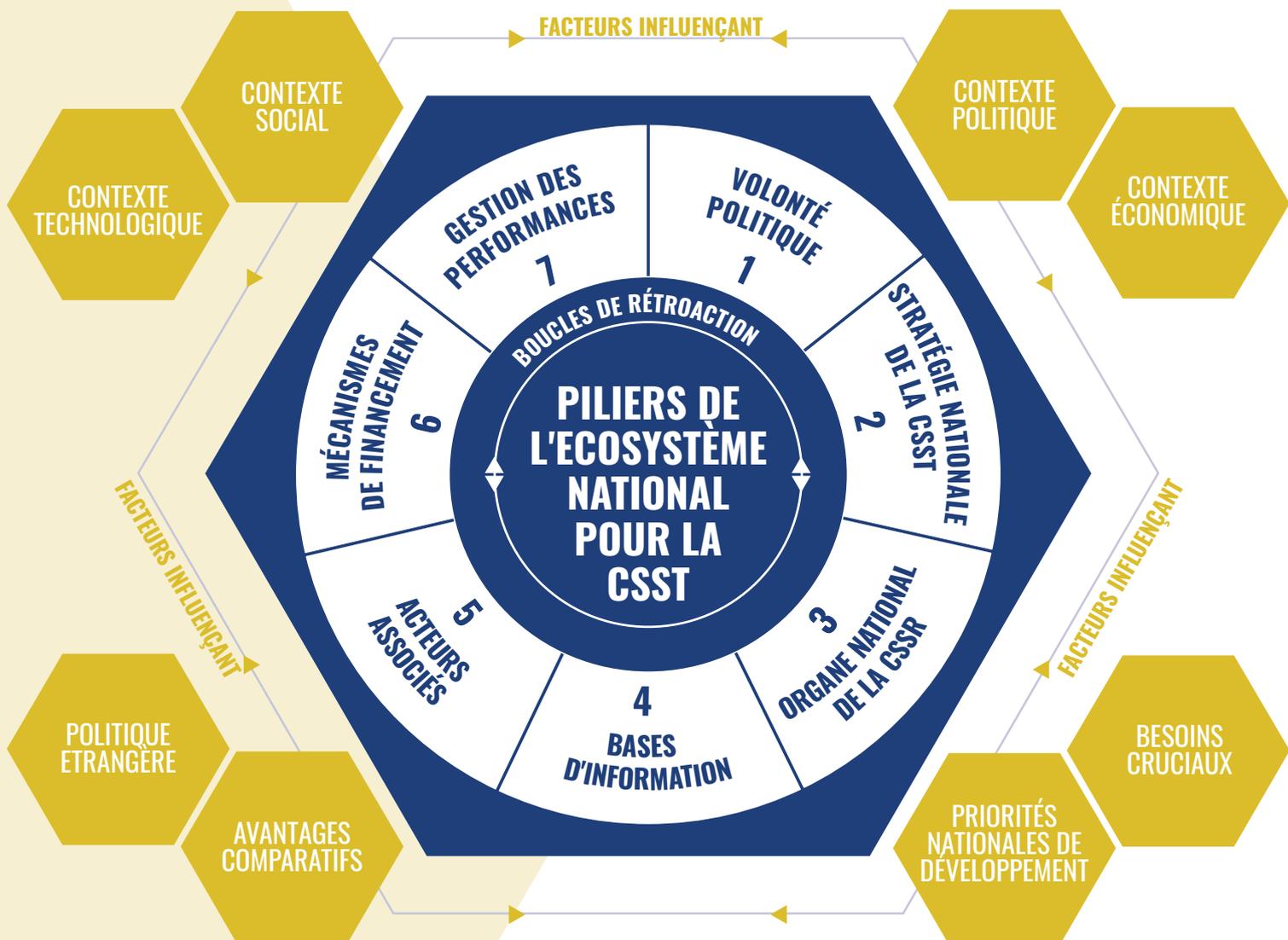


FIGURE 3 ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

Les différents piliers qui fondent les mécanismes institutionnels nationaux actuels de la CSST se complètent et se renforcent mutuellement pour assurer le fonctionnement efficace des écosystèmes. La relation entre ces piliers pourrait inspirer une coordination collective entre les pays en développement en vue de créer un réseau fonctionnel de liens cohérents et coordonnés des différents piliers de la CSST. Cela pourrait susciter des efforts pour créer de nouvelles politiques, lois et réglementations afin de produire un impact collectif plus fort pour la promotion de la CSST. Cette section examine les liens existants entre les piliers de ces mécanismes institutionnels, avec l'objectif de mettre en lumière le cadre national des écosystèmes pour la CSST. (Voir graphique 3 et encadré 4).

ENCADRÉ 4 DÉFINITION D'ÉCOSYSTÈME

Un écosystème est un système de parties interconnectées et en interaction. L'écosystème national pour la CSST est un ensemble de mécanismes institutionnels interconnectés qui se complètent les uns les autres sans ordre hiérarchique spécifique. L'avantage ultime de l'écosystème se matérialise lorsque toutes les parties coexistent et travaillent ensemble de manière harmonieuse. L'écosystème national fournit l'environnement propice à une CSST probante.

« L'écosystème national de la CSST est un ensemble de mécanismes institutionnels interconnectés qui se complètent les uns les autres sans ordre hiérarchique spécifique. »

L'introduction d'un réseau fonctionnel de liens cohérents et coordonnés entre les différents piliers des mécanismes institutionnels nationaux pour produire des écosystèmes nationaux efficaces peut améliorer l'efficacité, la coordination et l'intégration de la CSST. L'écosystème national de la CSST est un ensemble de mécanismes institutionnels interconnectés qui se complètent les uns les autres sans ordre hiérarchique spécifique. Il se compose de différents piliers, dont la volonté politique, la stratégie nationale de CSS, l'organe national, les acteurs associés, le mécanisme de financement, les bases d'information de la CSS et la gestion de la performance. Ces piliers interagissent de manière cohérente. Les expériences nationales mentionnées dans ce document prouvent non seulement l'efficacité de ces piliers, mais montrent aussi les différences nuancées dans la manière dont l'écosystème national est formulé dans les différents pays. Ce fait prouve que le système ne doit pas être conçu sur la base d'une approche uniforme ; au contraire, il doit prendre en compte le fait que les pays en développement ont des situations nationales et des priorités de développement différentes.

L'éventail de piliers des écosystèmes nationaux devrait permettre aux pays souhaitant renforcer leur propre cadre institutionnel pour la CSST de trouver le(s) élément(s) ou configuration(s) utile(s) qui correspond(ent) à leurs situations nationales. En outre, bien que les principaux piliers des écosystèmes nationaux s'appliquent aux cadres institutionnels de la CSS dans leur ensemble, les différents secteurs pourraient avoir leurs contextes juridiques, institutionnels et procéduraux spécifiques. Par exemple, pour le commerce international, les règles de l'Organisation mondiale du commerce et les accords commerciaux exécutoires, ainsi que les mesures prises par les pays afin de respecter des obligations nationales spécifiques nécessiteraient une attention particulière. De même, des domaines tels que les investissements, le changement climatique et le transfert de technologie ont également leurs propres règles et réglementations.

L'affirmation de l'importance de la CSST, de ses principes et de ses valeurs par une expression claire de la **volonté politique** pourrait aboutir à faire de la CSST une composante importante de la stratégie nationale de développement et faciliter l'intégration de la CSST dans toutes les institutions nationales et auprès de tous les acteurs associés. Il en découle une meilleure identification des ressources financières et des talents humains en fonction des besoins de développement de chaque partenaire, qui pourrait ainsi établir des relations plus solides et durables avec d'autres

pays en développement. En outre, le manque de volonté politique pourrait entraver le développement de la CSST, car peu ou prou de ressources budgétaires et de talents humains seraient alloués à sa promotion.

La volonté politique devrait se traduire par l'intégration de la CSST dans les stratégies nationales de développement sur la base de conditions et d'objectifs spécifiques au contexte historique et politique des pays en développement, à leurs propres besoins et attentes. Cela pourrait améliorer la coordination des initiatives sur le terrain entre les institutions nationales. En outre, cela peut aider à asseoir une gouvernance opérationnelle claire de la CSST, à orienter les comportements pour qu'ils soient responsables et à situer la responsabilité à différents niveaux.

L'élaboration d'une **stratégie nationale** pour la CSST peut également donner aux pays en développement la possibilité de coordonner avec les parties prenantes nationales afin de déterminer comment leurs activités de CSST peuvent contribuer au renforcement des intérêts nationaux. Une telle approche permettrait également d'identifier les initiatives ou les projets qui ne sont pas tout à fait adaptés aux situations locales. (Voir graphique 4).

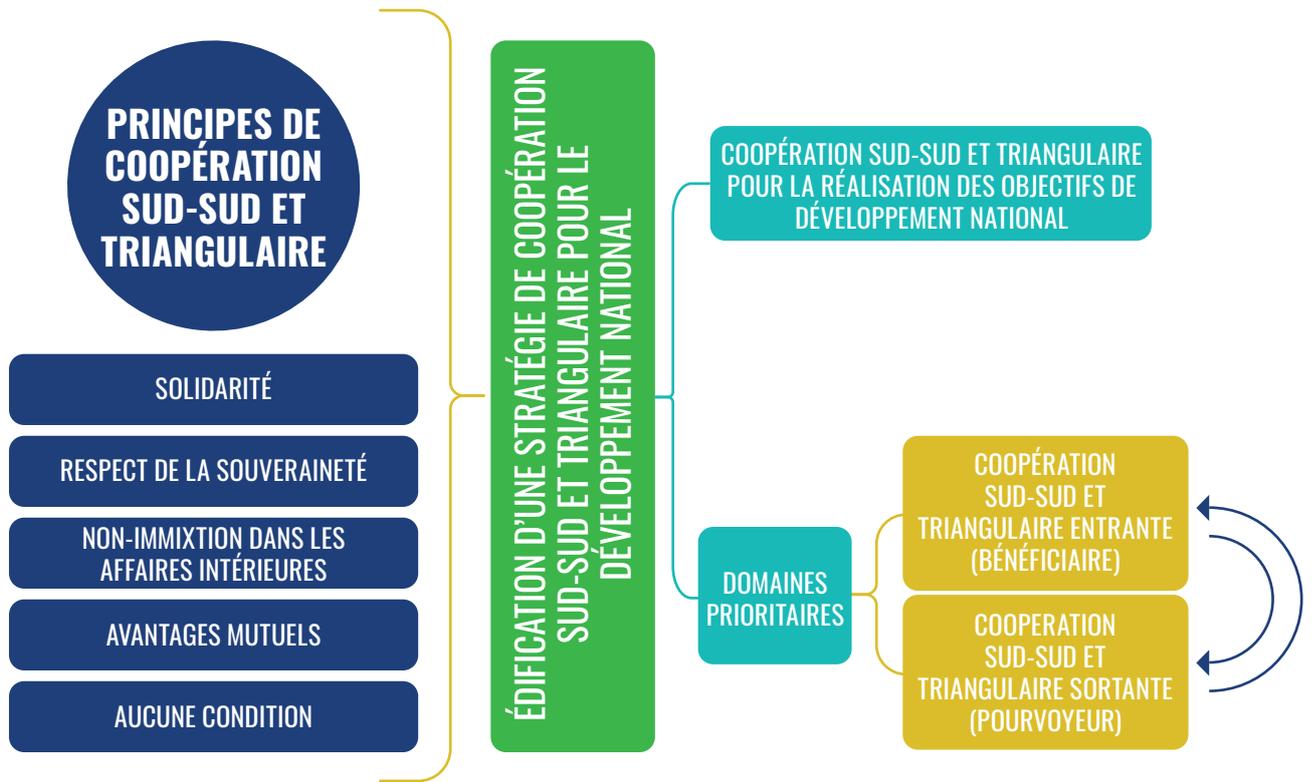
La première étape consiste à identifier les lacunes ou les besoins de développement qui ne peuvent être couverts par leurs ressources nationales. Cet exercice devrait également prendre en compte leurs atouts en matière de développement national, ce qui leur permettrait de recenser les expériences et l'expertise pouvant appuyer les efforts de développement des pays partenaires.

Cela pourrait avoir un double avantage pour les pays en développement, car ils pourraient déterminer leurs domaines d'activités prioritaires ainsi que leurs avantages comparatifs nationaux qui feraient d'eux des fournisseurs de CSST. Par exemple, si un pays est spécialisé dans la pêche ou l'agriculture, ces atouts pourraient être partagés avec d'autres pays en développement et partenaires institutionnels dans le cadre d'activités futures de CSST, ce qui aiderait à promouvoir l'approche d'avantage mutuel de la CSS et le principe de solidarité du Sud.

La deuxième étape envisage l'association des domaines prioritaires de développement identifiés lors de la première étape à d'éventuelles initiatives ou programmes de CSST. Cela permettrait aux pays en développement de se consacrer à des activités spécifiques aux effets multiplicateurs et catalyseurs pour leurs objectifs de développement national ainsi que pour leurs pays partenaires. Les pays pourraient définir les secteurs ou domaines susceptibles de bénéficier de la CSS, ce qui conduirait alors à explorer de manière proactive les programmes et initiatives qui renforceraient leurs secteurs précédemment identifiés par la CSST. Ce processus impliquerait également la révision de leurs plans nationaux plus larges afin de déterminer les besoins de développement qui pourraient être couverts par la CSST. Une fois qu'une stratégie nationale de CSST est établie, il serait également nécessaire de formuler des politiques, des règlements et des procédures spécifiques pour la mise en œuvre de ladite stratégie.



FIGURE 4 ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE CSST POUR LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL



Ces efforts pourraient être facilités par la création d'un **organe national** ou d'une institution pour la CSST. Une institution nationale pourrait identifier les opportunités de coopération entre pays en développement et être chargée de la conception, de l'organisation et de la promotion de la coopération entre eux afin de « créer, acquérir, adapter, transférer et mettre en commun les connaissances et les expériences dans leur intérêt commun et pour parvenir à l'autonomie nationale et collective » sur la base des principes de la CSS et des piliers essentiels d'un cadre conceptuel sur la CSST. Un organe national pourrait également coordonner différents acteurs associés, non seulement pour mettre en œuvre divers projets et programmes, mais aussi pour entreprendre des activités liées à la mobilisation de ressources et à la gestion de la performance, entre autres. De même, un organe national pourrait intégrer les valeurs, les principes et les objectifs de la coopération en matière de CSST non seulement au sein des institutions gouvernementales nationales et locales, mais aussi par l'intermédiaire de la société civile, des universitaires et des acteurs privés.

« La conception et l'établissement d'un organe national solide permettrait aux pays en développement de mettre en commun leurs expériences historiques accumulées en participant aux initiatives de CSST au sein de l'institution et en partageant leurs connaissances et leurs expériences avec tous les acteurs associés afin d'augmenter leurs activités et leur ouverture en matière de CSST. »

La conception et l'établissement d'un organe national solide permettrait aux pays en développement de mettre en commun leurs expériences historiques accumulées en participant aux initiatives de CSST au sein de l'institution et en partageant leurs connaissances et leurs expériences avec tous les acteurs associés afin d'augmenter leurs activités et leur ouverture en matière de CSST. De même, cela peut aider à sensibiliser davantage aux initiatives de CSS à tous les niveaux, élargissant ainsi les

opportunités de CSST en leur faveur. Cela peut également servir à d'autres pays en développement pour ouvrir des perspectives innovantes et trouver, ensemble, des solutions aux problèmes de développement communs. Un cadre institutionnel peut en outre aider les gouvernements à mieux identifier les ressources et l'expertise disponibles aux niveaux national, régional et international, et à renforcer la coopération avec d'autres pays du Sud et partenaires de développement.

De même, l'un des défis auxquels la CSST est confrontée depuis son avènement est la nécessité d'améliorer les **bases d'information** des activités et initiatives de CSST des pays⁷⁸ afin d'élaborer des plateformes de partage des connaissances et des listes d'experts et de solutions de développement dans différents domaines d'expertise.⁷⁹ La constitution de bases d'information solides soutiendra les stratégies nationales visant à créer des réseaux de communication, à favoriser le partage des connaissances et l'apprentissage pratique par les pays partenaires.

Les **acteurs associés** à la CSST ont leurs propres défis et opportunités. Pour les pays en développement, les acteurs disposant des connaissances et de l'expérience nécessaires pour entreprendre des activités de CSST ne se trouveront très probablement pas au même endroit, et leur connaissance du travail des autres acteurs peut être limitée, voire inexistante. Toutefois, en les reliant, les pays en développement seraient en mesure de tirer parti des complémentarités qu'ils offrent et de les utiliser pour renforcer l'efficacité et l'impact de leurs initiatives en matière de CSS. Par exemple, certaines agences nationales d'exécution font appel à des experts du monde universitaire et de la société civile pour compléter leurs capacités.

Ces acteurs associés peuvent également contribuer à mieux sensibiliser les deux pays en développement partenaires aux possibilités offertes par la CSST et à renforcer leur engagement avec les communautés locales. La diversité des acteurs pourrait aussi contribuer à élargir le champ des initiatives de la CSST et l'ouvrir à des domaines nouveaux et émergents, ce qui peut aider à favoriser une plus grande coordination et collaboration entre les pays en développement aux niveaux régional et multilatéral.

Pour le financement de la CSST au niveau national, les pays en développement (qui en ont la capacité) peuvent faire des allocations budgétaires spécifiques et réserver des fonds nationaux pour mener des activités de CSST, notamment des activités visant à renforcer le cadre institutionnel national. En outre, les pays peuvent faire appel à d'autres institutions nationales pour les aider à mobiliser des ressources, telles que les banques de développement nationales et d'autres institutions financières. Les municipalités et autres autorités locales peuvent également apporter des contributions financières aux activités de CSST, ce qui peut contribuer à renforcer le sentiment d'appropriation des communautés locales et les amener à s'engager davantage dans les activités de CSST. Par ailleurs, des contributions en nature pourraient être envisagées au titre de la contribution nationale d'un pays, par exemple, un terrain, l'expertise locale, le détachement de personnel ou la mise à disposition de bureaux pour l'initiative de CSST. Dans de nombreux cas, même des contributions en nature aussi modestes soient elles renforceraient l'appropriation de l'initiative de CSST par les pays partenaires.

D'autres contributions en nature, notamment sous forme d'infrastructures physiques ou de talents humains, peuvent également être développées de manière stratégique en gardant à l'esprit la disponibilité des ressources et les avantages spécifiques qu'elles peuvent apporter pour

« L'un des défis auxquels la CSST est confrontée depuis son avènement est la nécessité d'améliorer les bases d'information des activités et initiatives de CSST des pays afin d'élaborer des plateformes de partage des connaissances et des listes d'experts et de solutions de développement dans différents domaines d'expertise. »

maximiser les impacts positifs. Ces contributions peuvent être à court terme, en relation avec des entreprises spécifiques, ou à plus long terme, qui tiendraient également compte des activités futures envisagées dans le cadre des stratégies nationales de CSST.

De même, les dimensions multiples de la CSST pourraient constituer un « atout » pour la conception de méthodologies nationales de **gestion de la performance** car elles vont au-delà des mesures économiques, pour diversifier et étendre sa contribution au développement global dans le monde entier.⁸⁰ En outre, ces méthodologies pourraient permettre d'identifier les lacunes des objectifs de développement national qui pourraient être comblées par des initiatives de CSST et de se concentrer sur des activités spécifiques ayant des effets positifs dans les pays partenaires de la CSST. Ces initiatives pourraient également favoriser l'échange et la coordination des points de vue, notamment ceux des entités publiques nationales, des administrations locales, des universitaires, de la société civile et du secteur privé.

Enfin, l'interaction de tous ces piliers pourrait canaliser tous les avantages des ressources et des opportunités de la CSST, notamment la mise en œuvre efficace des programmes et des projets en cours tout en renforçant les complémentarités et en minimisant les doubles emplois. Elle peut également permettre de s'assurer que les initiatives de CSST profiteront des dimensions économiques, sociales et environnementales tant des bénéficiaires que des fournisseurs et continueront à suivre les principes de la CSST, à savoir le respect de la souveraineté nationale, l'appropriation et l'indépendance nationales, l'égalité, la non-conditionnalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'avantage mutuel.

⁷⁸ Ibero-American General Secretariat, "The Contribution of South-South and Triangular Cooperation in Ibero-America towards Achieving Sustainable Development Goals," in Report on South-South Cooperation in Ibero-America, (2016), p. 38.

⁷⁹ Anita Mathur, "South-South and Triangular Cooperation for Peace and Development: Bridging the Policy Gap", Norwegian Institute of International Affairs, Policy Brief n° 3 (2014).

⁸⁰ La contribution de la coopération Sud-Sud à la coopération au développement dans le monde a doublé au cours des dix dernières années et devrait continuer à augmenter. Voir Ibero-American General Secretariat, "Report on South-South Cooperation in Ibero-America," (2016).

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION FUTURE SUR LES ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

La coopération Sud-Sud a évolué pour constituer un moyen important d'engagement efficace et productif du Sud dans le système économique et politique mondial. Depuis l'élaboration du plan d'action de Buenos Aires (BAPA), l'accent a été mis sur la nécessité de formuler des stratégies nationales afin de laisser libre cours à la coopération internationale pour le développement social et économique des pays du Sud. Un point de convergence majeur entre pays en développement est le désir d'intégrer davantage la CSST et de concevoir des cadres politiques afin de mieux exploiter les complémentarités entre eux, de promouvoir le développement économique et social et de réaliser les ODD. Cette intégration nécessiterait le renforcement de leurs capacités institutionnelles nationales et la création d'un environnement favorable plus solide et plus cohérent pour la CSST aux niveaux national, régional et multilatéral.

Les pays en développement pourraient examiner les écosystèmes nationaux, en prendre les éléments utiles et adapter leurs propres écosystèmes nationaux en fonction de leurs situations nationales spécifiques. Les capacités institutionnelles de la CSST seront renforcées et son impact collectif sera amélioré.

L'établissement d'écosystèmes nationaux pour la CSST au niveau national peut être considéré comme une approche ascendante et progressive, plutôt qu'une méthodologie descendante qui consisterait à attendre que l'architecture régionale ou internationale de la CSST voie le jour. Une fois que les pays disposent de leurs propres cadres institutionnels solides, il sera plus facile de mettre en place une architecture améliorée de la CSST aux niveaux régional et international, si les pays le jugent nécessaire.

L'un des avantages incontestés de la CSST est que les pays en développement peuvent partager des perspectives et des expériences différentes, non seulement grâce à la demande (bénéficiaires), mais aussi grâce à l'offre (fournisseurs) d'une telle coopération. Ces interactions offrent un vaste champ de coopération potentielle qui nécessite un cadre institutionnel solide et un environnement favorable pouvant améliorer l'efficacité des initiatives de CSST. Certaines de ces initiatives pourraient être l'identification et la collecte des informations nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause, la conception et l'exploitation de canaux d'information clairs, et l'adoption d'une gestion de la performance axée sur les résultats suivant certains principes et procédures de base pour améliorer l'efficacité et la responsabilité, comme l'introduction d'un mécanisme de contrôle. Ces dispositions pourraient être intégrées à plusieurs piliers des écosystèmes nationaux et conduiraient à l'établissement de procédures d'autorisation en bonne et due forme et à

« L'un des avantages incontestés de la CSST est que les pays en développement peuvent partager des perspectives et des expériences différentes, non seulement grâce à la demande (bénéficiaires), mais aussi grâce à l'offre (fournisseurs) d'une telle coopération. »

l'identification de co-responsabilités et de mécanismes de vérification préalable, le tout conformément aux principes de la CSST.

Les études empiriques présentées dans le document montrent que la création d'écosystèmes nationaux pour la CSST se fait dans de nombreux cas en suivant certaines étapes essentielles. La plupart des pays en développement ont leur propre stratégie nationale de développement économique, mais beaucoup n'ont pas de stratégie nationale pour la CSST. Très souvent, un pays a besoin d'une volonté politique émanant du plus haut niveau pour définir la CSST comme l'une des priorités de sa stratégie nationale de développement. Cette volonté politique déclencherait l'intégration des priorités de la CSST dans les stratégies nationales de développement, établissant ainsi une relation directe entre la CSST et les objectifs nationaux de développement.⁸¹ Pour les pays qui ont considéré la CSST comme un instrument ou une partie importante de leur politique étrangère, elle peut également renforcer l'intégration politique et économique.⁸²

⁸¹ Par exemple, l'Indonésie a intégré la CSST dans son plan national de développement à moyen terme 2015-2019, reflétant son engagement en faveur de la CSST dans sa constitution. La Chine a inclus la CSST dans son 13^{ème} plan quinquennal.

⁸² C'est le cas, par exemple, du Brésil qui a érigé l'Agence brésilienne de coopération comme élément clé de sa diplomatie contribuant à diffuser une image moderne du Brésil et de ses institutions et à consolider le rôle de premier plan du pays aux niveaux régional et international.

Indépendamment de l'approche adoptée par les pays en développement, il est utile de noter que la conception d'une stratégie nationale pour la CSST pourrait bénéficier d'une approche séquentielle, qui consiste à :

- identifier les objectifs nationaux de développement qui peuvent être atteints dans une certaine mesure par le renforcement de la CSST ;
- associer ces domaines de développement prioritaires aux politiques/stratégies de la CSST ; et
- élaborer des initiatives et des projets de CSST pour couvrir ces priorités selon les principes de la CSS.

Des dispositions juridiques, administratives ou politiques peuvent également être élaborées et approuvées pour autonomiser et orienter les institutions nationales et les autres acteurs impliqués dans les activités de CSST. De tels efforts permettront aux pays d'identifier, de canaliser et de tirer parti des ressources et des opportunités qu'offre la CSST, notamment la mise en œuvre efficace des programmes et des projets en cours, tout en renforçant les complémentarités et en réduisant les doubles emplois. Ils pourraient également s'assurer que les initiatives et les programmes de CSST profiteront aux bénéficiaires et aux fournisseurs de CSST du point de vue économique, social et environnemental, tout en continuant à suivre les principes de la CSS, à savoir le respect de la souveraineté nationale, la propriété et l'indépendance nationales, l'égalité, la non-conditionnalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'avantage mutuel.

La mise en œuvre d'une stratégie nationale de CSST suivant une telle approche contribuerait à encourager une approche plus efficace, plus cohérente et plus coordonnée de la CSST, à fournir des orientations et à sensibiliser tous les acteurs associés à la CSST. De même, l'identification des domaines des objectifs de développement national qui peuvent être réalisés grâce à la CSST permettra aux pays de prendre une décision éclairée sur le type de modalités et d'expertise requis grâce aux initiatives de CSST, tout en favorisant leur propre force et expérience dans les efforts de développement. En d'autres termes, l'élaboration d'une stratégie nationale de CSST permettra aux pays de déterminer l'offre de CSST nécessaire pour combler les lacunes de leurs stratégies nationales de développement. De même, cela aidera à clarifier leurs atouts nationaux qui pourraient être partagés avec d'autres partenaires au développement sur la base de l'avantage mutuel, de la non-conditionnalité et de la CSST axée sur la demande.

De surcroît, la création d'un organe national pour la CSST pourrait jouer un double rôle dans la mise en œuvre des stratégies et des projets de CSST. Un organe national pourrait coordonner avec d'autres partenaires de développement et des institutions publiques au niveau national pour constituer un portefeuille national d'opportunités de CSST qui pourrait être offertes à d'autres pays partenaires, ce qui contribuera à promouvoir la dissémination des initiatives de CSST du pays. D'autre part, grâce à cette coordination, un organe national

pourrait identifier et contacter les organes nationaux des pays partenaires qui offrent des possibilités de CSST, ce qui pourrait faciliter la réalisation des buts et objectifs nationaux de développement par le biais de la CSST. Par conséquent, la création d'un organe national pourrait accroître l'efficacité de l'offre et de la demande d'initiatives de CSST en facilitant la communication et la coordination entre tous les partenaires du projet.

Lors de la formulation d'initiatives et de politiques de CSST sur la base des domaines prioritaires identifiés, les pays devraient également envisager les piliers susceptibles de créer des partenariats solides pour promouvoir des activités spécifiques ayant des effets multiplicateurs et catalyseurs pour tous les acteurs engagés dans ces initiatives. Cet objectif pourrait être atteint par la mise en place de mécanismes de partage d'informations entre tous les acteurs associés. Cela aura non seulement des retombées sur le renforcement d'une stratégie cohérente entre les systèmes de gouvernance nationaux et locaux, mais pourrait aussi favoriser l'émergence de nouvelles passerelles aux niveaux national, régional et multilatéral, notamment le développement de mécanismes innovants pour la mobilisation des ressources et l'intégration de la CSST.

Les pays en développement pourraient envisager les actions suivantes pour intégrer la CSST dans leurs écosystèmes nationaux :

- concevoir ou améliorer les référentiels des meilleures pratiques et des enseignements en matière de CSST, afin de compiler et de partager le savoir-faire entre pays en développement ;
- élaborer des stratégies de communication pour promouvoir les efforts et les impacts de la CSST afin de susciter une meilleure compréhension de la CSST et de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- établir ou renforcer les plateformes de partage des connaissances en matière de CSST, notamment en tissant des partenariats avec des groupes de réflexion Sud-Sud, des institutions universitaires et des organisations régionales et multilatérales ;
- procéder éventuellement à une cartographie au niveau national afin d'identifier les centres de ressources qualifiés ainsi que les experts qui pourraient être contactés par le biais de sources et de plateformes d'information facilement accessibles ;
- élargir la participation de tous les acteurs associés à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des initiatives de CSST ; et
- identifier et allouer des fonds consacrés et/ou des contributions en nature pour stimuler les initiatives de CSST, notamment en promouvant une mobilisation innovante des ressources.

ANNEXE 1 : EXEMPLES PAYS ET FONDS SUD-SUD



Argentine	29
Azerbaïdjan	29
Brésil	30
Chine	31
Cuba	33
Égypte	33
Inde	34
Indonésie	35
Maroc	37
Nigeria	38
Palestine	39
Tunisie	40
Turquie	42
Fonds IBSA	43
Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud	44



ARGENTINE

L'Argentine a élaboré des stratégies en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) dans le cadre de sa politique des affaires étrangères relative à l'intégration et au développement régionaux, qui reconnaît les principes d'horizontalité et de non-ingérence. L'Argentine a également adopté les Directives 2013-2015 en matière de coopération Sud-Sud (CSS), qui prévoient davantage d'échanges avec l'Afrique, l'Asie et la région des Caraïbes en vue d'élaborer des programmes de coopération bilatérale et d'accroître le nombre de missions et d'équipes pluridisciplinaires d'experts pour la création de partenariats et projets de développement spécifiques. Cette stratégie s'est appuyée sur l'expérience du Fonds argentin pour la CSST, chargé de développer et mettre en œuvre les projets en matière de CSST.

Les Directives prônent diverses approches en vue d'élaborer une stratégie fondée sur la situation et les besoins particuliers de chaque région. Cela permet de mieux identifier les difficultés et opportunités que pourraient rencontrer les pays partenaires à chaque étape du projet. La stratégie nationale de CSS s'accompagne d'une stratégie de communication visant à élargir l'accès aux informations sur les différents projets menés par l'Argentine dans ce domaine. Le document intitulé « *Argentina Cooperates* » met en lumière l'expertise de l'Argentine dans diverses branches de la CSS et décrit les procédures que les partenaires intéressés pourraient suivre afin de mettre en œuvre un projet donné.¹ D'après le pays, cette procédure a permis d'accroître la participation de l'Argentine aux projets de CSS en Asie de 250 %.²

¹ Santiago Dematine et Julieta Rodríguez, « Argentina Cooperates: National Public Administration Capacities to Know and Share ». Consultable sur <http://cooperacionarg.gob.ar/userfiles/catalogo-eng.pdf>.

² Direction nationale de la coopération internationale.



AZERBAÏDJAN

En 2011, l'Azerbaïdjan a créé l'Agence azerbaïdjanaise pour le développement international (AIDA) au sein du ministère des Affaires étrangères. L'AIDA a pour mission de coordonner les initiatives nationales d'aide à la communauté internationale en vue de bâtir un monde durable, prospère et meilleur pour tous.³ L'AIDA est chargée d'apporter à la fois une aide humanitaire et une aide au développement dans différentes régions du monde, tant de manière bilatérale que multilatérale, notamment dans le cadre de la CSS et de la CT. Par le biais de divers projets et programmes, l'AIDA partage les capacités et l'expérience de l'Azerbaïdjan dans de multiples domaines économiques et sociaux avec les pays en développement, notamment dans le cadre de ses programmes d'aide humanitaire et au développement.

De même, l'Azerbaïdjan reconnaît la coopération internationale comme un aspect fondamental de sa politique étrangère. Le plan intitulé « *Azerbaijan 2020: A Look into the Future* », adopté en 2012, présente le principal concept de développement du pays en faveur d'une diversification et d'un développement économiques étayés par une intégration accrue et une coopération plus étroite à l'échelle régionale et internationale.⁴ Dans ce plan, l'Azerbaïdjan envisage une coopération politique et économique plus étroite avec « les pays d'Asie du Sud, d'Amérique latine et d'Afrique, où l'Agence azerbaïdjanaise pour le développement international du ministère des Affaires étrangères entreprend déjà des projets humanitaires »,⁵ comme l'un des piliers de son concept de développement, qui lui permet de gagner en influence sur la scène internationale pour répondre à des enjeux mondiaux.⁶

³ Agence azerbaïdjanaise pour le développement international, « Mission Statement ». Consultable sur <http://aida.mfa.gov.az/en/static/2/>.

⁴ Gouvernement de l'Azerbaïdjan, « Azerbaijan 2020: A Look into the Future », p. 7. Consultable sur https://president.az/files/future_en.pdf.

⁵ Ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, « Azerbaijan 2020: Turning Strength into Sustainability », Foreign Affairs (janvier-février 2015). Consultable sur <http://www.mfa.gov.az/files/file/foreignaffairs.pdf>.

⁶ Ibid.



ENTRE 2005 ET 2019, L'AZERBAÏDJAN
A APPORTÉ UNE AIDE HUMANITAIRE ET
INTERNATIONALE À

90 PAYS
DANS LE MONDE



BRÉSIL

Entre 2005 et 2019, l'Azerbaïdjan a apporté une aide humanitaire et internationale à 90 pays dans le monde pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles et d'origine humaine et agir en faveur de la reconstruction et du redressement économique après catastrophe. La coopération internationale a principalement porté sur l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté, le développement des sciences, de la culture et de la santé, l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques, l'octroi de bourses d'études, ainsi que le financement de divers projets humanitaires et de développement.⁷

Par ailleurs, l'Azerbaïdjan a lancé le processus de Bakou en 2008, en commençant par la Déclaration de Bakou qui reconnaît la nécessité de « promouvoir un processus durable de dialogue interculturel, essentiel à la coopération internationale, dans le but de défendre les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit ».⁸ Le processus de Bakou comprend un Forum mondial sur le dialogue interculturel et le Forum humanitaire de Bakou, organisé tous les deux ans dans la capitale azerbaïdjanaise. Ces deux événements rassemblent des parties prenantes aux niveaux local, national, régional et international ainsi que d'anciens chefs d'État, des lauréats du prix Nobel et d'autres grandes personnalités publiques pour échanger sur les problèmes liés au développement et à la paix durables dans le monde, mais aussi créer un réseau visant à renforcer la coopération et les partenariats.

Le Brésil constitue un bon exemple de développement de bases d'information étant donné son expérience dans le cadre du Système national d'accompagnement des projets, qui permet de suivre l'avancée d'un projet d'après les résultats figurant dans sa matrice binaire.⁹ L'expérience brésilienne, quoique relativement avancée, se heurte encore à certaines difficultés et certains obstacles en raison de la fragmentation de ses activités, notamment du fait que les activités de CSST sont menées par différents acteurs, ce qui complique la collecte des données.¹⁰ Le système de l'Agence brésilienne de coopération (ABC) est salué pour son site Internet facilement accessible, qui contient des informations sur l'ensemble de ses projets, y compris sur la manière dont les ressources financières ou en nature sont dépensées. Toutefois, les informations ne sont pas systématiquement à jour ou disponibles.¹¹

L'expérience du Brésil est un exemple parfait de développement de ce type de méthodes, car elle tient compte de la complexité à cibler ces problèmes dans le cadre de stratégies plus vastes considérant les projets et activités de CSST comme un « échange horizontal de connaissances et d'expériences entre les pays en développement partenaires, source d'enrichissement mutuel et d'avantages réciproques ».¹² Ainsi, tout indicateur ou stratégie conçu à des fins de gestion de la performance doit intégrer cette horizontalité, en précisant que « chaque pays participant doit définir ses propres normes d'évaluation de sa performance et de ses résultats ».¹³

Le pays a élaboré une stratégie opérationnelle et de diffusion pour « la formulation, l'évaluation, la mise en œuvre et le suivi de la coopération technique Sud-Sud du Brésil ».¹⁴ Cet objectif est atteint grâce à la coordination conjointe des projets et initiatives via l'implication directe de l'ensemble

⁷ D'après les informations communiquées par l'AIDA.

⁸ « Le dialogue interculturel comme fondement de paix et de développement durable en Europe et dans les régions voisines », Déclaration de Bakou pour la promotion du dialogue interculturel, Conférence des Ministres responsables de la culture (Bakou, 2-3 décembre 2008).

⁹ ABC, « Módulo Técnico do SIGAP: RPE » (2017). Consultable sur http://www.abc.gov.br/sigap/downloads/Manual_RPE_v2.0.pdf.

¹⁰ André de Mello e Souza, Paulo Esteves, Manaira Assunção, Karin Adams, Melissa Pomeroy et Leonardo Paz, « Monitoring and Evaluation Mechanisms for South-South and Triangular Development Cooperation: Lessons from Brazil for the 2030 Agenda », Programme des Nations Unies pour le développement, 2016. Consultable sur [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/development-impact/SS%20Research%20Publications/11875%20-%20Monitoring%20and%20evaluation%20mechanisms%20for%20South%20-%202006_Web%20Version\(2\).pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/development-impact/SS%20Research%20Publications/11875%20-%20Monitoring%20and%20evaluation%20mechanisms%20for%20South%20-%202006_Web%20Version(2).pdf).

¹¹ PNUD Chine, « Communicating Development Cooperation to Domestic Audiences, Approaches and Implications for South-South Cooperation Providers » (2017), p. 20.

¹² ABC, « Manual of South-South Technical Cooperation Management », 1ère édition (2017), p. 62.

¹³ André de Mello e Souza et al., « Monitoring and Evaluation Mechanisms for South-South and Triangular Development Cooperation: Lessons from Brazil for the 2030 Agenda ».

¹⁴ ABC, « Manual of South-South Technical Cooperation Management », Avant-propos.

LE BRÉSIL A ÉLABORÉ UNE STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE ET DE DIFFUSION POUR « LA FORMULATION, L'ÉVALUATION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE SUD-SUD DU BRÉSIL. »



CHINE

des partenaires à la phase de planification des activités, puis au suivi et à l'évaluation des résultats.¹⁵ L'ABC définit le suivi comme « le processus permanent et systématique de collecte et d'analyse de données à l'appui de la mise en œuvre et de la gestion du projet ».¹⁶ La conception et l'instauration de processus de gestion de la performance permettent d'identifier les difficultés rencontrées à chaque étape du projet et de savoir si les risques ont été efficacement éliminés ou atténués par l'adoption rapide de mesures correctives. Elles favorisent également la mise en œuvre du projet en reconnaissant ses forces et ses accomplissements.

Les stratégies brésiliennes de gestion de la performance identifient les différentes dimensions du suivi dans leur aspect technique et opérationnel. L'aspect opérationnel (suivi des processus) se concentre sur l'exécution du projet en évaluant, examinant et rendant compte de la performance du projet en termes d'utilisation des ressources financières et de résultats atteints. L'aspect technique (suivi des effets) vise la collecte, l'analyse et la documentation systématiques et permanentes de données qualitatives et quantitatives sur la réalisation des objectifs et les résultats en lien avec l'évaluation des répercussions positives éventuelles de la mise en œuvre des projets.¹⁷

Outre les traditionnels rapports de suivi, examens de projets et missions, le Brésil a constitué un comité de pilotage des projets (CPP) comme l'un des principaux mécanismes de gestion et de coordination des partenariats en matière de CSS. Le CPP comprend généralement un interlocuteur pour chaque pays partenaire afin d'échanger sur la performance et les actions à mener en termes de coordination des projets, de mise en œuvre technique et d'exécution administrative et financière.¹⁸ Des études empiriques révèlent que la diffusion de guides et de manuels sur ces questions est fondamentale pour le Brésil ;¹⁹ par ailleurs, l'efficacité du « *Manual of South-South Technical Cooperation Management* » récemment publié reste à démontrer.

La Chine participe de longue date à la CSST, même si les débuts ont été timides en termes de volume. Son écosystème national de CSST a évolué, en particulier ces dernières années où le volume et les modalités de CSS ont connu un essor rapide, ainsi qu'avec le lancement de l'initiative « Nouvelle route de la soie » (*One Belt, One Road, OBOR*). La volonté politique du gouvernement chinois de développer la CSS en a été le principal moteur. La CSS et l'initiative OBOR figurent dans le dernier Plan quinquennal de la Chine.

En 2018, après des années de délibérations entre les décideurs politiques et les universitaires, l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA) a été créée en vue « d'élaborer des directives, plans et politiques stratégiques pour l'aide extérieure, de coordonner et d'offrir des conseils sur des problèmes majeurs d'aide internationale, de faire progresser les réformes du pays en matière d'aide étrangère, d'identifier des programmes fondamentaux et de surveiller et évaluer leur mise en œuvre ».²⁰ La CIDCA dépend directement du Conseil des affaires d'État.

Les principales responsabilités liées à la mise en œuvre de projets d'aide étrangère sont toujours l'apanage des organismes traditionnels. À titre d'exemple, le ministère du Commerce continue de superviser l'attribution et l'utilisation des subventions publiques, tandis que le ministère de l'Agriculture continue de mener des projets de CSS en lien avec le secteur agricole. Cependant, les fonctions de coordination et de planification stratégique, qui incombait auparavant au ministère des Affaires étrangères et au ministère du Commerce, sont désormais dévolues à la CIDCA. Par le passé, le Département de l'aide au développement du ministère du Commerce était l'administrateur principal de l'aide étrangère chinoise.

De nombreux organismes et agences chinois participent à la CSS, dont plusieurs ministères, de grandes banques (notamment la China Export-Import Bank, la *China Development Bank* et l'*Agricultural Bank of China*), des universités et des entreprises publiques.

¹⁵ Ibid., p. 16.

¹⁶ Ibid., p. 111.

¹⁷ Ibid., p. 114.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ André de Mello e Souza et al., "Monitoring and Evaluation Mechanisms for South-South and Triangular Development Cooperation: Lessons from Brazil for the 2030 Agenda."

²⁰ Agence chinoise de coopération internationale pour le développement, « À propos ». Consultable sur http://fr.cidca.gov.cn/2019-08/06/c_263960.htm.



EN DÉCEMBRE 2015, LE PRÉSIDENT CHINOIS XI JINPING A ANNONCÉ L'AFFECTATION DE **5 MILLIARDS USD** SUPPLÉMENTAIRES AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT SINO-AFRICAIN, QUI DISPOSE DÉSORMAIS D'UN CAPITAL TOTAL DE

10 MILLIARDS USD

La Chine dispose également d'importantes plateformes favorisant l'adoption de politiques et la mise en œuvre d'initiatives en matière de CSS. À titre d'exemple, le Forum sur la coopération sino-africaine, le Forum Chine-ASEAN pour le développement social et la réduction de la pauvreté, ou encore le Forum Chine-CELAC revêtent une importance majeure. L'organisation de sommets ou de conférences dans le cadre de ces forums donne généralement lieu à des programmes spéciaux, des projets et des promesses de financement. C'est notamment le cas du Fonds de développement sino-africain (CAD Fund), inauguré en 2007 lors du Sommet de Pékin du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA). À l'occasion du Sommet de Johannesburg du FCSA en décembre 2015, le président chinois Xi Jinping a annoncé l'affectation de 5 milliards USD supplémentaires au Fonds de développement sino-africain, qui dispose désormais d'un capital total de 10 milliards USD. Ces dernières années, la création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et de la Nouvelle banque de développement a consolidé la structure institutionnelle de la CSST en Chine.

En 2015, le président Xi Jinping a annoncé que la Chine allait constituer un Fonds de coopération Sud-Sud pour le climat de 3,1 milliards USD en vue d'aider les pays en développement à faire face au changement climatique et à en atténuer les effets. Par ailleurs, il s'est engagé à créer un Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud de 2 milliards USD afin d'aider les pays en développement à mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030 et à atteindre les ODD. Les responsabilités institutionnelles liées à la supervision de ces fonds incombent majoritairement à la CIDCA. En vue de simplifier ce processus complexe, le *China International Center for Economic and Technical Exchanges*, qui dépend directement du ministère du Commerce, a été chargé de recevoir et d'examiner les propositions de projet au titre du Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud, de signer les contrats d'exécution, ainsi que de gérer et mettre en œuvre les projets de ce fonds. En 2016, la Chine a créé l'Institut de Coopération Sud-Sud et du Développement pour former des étudiants en provenance de pays en développement et favoriser le partage d'expérience en matière de développement entre ces pays, comme cela était prévu via le Fonds d'assistance pour la coopération Sud-Sud. Au vu du grand nombre d'organismes participant à la CSS, la CIDCA dispose d'un énorme portefeuille pour orienter et coordonner les activités de CSS émanant de la Chine.

Les activités de CSS de la Chine prennent diverses formes, qu'il s'agisse de projets complets, de marchandises et de matériaux (qui constituent le plus gros de l'aide étrangère chinoise), d'une coopération technique, d'une coopération en matière de développement des ressources humaines ou encore d'une aide financière. Le renforcement des capacités et les échanges culturels sont également des aspects importants de la CSS. En règle générale, les axes prioritaires de la CSS chinoise portent sur les ODD, la connectivité, la réduction des risques de catastrophe, l'agriculture durable / la sécurité alimentaire, le commerce, les TIC et le renforcement des capacités.

Les dernières données disponibles datent de 2012. D'après le Livre blanc sur l'aide étrangère publié par la Chine,²¹ le pays a accordé des subventions représentant 36,2 % du volume total de l'aide. Les prêts sans intérêt représentaient 8,1 % du volume de l'aide étrangère et les prêts concessionnels 55,7 % sur la même période. La CSS émanant de la Chine comprend également l'annulation de dettes pour les pays africains et une aide humanitaire. En 2012, l'aide humanitaire représentait à elle seule 1,2 milliard RMB de matériel d'urgence, tandis que l'aide en numéraire s'élevait à 300 millions RMB. Le budget de la CSS est géré par le ministère des Finances. Les prêts concessionnels sont souscrits par la China Export-Import Bank sur le marché. Les initiatives de CSS de la Chine se concentrent principalement sur les continents africain et asiatique.

En novembre 2018, la CIDCA a publié les Mesures de gestion de l'aide étrangère en vue de susciter des commentaires avant leur adoption officielle.²² Ce document contient des politiques détaillées, des critères de gestion financière, des mesures de mise en œuvre et de suivi de projets d'aide étrangère, des mesures d'évaluation de ces projets (dont la collecte de données), ainsi que des obligations légales et des sanctions en cas de non-respect avéré des règles et procédures par les entités et le personnel impliqués dans des projets d'aide étrangère. Cela indique que la structure institutionnelle de la CSS en Chine a atteint la phase de consolidation des instruments législatifs et réglementaires pour la coordination et la gestion de la CSS.

²¹ Conseil des affaires d'État de la Chine, « White Paper on China's Foreign Aid » (2014). Consultable sur http://english.gov.cn/archive/white_paper/2014/08/23/content_281474982986592.htm.

²² Foreign Aid Management Measures (Draft for Comment). Consultable sur http://www.cidca.gov.cn/2018-11/13/c_129992970.htm.



CUBA

Cuba participe activement à des initiatives de CSS bilatérale avec d'autres régions en développement, en particulier dans le domaine de la santé, avec des projets de formation à la santé, de fourniture de services sanitaires, ou encore d'élaboration et de mise en œuvre de politiques de santé publique. L'éducation ainsi que la capacité d'intervention et de gestion de diverses catastrophes naturelles s'inscrivent également dans le cadre des activités de CSS menées par Cuba.

Le pays dote ses initiatives de CSS d'apports en nature, lesquelles ciblent en particulier les domaines de la santé, de l'éducation et du sport.²³ Les médecins et professionnels de santé cubains sont en première ligne de l'aide d'urgence apportée à de nombreux pays en développement touchés par des catastrophes naturelles. Les initiatives de CSS du pays dans le domaine de la santé s'appuient sur un Programme de santé intégré (Programa Integral de Salud) pour l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique. Ce programme de coopération est fourni gratuitement au pays bénéficiaire et est axé sur les services sanitaires de première ligne. En fonction des besoins locaux, le développement d'un système de santé intégré primaire peut être complété par une aide technique visant à améliorer la performance des services hospitaliers locaux via des programmes de formation pour le personnel ou des programmes sur les médicaments essentiels. Ce travail est consolidé avec celui de spécialistes et d'universitaires, selon les besoins.²⁴

Cuba fait appel à une multitude d'acteurs connectés dans le cadre de ses programmes d'aide sanitaire. Tout d'abord, le pays conclut généralement un accord bilatéral avec des partenaires prévoyant « le nombre de médecins cubains à déployer et de bourses d'études en médecine à accorder ». Les médecins cubains travaillent généralement dans le cadre de contrats de deux ans ; le pays d'accueil prend le plus souvent en charge l'hébergement, les repas, l'espace de travail ainsi qu'une indemnité mensuelle, tandis que le gouvernement cubain maintient leur salaire habituel. Grâce à ce modèle, des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont grandement bénéficié de la collaboration cubaine au fil des décennies.



ÉGYPTE

L'Agence égyptienne de partenariat pour le développement (AEPD) a été créée en 2014 en fusionnant l'ancien cadre institutionnel égyptien de CSS, qui comptait deux fonds pour la coopération technique distincts, instaurés de longue date.²⁵ L'un avec l'Afrique et l'autre avec la Communauté des États indépendants. L'AEPD est rattachée au ministère des Affaires étrangères. Elle est dirigée par un conseil présidé par le ministre des Affaires étrangères et dont le ministre adjoint des Affaires étrangères pour les affaires africaines ainsi que d'autres ministres adjoints font partie. L'AEPD est administrée par un secrétaire général nommé par le ministre des Affaires étrangères.

Les activités de l'AEPD visent principalement à :

- fournir des programmes de renforcement des capacités dans divers domaines pour les dirigeants des pays en développement, essentiellement africains, en partenariat avec les centres égyptiens d'excellence. Plus de 8 000 participants originaires de 42 pays ont bénéficié de plus de 300 programmes de formation sur des thèmes comme la gestion de l'eau, la nanotechnologie, la santé maternelle, ou encore la lutte antiterroriste ;
- favoriser la transmission de connaissances et le partage d'expérience avec les pays en développement via le détachement d'experts. 65 experts égyptiens ont transmis leurs connaissances à 21 pays, essentiellement africains ;
- répondre aux besoins des pays en développement dans les situations d'urgence via une aide d'urgence et humanitaire. L'AEPD œuvre à la fourniture de matériel médical, de médicaments, de services de santé et d'une aide logistique aux pays qui le nécessitent.

²³ UNOSSC et Naciones Unidas en Cuba, « South-South in Action, From Cuba to the World » (2018). Consultable sur <https://www.unsouthsouth.org/2018/05/10/south-south-in-action-from-cuba-to-the-world-launched-by-unossc-and-the-un-system/>.

²⁴ Pol De Vos, Wim De Ceukelaire, Mariano Bonet et Patrick Van der Stuyft, « Cuba's International Cooperation in Health: An Overview », DOI : 10.2190/HS.37.4.k.

²⁵ L'ancien cadre institutionnel égyptien comprenait le Fonds pour la coopération technique avec l'Afrique et le Fonds pour la coopération technique avec la Communauté des États indépendants et les pays islamiques.



INDE

DEPUIS SA CRÉATION, L'AEPD A DISPENSÉ PLUS DE

230

SESSIONS DE FORMATION À PLUS DE

6,800

DIRIGEANTS AFRICAINS

L'agence coordonne également les activités de l'Initiative égyptienne pour le développement dans les pays du bassin du Nil, lancée en 2010 par le gouvernement égyptien dans le but de stimuler le développement dans ces pays via la mise en œuvre de projets dans divers domaines. Depuis sa création, l'AEPD a dispensé plus de 230 sessions de formation à plus de 6 800 dirigeants africains et mis en œuvre des projets de développement dans divers domaines, tels que la production d'électricité et la construction de centrales photovoltaïques, la gestion des ressources hydriques (récupération des eaux de pluie, dragage des puits), la santé (création de cliniques spécialisées entièrement équipées) et bien d'autres.²⁶

En Inde, les domaines concernés par les partenariats de développement dépendent des priorités du pays partenaire, qui portent généralement sur les infrastructures, la connectivité, l'électricité, la santé, l'agriculture, les technologies de l'information et le renforcement des capacités.

Les initiatives de CSS de l'Inde comprennent, entre autres, des subventions, des lignes de crédit, une expertise technique, le secours en cas de catastrophe, une aide humanitaire, des bourses d'études, ainsi que divers programmes de développement des capacités, y compris des formations à court terme.²⁷ À titre d'exemple, en 2017-2018, 10 918 civils ont eu la possibilité de se former dans 161 pays partenaires dans le cadre du Programme indien de coopération technique et économique (ITEC). Ces initiatives en matière de renforcement des capacités intègrent également des formations dans divers domaines, spécialement conçues selon les souhaits des pays partenaires.²⁸

La figure de proue des activités de CSS de l'Inde est le programme ITEC. Ce programme d'aide a été créé le 15 septembre 1964 par le gouvernement indien, qui le finance en intégralité. Il a connu un essor considérable au fil des ans, et affiche aujourd'hui plus de 161 pays participants. L'on estime que le programme ITEC compte plus de 40 000 anciens apprenants.²⁹ Le *Special Commonwealth Assistance for Africa Programme* est un programme frère du programme ITEC, qui s'adresse en particulier aux pays du Commonwealth en Afrique.

L'Administration chargée du partenariat pour le développement (DPA) a été créée en janvier 2012 au sein du ministère indien des Affaires étrangères. Elle a pour objectif de veiller à la mise en œuvre rapide et efficace du programme d'aide économique extérieure de l'Inde, en coordination étroite avec d'autres ministères et départements. La DPA est placée sous la direction du Secrétaire des relations économiques du ministère des Affaires étrangères et rend régulièrement compte de ses activités au Comité des secrétaires de ce même ministère, présidé par le ministre des Affaires étrangères.³⁰

²⁶ Ambassade d'Égypte aux États-Unis, « Egypt: Gateway to Africa ». Consultable sur http://www.egyptembassy.net/media/Egypt-in-Africa_9.20.2018.pdf.

²⁷ Ministère des Affaires étrangères, « Government of India, Annual Report 2017-2018 », p. XVIII.

²⁸ Ibid.

²⁹ Subhash Agrawal, « Emerging Donors in International Development Assistance: The India Case » (décembre 2007). Consultable sur <https://www.idrc.ca/sites/default/files/sp/Documents%20EN/Case-of-India.pdf>.

³⁰ Gouvernement indien, site Internet du ministère des Affaires étrangères. Consultable sur <https://www.mea.gov.in/lok-sabha.htm?dtl/20591/q4440+interministerial+coordination>.

DANS LE CADRE DU PARTENARIAT DE DÉVELOPPEMENT INDIEN, L'AIDE AUX PAYS PARTENAIRES DANS DIVERS SECTEURS EST APPORTÉE EN NATURE, ET NON EN NUMÉRAIRE, VIA UN PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES



INDONÉSIE

La DPA compte trois divisions (DPA-I, DPA-II et DPA-III), dont les fonctions sont dirigées par des secrétaires adjoints. La DPA-I gère les lignes de crédit, les projets de subvention en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest et au Bangladesh, ainsi que le projet immobilier au Sri Lanka. La DPA-II gère les places de formation allouées aux pays partenaires dans le cadre du Programme indien de coopération technique et économique, du *Special Commonwealth Assistance for Africa Programme* et du Projet de coopération technique du plan de Colombo. Elle s'occupe également des projets de subvention en Asie centrale, de l'Ouest et du Sud-Est et en Amérique latine, ainsi que de l'aide humanitaire et du secours en cas de catastrophe. La DPA-III gère la mise en œuvre des projets de subvention en Afghanistan, aux Maldives, en Birmanie, au Népal et au Sri Lanka.

La mission de la DPA consiste à gérer efficacement les projets indiens d'aide lors des phases de conception, de lancement, d'exécution et d'achèvement, en étroite coopération avec les pays partenaires. Elle est ainsi chargée de rationaliser la mise en œuvre des projets indiens de partenariat avec les pays en développement. D'après les propos d'un observateur, « la DPA traduit la volonté de rassembler tous les aspects de la mise en œuvre des projets, de la conception à l'évaluation de l'impact, en passant par la formulation et le suivi de l'exécution ».³¹ Pour ce faire, la DPA a commencé à développer des compétences internes spécialisées dans les domaines technique, juridique et financier en vue d'accélérer chacune des étapes de la mise en œuvre des projets.

Dans le cadre du partenariat de développement indien, l'aide aux pays partenaires dans divers secteurs est apportée en nature, et non en numéraire, via un processus d'appel d'offres.³² L'aide financière nécessaire pour les projets sollicités par les pays partenaires est accordée selon les conditions énoncées dans le dossier d'appel d'offres, encadré par les General Financial Rules du gouvernement indien.³³

Le fondement juridique de la coopération internationale pour le développement se trouve dans la Constitution indonésienne de 1945, qui intègre l'objectif « de contribuer à l'établissement d'un ordre mondial fondé sur la liberté, la paix perpétuelle et la justice sociale ».³⁴

Parmi les autres exemples d'instruments législatifs et réglementaires illustrant la volonté politique de l'Indonésie, citons la Décision du présidium du cabinet relative à la coordination de la coopération technique internationale³⁵, la loi relative au Plan national de développement à long terme 2005-2025³⁶, l'Engagement de Jakarta sur l'efficacité de l'aide au développement (2009) et le Règlement du ministre de la Planification du développement national (Bappenas) relatif à la constitution de l'équipe de coordination nationale (ECN) 2010, actuellement régie par le Règlement du ministre des Affaires étrangères relatif à la constitution de l'ECN 2019.³⁷ D'après les réponses à l'enquête fournies par l'Indonésie, la CSS est également mentionnée dans l'Agenda des 9 priorités du président, plus connu sous le nom de « *Nawa Cita* », comme l'une des priorités du gouvernement. L'Indonésie intègre par ailleurs la CSS dans son Plan national de développement à moyen terme 2015-2019, qui déclare que l'Indonésie doit utiliser la CSS comme levier pour accroître la coopération en matière de développement.

L'ECN est une équipe interministérielle/interservices qui regroupe plusieurs ministères. Le cadre institutionnel de l'ECN comprend trois niveaux d'autorité, à savoir une équipe de pilotage, une équipe d'exécution et des groupes de travail assistés d'un secrétariat.³⁸ Le tableau ci-dessous illustre la structure institutionnelle de l'ECN, sa composition et son organisation verticale. L'ECN a été dirigée par le ministère de la Planification du développement national de 2010 à 2016. Depuis 2017, elle est placée sous la direction du ministère des Affaires étrangères.

D'après le Règlement actuel du ministre des Affaires étrangères relatif à l'ECN 2019 pour la coopération Sud-Sud :

³¹ Elizabeth Roche, « India Goes from Aid Beneficiary to Donor », Livemint, 1er juillet 2012. Consultable sur <https://www.livemint.com/Politics/BToxm8wd1Txe45wSBkqGO/India-goes-from-aid-beneficiary-to-donor.html>.

³² Gouvernement indien, site Internet du ministère des Affaires étrangères. Consultable sur <https://www.mea.gov.in/lok-sabha.htm?dtl/26760/question+no1774+assistance+to+countries>.

³³ Ibid.



L'ECN EST UNE ÉQUIPE INTERMINISTÉRIELLE/ INTERSERVICES QUI REGROUPE PLUSIEURS MINISTÈRES. **LE CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ECN COMPREND TROIS NIVEAUX D'AUTORITÉ**, À SAVOIR UNE ÉQUIPE DE PILOTAGE, UNE ÉQUIPE D'EXÉCUTION ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSISTÉS D'UN SECRÉTARIAT

TABLEAU 1 : STRUCTURE INSTITUTIONNELLE DE L'ECN

COMITÉ DE PILOTAGE		
PRÉSIDENT :	Ministre des Affaires étrangères	
VICE-PRÉSIDENTS :	Ministre adjoint des Affaires étrangères et ministre adjoint des Finances	
MEMBRES :	Directeur général de la coopération multilatérale du ministère des Affaires étrangères, ministre adjoint des Affaires politiques, du Droit, de la Défense et de la Sécurité du ministère de la Planification du développement national (Bappenas), secrétaire du ministère du Secrétariat d'État et président du Conseil de la politique fiscale du ministère des Finances	
ÉQUIPE D'EXÉCUTION		
RESPONSABLE :	Directeur de la coopération technique du ministère des Affaires étrangères	
RESPONSABLE ADJOINT :	Directeur de la culture sociale et de l'organisation internationale des pays en développement, et Directeur de la planification et de l'organisation du ministère des Affaires étrangères	
GRUPE DE TRAVAIL 1 Cadre institutionnel	GRUPE DE TRAVAIL 2 Programme et financement	GRUPE DE TRAVAIL 3 Fonds, publications et gestion des connaissances
Coprésidents : Directeur de la coopération technique du ministère des Affaires étrangères et Directeur de la politique étrangère et de la coopération internationale pour le développement du ministère de la Planification du développement national (Bappenas)	Coprésidents : Directeur du centre de politique bilatérale et régionale du ministère des Finances et Directeur du financement étranger multilatéral du ministère de la Planification du développement national (Bappenas)	Coprésidents : Directeur du centre de recherche et de développement pour la politique multilatérale du ministère des Affaires étrangères et Directeur du Bureau de la coopération technique étrangère du ministère du Secrétariat d'État
ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT		

Depuis sa création, l'ECN a été chargée de concevoir des systèmes et des procédures opérationnelles permanentes concernant l'élaboration des programmes, la gestion des demandes émanant des partenaires du Sud et l'identification des pays prioritaires et des principaux secteurs dans lesquels intervenir avec les partenaires du Sud.³⁹ Les initiatives indonésiennes de CSST fournissent un appui sous la forme de projets d'aide, de matériel, de programmes de stage, de séminaires, d'ateliers, de visites d'étude, de formations et du détachement d'experts dans les pays en développement.

Source: South Centre, d'après les informations communiquées par la Direction indonésienne de la politique étrangère et de la coopération internationale pour le développement

³⁴ Préambule de la Constitution de 1945 de la République d'Indonésie (traduction non officielle). Consultable sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---ilo_aids/documents/legaldocument/wcms_174556.pdf.

³⁵ Décision du présidium du cabinet n° 81/U/KEP/4/1967 relative à la coordination de la coopération technique internationale.

³⁶ Loi n° 17/2007 relative au Plan national de développement à long terme 2005-2025.

³⁷ Ministère de la Planification du développement national (Bappenas) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « South-South and Triangular Cooperation Stocktaking and Strategic Review » (mai 2014), p. 16-17. Consultable sur <http://www.id.undp.org/content/dam/indonesia/2015/doc/publication/2014%2005%2030%20Strategic-Stock-Take-and-Review-of-Indonesias-SSTC.pdf>.

³⁸ PNUD Indonésie, « Brief on South-South and Triangular Cooperation in Indonesia ». Consultable sur <http://www.id.undp.org/content/dam/indonesia/2015/brief/SSC-briefUNDPformat.pdf>.

³⁹ Ibid.



LE MAROC A FORMÉ PLUS DE **11 000 ÉTUDIANTS** AU COURS DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2016 2017. SUR LES 15 DERNIÈRES ANNÉES, LE MAROC A ACCORDÉ DES BOURSES D'ÉTUDES À PLUS DE

25,000
ÉTUDIANTS AFRICAINS

MAROC

L'expérience et les initiatives du Maroc en matière de développement d'un écosystème propice à la CSS sont un bon exemple de volonté politique en faveur de la CSST. À titre d'exemple, l'appel lancé par le roi Mohammed V lors de la Conférence de Casablanca en 1960 a donné l'impulsion politique nécessaire à la création de l'Organisation de l'Unité africaine, prédécesseur de l'Union africaine actuelle.⁴⁰ Outre la tenue de cette conférence, le Maroc s'est positionné comme chef de file de la future intégration africaine. Cet élan a justifié l'inclusion de la CSS dans les stratégies marocaines des affaires étrangères, notamment s'agissant de l'intégration africaine, qui a ensuite donné lieu à la création de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) en 1986.⁴¹ Pour le Maroc, la CSS est un « levier d'émergence durable de l'Afrique ».⁴²

Par la suite, la CSS s'est vu accorder une place privilégiée dans la politique étrangère du Maroc, notamment via l'institutionnalisation d'un réseau national d'acteurs de la CSS et de la CT issus de l'ensemble des pays partenaires. Cet engagement politique se traduit également par le volume des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays africains, qui a quadruplé au cours de la dernière décennie, ainsi que par les nouvelles fonctions dirigeantes dévolues au pays en tant qu'organisateur de la Conférence intergouvernementale pour adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui s'est tenue en décembre 2018, et son élection en tant que membre du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.⁴³

L'écosystème national marocain présente deux caractéristiques bien distinctes. D'une part, il est mu par une volonté politique forte, et d'autre part, il est décentralisé de manière cohérente et efficace. L'AMCI a été créée dans le but de promouvoir la CSS, et plus précisément les flux sortants dans ce domaine. L'engagement du pays en faveur de la CSS a été confirmé par Sa Majesté le roi Mohammed VI, qui a clairement identifié la CSS comme pilier majeur de la politique étrangère du Maroc. Il a notamment promis une solidarité active avec l'Afrique subsaharienne.⁴⁴ En 2011, le préambule de la Constitution marocaine a érigé le renforcement de la CSS au rang d'objectif prioritaire.

L'AMCI est gouvernée par un directeur général et travaille en étroite collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Elle tire pleinement parti de la portée mondiale du ministère des Affaires étrangères et est donc bien placée pour apporter

une aide rapide et précieuse à, et former des partenariats solides avec, divers organismes gouvernementaux, financiers, éducatifs et privés marocains dans le cadre des activités de CSST. L'AMCI dispose également d'un vaste réseau de partenaires à l'échelle internationale, régionale et bilatérale. Cela accroît sa capacité à jouer un rôle crucial dans la promotion de la CSST via la mise en relation, la coordination et la facilitation avec les organismes dotés d'une expertise dans différents domaines dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Les projets sont axés sur la demande. Bien que l'expertise et les capacités techniques spécialisées restent l'apanage des ministères et d'autres organismes gouvernementaux, l'AMCI est perçue comme un partenaire fiable pour la mise en œuvre de projets d'aide technique, notamment grâce à son expertise en matière de coordination des demandes de projet, de mobilisation de ressources financières, d'obtention des visas et de gestion des aspects liés aux affaires étrangères.

La CSS a été généralisée au Maroc, à tel point que chaque ministère dispose d'une composante en la matière. Le secteur privé, les universités, les ONG et les établissements financiers sont sensibilisés à la CSS et la plupart y participent activement.

Le Maroc vise à accroître la coopération entre les personnes via l'élargissement et le renforcement de la coopération culturelle, scientifique, économique et technique entre le royaume du Maroc et les pays avec lesquels il entretient des relations fraternelles et de coopération. L'AMCI a identifié le savoir-faire et l'expertise du pays dans divers domaines en vue d'apporter une aide aux pays en développement, essentiellement africains : l'enseignement supérieur et la formation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le traitement de l'eau, la pêche et la santé.

Les programmes universitaires et de bourses d'études, principalement à destination des étudiants africains, ont été instaurés dans les années 1960 et n'ont cessé de se développer depuis. Le Maroc a formé plus de 11 000 étudiants au cours de l'année universitaire 2016 2017. Sur les 15 dernières années, le Maroc a accordé des bourses d'études à plus de 25 000 étudiants africains.⁴⁵ Le renforcement des capacités et le partage d'expérience en matière de développement sont également des aspects importants de la CSS. Chaque année, le Maroc dispense de nombreuses formations et détache des experts dans les pays du Sud pour favoriser l'échange d'expériences.

LES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET
LES PAYS AFRICAINS ONT QUADRUPLE AU COURS DE
LA DERNIERE DECENNIE ET REPRESENTAIENT

35 MILLIARDS MAD
EN 2016



NIGERIA

Les projets de coopération technique se concentrent principalement dans les domaines où le Maroc a développé une expertise, tels que l'analyse des sols, les engrais et l'amélioration de la qualité de l'eau potable.

La CSS prend également la forme d'investissements étrangers directs dans les pays en développement et de la promotion du commerce international. La majorité des investissements étrangers directs marocains sont à destination de pays africains. Le Maroc est le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième sur le continent. Les échanges commerciaux entre le Maroc et les pays africains ont quadruplé au cours de la dernière décennie et représentaient 35 milliards MAD en 2016.⁴⁶ Par ailleurs, le Maroc a effacé la dette des pays les moins avancés (PMA) d'Afrique en 2016 et leur a accordé un accès en franchise de droits et de contingents pour la plupart des exportations.

Les activités de CSS du Maroc présentent un certain ancrage géographique. Le pays étant situé en Afrique, il a toujours entretenu une relation étroite avec ses homologues continentaux, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne. Au fur et à mesure qu'il gagne en expérience dans la CSS, le Maroc étend ses activités à d'autres régions, dont les Caraïbes, l'Amérique latine et l'Asie. L'AMCI coordonne également l'aide humanitaire aux quatre coins du monde. À titre d'exemple, en 2018, le Maroc a apporté une aide au Paraguay en matière de lutte contre la mortalité infantile.⁴⁷

Le ministère des Finances et le ministère des Affaires étrangères sont chargés de la mise en relation et de la coordination liées aux flux entrants de CSS, tandis que l'AMCI coordonne les flux sortants de CSS et les flux entrants de coopération triangulaire. Les ministères menant des projets de CSS en évaluent la performance.

Le Nigeria dispose d'un système unique de mise en œuvre des activités de CSS, qui permet à des professionnels nigériens formés d'intervenir bénévolement dans d'autres pays en développement, notamment en Afrique, dans les Caraïbes et dans la région Pacifique. Baptisé « *Technical Aid Corps* » (TAC), ce système est piloté par la Direction du *Technical Aid Corps*, un organisme parapublic qui dépend du ministère des Affaires étrangères, d'après les réponses à l'enquête fournies par le Nigeria. Cette direction est chargée de la gestion globale et de l'administration générale du système, y compris de l'organisation d'exercices de recrutement et d'orientation pour les bénévoles.

Le TAC a été créé en 1987 par une loi nationale dans le but de partager le savoir-faire et l'expertise du Nigeria, ainsi que d'apporter une aide en fonction des besoins identifiés et perçus des pays partenaires. Le TAC vise à promouvoir la coopération et la compréhension, ainsi qu'à favoriser les échanges enrichissants au sein de la jeunesse.⁴⁸ Le système a commencé par déployer 102 bénévoles en 1987-1988.

Le système TAC est enclenché tous les deux ans, les bénévoles étant déployés pendant 24 mois dans les pays bénéficiaires. Le déploiement est uniquement fonction des besoins identifiés et perçus des pays. L'un des principaux objectifs du système est d'accompagner le développement socio-économique des pays bénéficiaires. Le système s'appuie sur le vivier important de professionnels nigériens prêts à se porter volontaires. Depuis sa création, des milliers de bénévoles nigériens sont intervenus dans des pays d'Afrique, des Caraïbes et de la région Pacifique, tandis que de nouveaux partenariats sont envisagés avec des pays comme le Brésil et le Vietnam.⁴⁹

⁴⁰ Moshe Dayan Center, Middle East Record Volume 2, (1961), p. 49.

⁴¹ Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI). Consultable sur http://www.amci.ma/?page_id=1742.

⁴² Hamza Guessous, « AMCI: Morocco Makes South-South Cooperation a Vehicle for Sustainable Emergence of Africa », Morocco World News, 5 décembre 2018. Consultable sur <https://www.morocoworldnews.com/2018/12/259558/amci-morocco-south-south-africa/>.

⁴³ The North Africa Post, « Morocco Underscores Relevance of South-South Cooperation on Africa Day », 25 mai 2018. Consultable sur <http://northafricapost.com/23808-morocco-underscores-relevance-of-south-south-cooperation-on-africa-day.html>.

⁴⁴ « Full Text of King Mohammed VI's Speech on Throne Day », 30 juillet 2015. Consultable sur <https://www.morocoworldnews.com/2015/07/164318/full-text-of-king-mohammed-vis-speech-on-throne-day/>.

⁴⁵ Agence Marocaine de Coopération Internationale pour un développement humain durable de l'Afrique.

⁴⁶ The North Africa Post, « Morocco Underscores Relevance of South-South Cooperation on Africa Day », 25 mai 2018. Consultable sur <http://northafricapost.com/23808-morocco-underscores-relevance-of-south-south-cooperation-on-africa-day.html>.

⁴⁷ Consultable sur <https://www.morocoworldnews.com/2018/02/240723/morocco-donates-usd-700000-paraguay-infant-mortality/>.

⁴⁸ Article 2 de la loi Nigerian Technical Aid Corps Act, 1er octobre 1987. Consultable sur <http://lawnigeria.com/LawsoftheFederation/NIGERIAN-TECHNICAL-AID-CORPS-ACT.html>.

⁴⁹ Site Internet de la Direction du TAC. Consultable sur <http://www.dtac.gov.ng/DTAC/dtac/aboutDTAC>.



PALESTINE

En 2016, la Palestine a créé l'Agence palestinienne de coopération internationale (PICA) par décret présidentiel. La PICA fait office de cadre institutionnel au service du ministère des Affaires étrangères et des Expatriés (MoFA) en vue de mettre en œuvre la politique nationale de coopération internationale, notamment via une aide technique et au développement apportée aux pays en développement selon le principe de « solidarité par le développement ».⁵⁰

La création de la PICA par décret présidentiel du président Mahmoud Abbas traduit un fort engagement politique au plus haut niveau. La PICA est chargée de mettre en œuvre la politique de développement et agit en qualité de coordinateur de la CSS en Palestine. Elle optimise le partage de connaissances, renforce la coopération en matière de développement et promeut le rôle de l'État comme agent de changement positif à l'échelle mondiale.

Le cadre solide de coopération internationale pour le développement favorise la coordination du processus palestinien en la matière. À titre d'exemple, la PICA participe à l'élaboration du plan national de développement et à la mise en œuvre des programmes de coopération conformément aux principes de la CSS et au Programme à l'horizon 2030.⁵¹ D'après le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), « l'ensemble des axes de travail de la PICA contribuent au programme mondial de développement ; chaque axe vise à atteindre un ou plusieurs ODD ».⁵²

La PICA est supervisée par le MoFA et se compose du président du conseil, du conseil d'administration, du directeur général, de 14 fonctionnaires et de huit agents de liaison à l'étranger. Le conseil d'administration comprend 11 membres, dont des représentants de ministères et d'organismes publics, et est présidé par le ministre des Affaires étrangères et des Expatriés. La PICA compte six départements : 1) Coopération technique et humanitaire pour le développement, chargé des interventions humanitaires d'urgence et de la coopération en matière de développement via la CSS et la CT, 2) Politiques et planification stratégique, 3) Plaidoyer et communication, 4) Partenariats et mobilisation des ressources, 5) Administration et finances, et 6) Bureaux de la PICA.

La Palestine a par ailleurs adopté « une approche moins centralisée qui intègre l'ensemble des acteurs concernés dans le processus décisionnel, sous la direction d'un

LA PALESTINE A PAR AILLEURS ADOPTÉ « UNE APPROCHE MOINS CENTRALISÉE QUI INTÈGRE L'ENSEMBLE DES ACTEURS CONCERNÉS DANS LE PROCESSUS DÉCISIONNEL, SOUS LA DIRECTION D'UN DÉPARTEMENT OU D'UNE AGENCE. »

département ou d'une agence ». Elle a également lancé un nouveau site Internet, disponible en anglais et en arabe, qui constitue une ressource précieuse pour les initiatives de CSST. Il est facilement accessible à tous les partenaires, y compris aux bénévoles internationaux souhaitant participer aux programmes. En vue de favoriser l'engagement, le site Internet sera doté d'un jeu conçu par une jeune start-up palestinienne, qui vise à sensibiliser aux Objectif de développement durable et aux missions de la PICA.

Par ailleurs, la PICA, en coopération avec la Banque islamique de développement, œuvre à la réalisation d'une cartographie des centres d'excellence en Palestine, qui renforcera ses capacités de collaboration à l'échelle internationale. L'exercice aura pour but d'identifier des experts renommés et des centres de ressources à même d'intervenir de manière innovante pour répondre aux réelles contraintes de développement à l'appui des initiatives de CSST. Il donnera également lieu à la rédaction d'un rapport sur le profil des experts et des centres d'excellence, qui fera office de base de données complète accessible aux partenaires locaux et internationaux.

Les partenariats formés par la PICA constituent un levier essentiel de promotion de ses activités, de développement de ses capacités et de mobilisation de ressources financières. Depuis sa création, l'objectif est d'instaurer et de consolider des partenariats et accords à l'échelle locale, régionale et internationale. La PICA collabore étroitement avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, des organisations de la société civile, des universités, des instituts de recherche et le secteur privé, sur le plan national comme international. Il convient de noter que les partenariats constituent l'un des facteurs clés de succès de la PICA.

De même, la stratégie de la PICA mise sur le potentiel des capacités de déploiement de la diaspora palestinienne, qui équivaut à la population de l'État de Palestine. La diaspora compte des personnes hautement qualifiées, des personnes-ressources parlant plusieurs langues, et des personnes connaissant la culture locale. Elle pourrait parvenir à mobiliser des ressources financières auprès de particuliers fortunés, de sociétés et d'autres entités.



TUNISIE

D'après un rapport de l'UNOSSC, les mécanismes de financement de la CSS en Palestine s'appuient sur trois grandes catégories de ressources financières : (i) le budget annuel issu du budget national, (ii) les subventions, le financement participatif et les partenariats, et (iii) les revenus générés par les projets en vertu d'accords.⁵³ Il est par ailleurs avéré que la diaspora palestinienne pourrait promouvoir des réseaux mondiaux de partenariat entre les dirigeants gouvernementaux, les acteurs non étatiques, le secteur privé et le monde universitaire, mais également développer les capacités locales et mobiliser davantage de ressources financières.⁵⁴ Les initiatives prises par la Palestine en faveur de la CSS, et ce, malgré des ressources limitées, « illustrent clairement l'idée même de la coopération Sud Sud »⁵⁵, la PICA ayant apporté de l'aide à l'Équateur, au Rwanda, au Sri Lanka et au Pakistan, ce qui montre qu'une « coopération structurée entre les pays du Sud peut contribuer au développement ».⁵⁶

Par l'intermédiaire de la PICA, l'État de Palestine est en mesure de fournir diverses modalités de CSS, telles qu'une aide technique, une intervention humanitaire, de la résilience et un développement humain durable, en mettant l'accent sur l'aide humanitaire et au développement d'urgence.

Le cadre institutionnel tunisien de la CSS est incarné par l'Agence Tunisienne de Coopération Technique (ATCT). Créée par une loi nationale en 1972⁵⁷ l'ATCT dépend du ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale et a le statut d'organisme à but non lucratif. L'ATCT est née de la volonté du pays de mobiliser ses ressources humaines et institutionnelles et son savoir-faire au service de la solidarité internationale et du développement.⁵⁸

La structure institutionnelle de l'ATCT est composée d'une direction générale et de plusieurs services spécialisés à Tunis, ainsi que de représentations à l'étranger. Les services spécialisés en matière d'aide à Tunis sont répartis en deux catégories : les services opérationnels chargés des activités de coopération technique bilatérale et multilatérale, et les services d'appui, notamment chargés du recrutement et de la sélection des candidats, de l'élaboration de statistiques et d'études, ou encore des ressources humaines et matérielles.⁵⁹ L'ATCT compte également sept bureaux à l'étranger, dont la mission est de promouvoir les services de l'Agence, d'identifier les opportunités et de former de nouveaux partenariats.

L'ATCT est chargée de mettre en œuvre les initiatives tunisiennes de coopération en réponse aux besoins des pays en développement dans le domaine du développement humain et économique durable.

Activités de l'ATCT :

- **Recrutement, sélection et détachement de professionnels et experts tunisiens à l'étranger en fonction des besoins des pays voisins et partenaires, et des organisations régionales et internationales**

Le détachement de professionnels à l'étranger est l'une des principales activités de l'ATCT. Ce processus comprend quatre étapes qui suivent la préparation des candidats qualifiés et disponibles dans chaque domaine de spécialisation éligible à la coopération technique. D'après les données les plus récentes de l'ATCT, 26 264 candidats sont disponibles dans 18 domaines de

⁵⁰ Cristina Giner, « South-South in Action: Solidarity through Cooperation and Development », série Coopération Sud-Sud et triangulaire en action (Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et Agence palestinienne de coopération internationale, 2018). Consultable sur <https://drive.google.com/file/d/1D3qIVBP3n7RbQFyig58UD6APXrD8fYgW/view>.

⁵¹ Ibid.

⁵² Ibid.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Professeur Sachin Chaturvedi, « South-South Cooperation: Theoretical Perspectives and Empirical Realities », 8 novembre 2018. Consultable sur <https://www.ssc-globalthinkers.org/node/160>.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ L'Agence Tunisienne de Coopération Technique a été créée aux termes de la loi n° 72-35 du 27 avril 1972 ; cf. <https://www.atct.tn/en/introducing-atct>.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ ATCT, « Organigramme de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique ». Consultable sur <https://www.atct.tn/fr/organigramme-de-latct>.

D'APRÈS LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES DE L'ATCT,

26 264

CANDIDATS SONT DISPONIBLES DANS 18 DOMAINES DE TRAVAIL. CES PROFESSIONNELS SONT PRINCIPALEMENT ISSUS DE L'ADMINISTRATION TUNISIENNE, D'UNIVERSITÉS ET DE SOCIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES

travail.⁶⁰ Ces professionnels sont principalement issus de l'administration tunisienne, d'universités et de sociétés publiques et privées.

L'ATCT tient également la liste de ces candidats sous la forme d'une base de données interrogeable qui permet d'effectuer une sélection par critères, tels que l'expertise, la formation et l'expérience.⁶¹ Elle tient par ailleurs une liste de cabinets de conseil dans laquelle il est possible d'effectuer des recherches par secteur d'activité et propose un forum dédié aux professionnels tunisiens, qui répertorie les opportunités disponibles dans d'autres pays.⁶²

● **Coordination et gestion de l'évolution de carrière des professionnels étrangers**

L'ATCT dispense des sessions de formation à des groupes de participants en provenance de différents pays. Elle s'appuie sur un réseau de professionnels tunisiens qui compte 132 centres et instituts spécialisés, et près de 190 projets de formation. Les programmes de formation portent généralement sur des domaines prioritaires et favorisent le partage d'expérience entre les participants ainsi que le développement de leurs compétences.

L'ATCT propose également des programmes de formation sur-mesure en fonction des demandes spécifiques de formation individuelle et collective formulées par les pays et les organismes spécialisés. Ce type de formation vise à répondre aux besoins divers des pays bénéficiaires et à permettre aux candidats d'acquérir des compétences utiles dans le cadre de leurs fonctions et responsabilités. L'ATCT élabore un programme de formation adapté à l'expérience et aux compétences linguistiques des candidats, aux objectifs ciblés et aux fonctions exercées par les candidats lorsqu'ils retourneront dans leur pays d'origine.

● **Mise en œuvre de projets d'aide technique**

L'ATCT apporte également une aide aux pays en développement via la réalisation d'études de faisabilité, ainsi que la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets économiques, institutionnels, sociaux et culturels. L'expertise tunisienne a été mise au service de plus de 70 projets d'aide technique dans plusieurs pays africains.

L'ATCT tient une liste de cabinets d'ingénierie et de conseil dont les activités couvrent toutes les branches de l'ingénierie traditionnelle. Elle coordonne par ailleurs des initiatives dans des domaines complexes, tels que les études stratégiques, les études macroéconomiques et d'impact, et les évaluations rétrospectives.

● **Promotion de la CSST**

La Tunisie a élaboré une politique de CSS dès sa prise d'indépendance.⁶³ En collaboration avec les centres de ressources tunisiens, l'ATCT planifie chaque année des missions de prospection dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, dans le but de se mettre en relation avec ses homologues et de partager expériences et bonnes pratiques, tout en favorisant le développement de réseaux et les opportunités de coopération. L'ATCT se coordonne également avec des partenaires locaux, tels que les ministères et les centres de ressources tunisiens, pour la mise en œuvre concrète de ses activités.

Un programme annuel de travail définit les activités à mener, dont les missions de prospection, les sessions de développement des capacités et les projets de CSS. L'ATCT répond à toutes les demandes d'aide technique et de renforcement des capacités formulées par des pays en développement ou des organisations régionales et internationales.

Parmi les initiatives de CSS de la Tunisie, citons la collaboration entre les ministères égyptiens des sciences et la Tunisie dans le cadre d'un projet visant à exploiter les résultats issus de la recherche scientifique pour créer de petites entreprises dans les zones rurales. Ce projet, lancé en juillet 2012, a pour but de lutter contre le chômage dans les deux pays. L'initiative s'inscrit dans le cadre d'un accord plus large de coopération scientifique et technologique, signé par les deux pays en octobre 2010.⁶⁴

Les autres exemples de CT comprennent la formation de médecins nigériens par des médecins tunisiens (financée par la France) et des programmes de formation dispensés par des experts tunisiens en Mauritanie sur les techniques de pêche, la navigation et la construction navale, qui ont bénéficié du soutien du Japon.⁶⁵

⁶⁰ ATCT, « Répartition des candidats par domaine ». Consultable sur https://www.atct.tn/sites/default/files/repartition_des_candidats_au_31032019.pdf.

⁶¹ ATCT, « Recherche de candidats ». Consultable sur https://www.atct.tn/fr/chiffre_cle.

⁶² Site Internet de l'ATCT : <https://www.atct.tn/fr>.

⁶³ ATCT, « Présentation de l'ATCT ». Consultable sur <https://www.atct.tn/fr/presentation-de-latct>.

⁶⁴ Hazem Badr, « Egypt and Tunisia Collaborate on Rural Enterprise Scheme », Science and Development Network, 30 juillet 2012. Consultable sur <https://www.sciddev.net/global/cooperation/news/egypt-and-tunisia-collaborate-on-rural-enterprise-scheme.html>.

⁶⁵ Saoussen Dhokkar, « Tunisia's Experience in South-South Cooperation ». Consultable sur http://ris.org.in/pdf/ITEC_SSC_Repor_Chapter/Ch_15 ITEC_SSC.pdf.



TURQUIE

L'Agence turque de coopération et de développement (TİKA) a été créée en 1992 aux termes du décret-loi n° 480 en tant qu'organisation d'aide technique dépendant du ministère des Affaires étrangères afin de répondre aux besoins d'aide immédiats des pays eurasiens. La TİKA est chargée de coordonner et de mettre en œuvre la politique turque de coopération pour le développement, en cohérence avec les acteurs nationaux et internationaux, ainsi que de produire des statistiques en la matière pour le pays.⁶⁶

La TİKA a mené des activités économiques, sociales et culturelles dans ses pays frères jusqu'en 1995, après quoi elle s'est concentrée sur la coopération dans les domaines de l'éducation et de la culture. En 1999, elle a été placée sous la direction du Premier ministre par ordonnance présidentielle et, en 2001, son règlement a été mis en application aux termes de la loi n° 4668 relative à « l'organisation et les missions de la Direction turque de coopération et de développement ». Le règlement et la dénomination de l'organisation ont été modifiés par le décret-loi n° 656 du 24 octobre 2011, qui donne naissance à l'Agence turque de coopération et de coordination. En vue de favoriser la participation d'autres organismes gouvernementaux, une loi a été adoptée afin d'autoriser la TİKA à coordonner et mobiliser des ressources humaines ainsi que les capacités institutionnelles d'autres organismes publics, dont les universités. Par ailleurs, le gouvernement a doté d'autres organismes d'instruments juridiques et financiers leur permettant d'apporter une aide étrangère en coordination avec la TİKA.

La TİKA fait office de mécanisme de coopération pour les organismes publics et à but non lucratif, les universités et le secteur privé, mais également de plateforme rassemblant l'ensemble de ces acteurs. Elle garde également une trace de l'aide au développement apportée par la Turquie. Elle participe à de nombreuses activités de coopération pour le développement dans 150 pays par l'intermédiaire de 61 Bureaux de coordination des programmes affiliés, présents dans 58 pays, dans le cadre d'accords de coopération bilatérale ou de protocoles d'accord.⁶⁷ Des Bureaux de coordination des programmes ou des bureaux de liaison sont présents dans les pays relevant du périmètre d'action de la TİKA afin d'assurer la coordination des activités de coopération à l'étranger.

Le mandat, les missions et les responsabilités de la TİKA sont présentés sous la forme de 12 axes prioritaires

TIKA EST ENGAGÉE DANS DIVERS ACTIVITÉS DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS

150 PAYS

AVEC 61 BUREAUX DE COORDINATION DES PROGRAMMES AFFILIÉS À TİKA OPÉRANT DANS 58 PAYS DANS LE CADRE D' ACCORDS DE COOPÉRATION BILATÉRALE OU DE PROTOCOLES D'ENTENTE

comprenant, entre autres, le développement de relations avec les pays et populations ciblés en vue d'instaurer une coopération pour le développement mutuel. La TİKA veille à ce qu'une aide humanitaire et technique soit apportée en fonction des besoins des pays et populations. Elle met également en œuvre des programmes, des projets et des activités de coopération avec des organismes publics, des universités, des organisations non gouvernementales et le secteur privé dans les pays bénéficiaires. Ce vaste éventail d'interventions illustre l'importance vitale de la TİKA dans le cadre des activités de coopération pour le développement de la Turquie.

Chaque année, la TİKA dispense des sessions de renforcement des capacités dans divers secteurs à des milliers de personnes dans le monde. Via des modules d'aide technique favorisant le transfert de technologies et le partage de connaissances, la TİKA vise à stimuler l'innovation locale et à consolider les ressources humaines des organismes civils et gouvernementaux dans les pays en développement. Elle collabore également avec d'autres pays facilitateurs et organisations multilatérales dans le cadre de certains projets de renforcement des capacités.

La TİKA recourt à la coopération triangulaire dans le cadre de projets visant à accroître la capacité administrative des pays en développement. L'objectif est de favoriser le développement des pays partenaires en dotant leurs organismes et leurs effectifs de compétences et d'autres ressources dans les domaines prioritaires de leur choix. Cela s'appuie sur l'idée que les pays partenaires connaissent mieux leurs besoins que quiconque, c'est pourquoi la TİKA conçoit ses activités de développement selon une approche axée sur la demande. Les projets d'infrastructure sociale, administrative et économique sont directement mis au service des utilisateurs finaux.

Parmi les autres cadres politiques exploités par la Turquie, citons le partenariat stratégique avec l'Union africaine, officialisé en 2008 lors du Sommet d'Istanbul, au cours duquel deux documents ont été adoptés : la Déclaration

⁶⁶ Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques, BID, TİKA et UNOSSC, Mapping Turkey's Resource Centers (2016).

⁶⁷ Rapport annuel de la TİKA, 2017, p. 15.

PAR AILLEURS, LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE RESTREINT DES PARTENAIRES DU SUD S'EST TENUE EN

2013

À ISTANBUL. L'OBJECTIF DE CETTE RÉUNION ÉTAIT DE PARVENIR À UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DES PRINCIPES DE LA CSS À LA LUMIÈRE DES NOUVELLES TENDANCES ET PRATIQUES



FONDS IBSA

d'Istanbul et le Cadre de coopération. Il s'agit d'une initiative de CSS entre la Turquie et les pays membres de l'Union africaine, qui comprend une feuille de route visant à accroître la coopération entre ces pays.⁶⁸

La Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés (PMA) a été créée à Gebze, en Turquie, avec la participation active du gouvernement turc, et a débuté ses activités en juin 2018. La création de cette banque de technologies est un objectif clé du Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA (2011). Cette banque vise à renforcer les capacités techniques, professionnelles, managériales et scientifiques des PMA afin d'accroître leur performance économique, leur bien-être social et leur résilience.

Par ailleurs, la première réunion du Groupe restreint des partenaires du Sud s'est tenue en 2013 à Istanbul. L'objectif de cette réunion était de parvenir à une compréhension commune des principes de la CSS à la lumière des nouvelles tendances et pratiques. Dans ce contexte, la TİKA estime que la CSS pourrait fortement contribuer à un développement équitable et durable. La CSS n'est pas seulement une modalité de coopération unique, diversifiée et efficace, c'est également une source d'enrichissement intellectuel qui pousse à réfléchir aux initiatives nationales et régionales qui devraient être mises en œuvre par les pays en développement d'après les enseignements tirés des expériences de leurs homologues du Sud.

Le Dispositif Inde, Brésil et Afrique du Sud pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim (Fonds IBSA) a été créé par un accord conclu entre ces trois pays. Il est issu du forum de dialogue IBSA de mars 2004 et vise à « identifier des projets reproductibles et évolutifs pouvant être diffusés dans les pays en développement intéressés en tant qu'exemples de meilleures pratiques au titre de la lutte contre la pauvreté et la faim ». Un accord plus récent entre les trois pays du Fonds IBSA stipule qu'il a pour but « de financer des projets de coopération Sud-Sud au service des populations des pays en développement ».⁶⁹ En vertu de cet accord signé le 17 octobre 2017 lors de la réunion ministérielle de Durban, chacun des trois pays s'est engagé à verser 1 million USD par an au Fonds IBSA.

La gouvernance du Fonds IBSA est assurée par un conseil d'administration composé des ambassadeurs, des représentants permanents et des représentants permanents adjoints de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le fonds lui-même est géré par l'UNOSSC, qui fait également office de secrétariat pour le conseil d'administration.

Tout acteur ou organisme gouvernemental local/national d'un pays en développement est éligible à un financement par le Fonds IBSA. Les projets sont généralement axés sur le développement humain en vue d'intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim dans les pays en développement. Le fonds peut également financer des projets de CSS au service des populations dans ces pays.

Le Fonds IBSA a bénéficié de contributions financières s'élevant à plus de 30 millions USD, lesquelles ont permis de concrétiser 27 projets dans les pays en développement et les PMA, qui portent leurs fruits conformément aux ODD.⁷⁰ Parmi ces projets achevés, citons le renforcement des infrastructures et des capacités pour lutter contre le VIH/SIDA au Burundi,⁷¹ et l'autonomisation des enfants et adolescents présentant des besoins particuliers et de leurs familles au Cambodge.⁷² L'un des projets en cours vise à améliorer significativement la gestion des déchets au Guyana.⁷³

⁶⁸ République de Turquie, ministère des Affaires étrangères. Consultable sur http://www.mfa.gov.tr/african-union--turkey-partnership-joint-implementation-report_-2015-2017_-12-february-2018_en.en.mfa.

⁶⁹ Article 1 de l'accord conclu entre le gouvernement de la République de l'Inde, le gouvernement de la République fédérative du Brésil et le gouvernement de la République d'Afrique du Sud au titre du Fonds IBSA pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim. Consultable sur <http://www.itamaraty.gov.br/en/press-releases/17619-agreement-between-the-government-of-the-republic-of-india-the-government-of-the-federative-republic-of-brazil-and-the-government-of-the-republic-of-south-africa-on-the-ibsa-fund-for-the-alleviation-of-poverty-and-hunger>.

⁷⁰ « Rapport IBSA du PNUD », 2017.

⁷¹ Ibid., p. 35.

⁷² Ibid., p. 40.

⁷³ Ibid., p. 12.



LE PGTF APPORTE UN SOUTIEN CONSIDÉRABLE AUX ACTIVITÉS DANS LES DOMAINES DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE, DE L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ET DU COMMERCE. IL INTERVIENT ÉGALEMENT DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION, DE L'ÉCHANGE ET LA DIFFUSION D'INFORMATIONS, DE L'INDUSTRIALISATION ET DE LA SANTÉ

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE PÉREZ-GUERRERO POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD (PGTF)

Le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud (PGTF) a été créé en 1983 par la Résolution n° 38/201 de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que mécanisme de soutien à la coopération économique et technique entre pays en développement, d'une importance capitale pour ceux membres du Groupe des 77 (G77) en vue d'atteindre une autonomie nationale ou collective selon les priorités qu'ils se sont fixées. Il tient son nom de Manuel Pérez-Guerrero, un diplomate vénézuélien ayant joué un rôle fondamental dans la consolidation des relations Sud-Sud, en particulier au sein du G77.⁷⁴

Le PGTF est géré par un comité d'experts chargé d'examiner les propositions de projet reçues. L'UNOSSC agit en qualité de gestionnaire de fonds du PGTF. Après validation par le G77, le Programme des Nations Unies pour le développement rassemble et affecte les ressources du PGTF à divers projets aux quatre coins du monde. La plupart de ces projets sont de faible envergure et se concentrent sur les problèmes socio-économiques dans les pays en développement.

EN 2017, LE FONDS AVAIT « **SOUTENU 291 PROJETS** POUR UN MONTANT TOTAL DE

13,7 MILLIONS USD

DANS **127 PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTICIPANTS/ BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ET 141 PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTICIPANTS/BÉNÉFICIAIRES COLLECTIFS.** »

Les objectifs du PGTF consistent notamment à financer des études et rapports de préinvestissement/faisabilité réalisés par des cabinets de conseil dans les pays en développement membres du G77, ainsi qu'à faciliter la mise en œuvre des projets dans le cadre du Programme d'action Caracas pour la coopération économique entre les pays en développement.⁷⁵ D'après Inter Press Service, en 2017, le fonds avait « soutenu 291 projets pour un montant total de 13,7 millions USD, dans 127 pays en développement participants/bénéficiaires directs et 141 pays en développement participants/bénéficiaires collectifs ». ⁷⁶ Le PGTF apporte un soutien considérable aux activités dans les domaines de la coopération technique, de l'alimentation et l'agriculture, et du commerce. Il intervient également dans les domaines de la formation, de l'échange et la diffusion d'informations, de l'industrialisation et de la santé.

Parmi les exemples récents de projets financés par le PGTF, citons un programme de développement du commerce électronique à destination des petites et moyennes entreprises des pays en développement, le renforcement des capacités en matière de gestion et d'exploitation des ressources d'énergie solaire afin d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, ou encore la recherche sur la diversification économique des pays en développement enclavés.⁷⁷

⁷⁴ Ann Crittenden, « Manuel Pérez-Guerrero », New York Times, 17 décembre 1975. Consultable sur <https://www.nytimes.com/1975/12/17/archives/manuel-perez-guerrero.html>.

⁷⁵ Site Internet du G77. Consultable sur <http://www.g77.org/pgtf/>.

⁷⁶ Inter Press Service, « Pérez-Guerrero Trust Fund Calls for Project Proposals for 2017 », 2 mars 2017. Consultable sur <http://www.ipsnews.net/2017/03/perez-guerrero-trust-fund-calls-for-project-proposals-for-2017/>.

⁷⁷ Thalif Deen, « Pérez-Guerrero Trust Fund Finances 278 Projects in Developing Nations », IPS, 3 octobre 2016. Consultable sur <http://www.ipsnews.net/2016/10/perez-guerrero-trust-fund-finances-278-projects-in-developing-nations-2/>.



ANNEXE 2 QUESTIONNAIRE SUR L'ÉLABORATION DE STRATÉGIES NATIONALES ET DE CADRES INSTITUTIONNELS AFFÉRENTS À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

Ceci est un questionnaire préparé par le South Centre sur le projet de recherche appuyé par la Banque islamique de développement à propos des stratégies nationales et des cadres institutionnels de coopération Sud-Sud. Les réponses seront recueillies et consolidées. Elles serviront de base d'informations sur les pays au titre de l'objet du questionnaire.

Veuillez transmettre vos réponses à M. Daniel URIBE (uribe@southcentre.int) et M. DANISH (Danish@southcentre.int) ou par télécopie au numéro : +41227988531

Pays :

I. Stratégies nationales de développement afférentes à la coopération Sud-Sud et triangulaire

La coopération Sud-Sud et triangulaire est-elle parmi les priorités de votre gouvernement ?

Oui

Non

La coopération Sud-Sud et triangulaire est-elle reflétée dans une politiques spécifique ou un cadre législatif ou administratif de votre pays ?

Oui

Non

Si oui, veuillez fournir des informations sur la nature de ces instruments.



Y a-t-il un mécanisme conçu pour identifier des opportunités et nouer des réseaux bilatéraux, régionaux ou multilatéraux de coopération Sud-Sud et triangulaire ?

II. Dispositifs institutionnels de coopération Sud-Sud

Y a-t-il dans votre pays un ministère ou une institution spécifique chargée de mener des activités, interventions et discussions sur la coopération Sud-Sud ?

Oui

Non

Si non, veuillez fournir des informations sur la manière dont la coopération Sud-Sud se concrétise au niveau national.

Si oui, veuillez fournir des informations sur le nom de l'organisme ou de l'institution chargé de la coopération Sud-Sud dans votre pays.

Dans le cas où la coopération Sud-Sud est prise en charge par une institution ou une agence, veuillez sélectionner ci-dessous l'option qui décrit le mieux la structure actuelle de l'organisme national chargé des activités et interventions de coopération Sud-Sud.

- Département ou service rattaché au ministère
- Agence nationale dotée d'une structure autonome
- Autre (veuillez fournir des informations)

À quelle autorité nationale l'organisme national chargé de la coopération Sud-Sud est rattaché ? Veuillez sélectionner parmi les options ci-dessous :

- Cabinet du Président
- Cabinet du Premier Ministre
- Parlement
- Ministère des Affaires étrangères
- Autre (veuillez fournir des informations)



Veillez sélectionner parmi les options ci-dessous celle qui décrit le mieux la mission et les activités menées par l'organisme national chargé de la coopération Sud-Sud.

- Entrées au titre de la coopération vers le pays
- Sorties au titre de la coopération vers d'autres partenaires/pays
- Les deux options ci-dessus
- Autre (veuillez fournir des informations)

Veillez décrire les principaux domaines et thématiques couverts par la mission et les activités de l'organisme national chargé de la coopération Sud-Sud.

Y a-t-il un document institutionnel qui définit la vision, les objectifs, les modalités opérationnelles et le mécanisme de soutien aux activités que mène l'organisme national chargé de la coopération Sud-Sud ?

- Oui
- Non

Comment l'organisme national chargé de la coopération Sud-Sud mène ses activités/interventions ?

Approche programmatique (exemple : plan stratégique, document institutionnel, programme de travail annuel)

Approche réactive (exemple : réagir aux demandes reçues)

Veillez fournir des informations ci-dessous :

Comment votre pays appuie-t-il les activités de coopération Sud-Sud ?

Appui financier

Appui en nature (expertise technique, échanges de connaissances, etc.)

Les deux formes d'appui ci-dessus (financier et en nature)

Autre (veuillez fournir des informations) :

Si possible, veuillez indiquer le budget annuel moyen dépensé par votre gouvernement sur des activités/interventions relevant de la coopération Sud-Sud durant les cinq dernières années (2012-2017)



Comment l'organisme national chargé des activités/interventions de coopération Sud-Sud identifie-t-il la demande sur l'expertise d'autre pays/partenaires ?

- Demandes émanant d'autres pays
- Programme coordonné élaboré avec d'autres partenaires
- Autre (veuillez fournir des informations) :

Comment l'organisme national chargé des activités/interventions de coopération Sud-Sud identifie-t-il l'offre de l'expertise ? Veuillez donner une description ci-dessous :

Si possible, veuillez indiquer l'effectif de l'organisme national chargé des activités/interventions de coopération Sud-Sud.

Disposez-vous d'un outil ou d'un mécanisme utilisé à titre volontaire pour recueillir, analyser et communiquer des données sur la coopération Sud-Sud à un organisme international ou plurilatéral ? Si oui, veuillez le décrire et identifier l'organisme auquel vous communiquez les données.

III. Dispositifs institutionnels de coopération Sud-Sud

Votre pays fournit-il des programmes de formation spécifiques pour des experts/responsable/spécialistes en coopération Sud-Sud ?

Si oui, quelles sont les modalités établies par votre pays et les activités qu'il mène pour sensibiliser davantage aux activités relevant de la coopération Sud-Sud et les appuyer à l'interne ?

Y a-t-il dans votre pays d'autres modalités ou activités visant à sensibiliser davantage aux activités relevant de la coopération Sud-Sud et à les appuyer, en plus des activités que mène le gouvernement ?

Oui

Non

Si oui, veuillez fournir des informations :

Veuillez donner toute recommandation de nature à améliorer la coopération Sud-Sud au niveau national.

Veuillez donner toute recommandation de nature à améliorer la coopération Sud-Sud au niveaux régional et mondial.

REVERSE LINKAGE

www.isdb.org

reldiv@isdb.org

+966 12 6361400

NOUS CONTACTER

Banque islamique de développement
8111 King Khalid St
Al Nuzlah Ymania
Unit 1 Djeddah 22332-2444
Royaume d'Arabie Saoudite

 (+966 12) 6361400

 (+966 12) 6366871

 idbarchives@isdb.org

 www.isdb.org

 [isdbgroup](https://www.facebook.com/isdbgroup)

 [isdb_group](https://twitter.com/isdb_group)

 [channel/UC4IRLKYmzVz3BcA26bp_83w](https://www.youtube.com/channel/UC4IRLKYmzVz3BcA26bp_83w)

 [isdb_stories](https://www.instagram.com/isdb_stories)

 [company/islamic-development-bank](https://www.linkedin.com/company/islamic-development-bank)